



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR
LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2013**

**Société Nationale du Port Autonome de Dakar
SNPAD**

**(VERSION FINALE)
AOUT 2015**

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

SOMMAIRE

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	9
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	38
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION.....	38
1.2. OBJECTIF DE LA MISSION ET ETENDUE DES TRAVAUX A EFFECTUER	38
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	39
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	39
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	40
2.2.1 La Cellule de Passation des Marchés (CPM)	41
2.2.2 La Commission des Marchés (CM).....	41
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	41
2.3.1 La Direction centrale des Marchés publics (DCMP).....	41
2.3.2 L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	41
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	42
2.5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	42
3. SYNTHESE DE LA REVUE	43
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES	43
3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante.....	43
3.1.2. Commission des marchés.....	44
3.1.3. Cellule de passation des marchés.....	45
3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	45
3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés	46
3.1.5.1. Plan de passation des marchés.....	46
3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés	46
3.1.6. Archivage des dossiers	46
3.1.7. Formation en passation des marchés	46
3.1.8. Registre de marchés.....	47
3.1.9. Base de données des prestataires	47
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	47
3.2.1. Echantillon	47
3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée.....	54
3.2.3. Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)	54
3.2.3.1 Marchés > Seuil DCMP	55
3.2.3.2 Marchés < Seuil DCMP	56
3.2.4. Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint (AOR)	58
3.2.5. Marchés de Prestations intellectuelles (PI).....	59
3.2.6. Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	62
3.2.7. Marchés passé par Entente Directe (ED).....	64
3.2.8. Avenants	64
3.2.9. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP.	67
3.3. CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION FINANCIERE	70
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE).....	71
3.4.1. Sélection	71
3.4.2. Travaux effectués.....	72
3.4.3. Résultats	77

4. RECOMMANDATIONS	78
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	78
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES	78
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE.....	82
4.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE).....	83
5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES.....	83
6. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....	86
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES OUVERT (AOO).....	86
6.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES RESTREINTS (AOR)	89
6.3. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES PRESTATIONS INTELLECTUELLES (PI).....	91
6.4. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP).....	94
7. ANNEXES	98
7.1. FICHES DE PROJET	99
7.2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.3. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
OP	Ouverture des plis
PAD	Port Autonome de Dakar
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres

RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SNPAD	Société Nationale du Port Autonome de Dakar
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récapitulatif des constats et recommandations pour la SNPAD	10
Tableau 2 : Liste des agents du PAD ayant subi une formation en passation des marchés en 2013	47
Tableau 3 : Récapitulatif des marchés passés par la SNPAD et des marchés couverts	48
Tableau 4 : Liste des marchés couverts (<i>Pour les Appels d'offres Ouverts</i>).....	49
Tableau 5 : Liste des marchés couverts (<i>Pour les Appels d'Offres Restreints</i>)	51
Tableau 6 : Liste des marchés couverts (<i>Pour les Prestations intellectuelles</i>)	51
Tableau 7 : Liste des marchés couverts (<i>Pour les Demandes de Renseignements et de Prix</i>)	52
Tableau 8 : Liste des marchés couverts (<i>Pour l'Entente directe</i>)	53
Tableau 9 : Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013	54
Tableau 10 : Seuils de passation des marchés applicables à la SNPAD	54
Tableau 11 : Récapitulation des avenants de renouvellement pour les marchés sur la couverture des risques du PAD répartis en onze (11) lots distincts	65
Tableau 12 : Récapitulatif des marchés de l'audit physique	71
Tableau 13 : Récapitulatif du suivi des recommandations antérieures	83
Tableau 14 : Répartition des anomalies sur la passation des marchés AOO	88
Tableau 15 : Répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés AOR	90
Tableau 16 : Répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés DP	93
Tableau 17 : Répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés de Demandes de Renseignements et de Prix.....	97

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Diagramme représentatif de la composition de l'échantillon en nombre	48
Figure 2 : Diagramme représentatif de la composition de l'échantillon en montant	49
Figure 3 : Répartition de l'échantillon Appel d'offres	51
Figure 4 : Répartition de l'échantillon DRP	53
Figure 5 : Couverture de l'audit physique	72
Figure 6 : Répartition de l'échantillon audit physique en nombre et en montant	72

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Vue du Port Autonome de Dakar.....	44
Photo 2 : Marchés d'acquisition et d'entretien de matériels roulants	72
Photo 3 : Travaux d'aménagement du château d'eau du môle 4	73
Photo 4 : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies	73
Photo 5 : Travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle	74
Photo 6 : Logiciel de navigation maritime	74
Photo 7 : Rapports du marché relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement	75
Photo 8 : Rapports de la mission d'Audit environnemental des installations du PAD	75
Photo 9 : Rapports de la Mission d'analyse environnementale initiale du projet de plateforme de service à Fatick	76

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2013 par la Société Nationale du Port Autonome de Dakar (SNPAD), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la SNPAD, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats, les recommandations qui en découlent, les commentaires de l'autorité contractante sur les recommandations et les appréciations de l'auditeur :

Tableau 1 : Récapitulatif des constats et recommandations pour la SNPAD

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	APPRECIATIONS DU CABINET
A	<u>Dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés</u>			
1	Commission des marchés : Un suppléant au Président de la Commission des marchés n'a pas été nommé en violation de l'Arrêté 011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36 du code des marchés publics fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commission des marchés des autorités contractantes.	Un suppléant au Président de la Commission des marchés doit être nommé conformément à l'article 36 du code des marchés publics qui stipule que : « <i>Pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant. Les membres titulaires ou suppléants ne peuvent se faire représenter</i> ».	Ecart levé. Tous les membres de la commission des marchés ainsi que leurs suppléants sont désignés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, en atteste la pièce jointe en annexe (pièce 1).	L'auditeur prend acte de la levée de cet écart.
2	Rapports trimestriels : La SNPAD n'a pas établi les rapports trimestriels à envoyer à la DCMP et à l'ARMP, en violation de l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.	Transmettre à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.	L'établissement de rapports trimestriels a été supprimé et le rapport annuel maintenu.	L'auditeur maintient son observation.

3	Archivage : Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.	Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.	L'archivage est conforme aux dispositions du manuel de classement. Toutefois, certaines insuffisances ont été notées dans la collecte de certaines pièces portant sur l'exécution des marchés. Une lettre circulaire a été faite pour exiger la remontée de toutes les informations permettant de clôturer le marché.	L'auditeur recommande à la SNPAD d'améliorer le système d'archivage des documents de la passation des marchés.
B	<u>Passation des marchés examinés</u>			
	Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)			
4	La non prise en compte d'observations de la DCMP sur dossier d'appel d'offres transmis aux candidats (<i>marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatifs à la fourniture de matériels navals</i>).	La Cellule de passation des marchés doit veiller à la prise en compte systématique des observations de la DCMP sur les dossiers soumis à la revue à priori.	Les observations formulées par la DCMP ont été effectivement prises en compte et même l'avis de l'ARMP sollicité. Aussi la procédure aura-t-elle été validée à tous les niveaux par la DCMP (pièce 3).	L'auditeur prend acte des commentaires apportés par l'Autorité contractante.
5	La non publication d'appel d'offres international dans le UNDB (United Nations Development Business) qui est un support de publication de large diffusion internationale (<i>Marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar</i>).	Les appels d'offres internationaux doivent être publiés dans l'UNDB (United Nations Development Business) qui est un support de publication de large diffusion internationale.	Les AOI ont été publiés cumulativement dans le portail des marchés publics et dans le journal Le Marin (support international) conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.	La SNPAD devra veiller à publier les appels d'offres internationaux dans L'United Nations Development Business.

6	La garantie de soumission fixée en dehors de l'intervalle prévue (1% et 3%) à l'article 113 du CMP (<i>Marché n° F 2529/13 du 11 décembre 2013 relatif à l'Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet au PAD</i>).	Veiller au respect des dispositions de l'article 113 du CMP sur la garantie de soumission.	Bonne note a été prise relativement à l'observation et les services concernés ont été saisis pour veiller scrupuleusement au respect de la disposition sus évoquée.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
7	Le non-respect des délais de préparation des offres de quarante-cinq (45) jours pour un appel d'offres international (<i>Marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar</i>).	Les dispositions de l'article 63.2 du CMP doivent être respectées en ce qui concerne les délais de publication de l'appel d'offres international.	Bonne note a été prise relativement à l'observation, il sera veillé au respect des dispositions de l'article 62.3 du CMP.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
8	Le non-respect des délais de convocation des membres de la commission des marchés.	Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP.	Bonne note a été prise relativement à l'observation, il sera veillé au respect des dispositions de l'article 39 du code des marchés publics.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
9	L'absence de preuves de transmission de lettres d'information de candidats, à la suite de demandes d'éclaircissement sur des aspects techniques du DAO (<i>marchés n° F0161/14 et F0162/14 relatifs à la Fourniture de matériels navals</i>).	Les candidats à l'appel d'offres doivent être tous informés des réponses aux demandes d'éclaircissement pour des besoins d'équité.	Les candidats ont été informés par voie électronique sur toutes les questions qui ont été agitées durant la procédure. Encore faudrait-il souligner que la saisine matérielle des candidats pour un dossier d'appel d'offres	L'auditeur prend acte de la levée de cette recommandation.

			international ne saurait se faire que par la voie électronique.	
10	L'absence de preuves de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP.	Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats</i> ».	Les P.V sont transmis systématiquement aux candidats avec à l'appui la décharge produite auprès de l'agent préposé à la cellule. Toutefois certains PV sont transmis par voie électronique avec accusé de réception notamment pour ce qui concerne les appels d'offres internationaux.	L'auditeur maintient son observation.
11	La prise en compte dans l'évaluation des offres, de variante non lue et non consignée dans le procès-verbal d'ouverture des plis (<i>marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatif à la fourniture de matériels navals</i>).	La Commission des marchés doit lire toutes les informations utiles contenues dans les offres des soumissionnaires notamment les variantes proposées par ces derniers. Une variante non lue à l'ouverture des plis ne doit pas être prise en compte à l'évaluation des offres.	Bonne note a été prise relativement à l'observation et la commission des marchés procédera à la lecture de toutes les informations contenues dans les offres des soumissionnaires.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
12	La non prise en compte de tous les critères techniques dans l'évaluation des offres Cette non-conformité concerne l'appel d'offres sur <i>l'Acquisition et installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit</i> .	Les comités d'évaluation doivent prendre en compte tous les critères techniques prévus dans les Dossiers d'Appel d'Offres.	Le comité d'évaluation a pris en compte tous les critères techniques prévus dans le DAO.	L'auditeur maintient son observation.

13	L'absence ou la non-conformité de pièces administratives sont soulignées à l'ouverture des plis alors que le rapport d'analyse des offres ne fait en aucun cas état du complément de ces pièces administratives par les candidats en cause.	Le rapport d'analyse des offres doit renseigner sur la situation du complément des pièces administratives conformément aux dispositions de l'article 44 du CMP.	L'observation a été prise en compte dans les rapports d'analyse établis par le PAD notamment à la partie portant tous les aspects marquants de l'évaluation.	L'auditeur maintient son observation.
14	Le délai d'attribution de marché anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP (<i>marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatifs à la fourniture de matériels navals (50 jours), marchés relatifs à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts, marchés n° F0341/14 relatifs à l'Acquisition de matériels informatiques (plus de deux mois), n° S 0272/14 concernant l'Entretien et réparation des réseaux électriques du Port Autonome de Dakar ; n° F 2529/13 du 11 décembre 2013 relatif à l'Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet au PAD et le marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013 relatif aux Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD</i>).	Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution provisoire des marchés.	Bonne note a été prise et les instructions ont été données aux différents intervenants relativement à la réduction des délais d'attribution des marchés.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

15	Les lettres d'informations aux candidats ayant participé aux appels d'offres ne renseignent pas sur les motifs de rejet de leurs offres. En plus le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'y figurent pas.	Pour des raisons de transparence dans les procédures de passation des marchés d'une part et pour éviter certains recours gracieux des candidats, veiller à informer systématiquement les candidats non retenus des motifs de non attribution.	Le PAD reste perméable à la mise en œuvre de la recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
16	La notification des résultats de l'appel d'offres sans respect des délais requis, en violation de l'article 83.3 du CMP (<i>marché de clientèle relatif à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts, le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar</i>).	La SNPAD doit veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP	Les candidats retenus ainsi que l'attributaire provisoire du marché sont systématiquement informés cumulativement à la publication de l'attribution provisoire.	Même si l'information des candidats est faite, elle ne l'est pas en application des dispositions de l'article 83.3 relativement aux délais. L'auditeur maintient son observation.
17	La publication de l'attribution définitive du marché après le délai requis, en violation de l'article 85 du CMP (<i>marché n° F0341/14 relatif à l'Acquisition de matériels informatiques, marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013 relatif aux Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD, marché n° S0272/14 relatif à l'Entretien et à la réparation des réseaux électriques du PAD</i>).	La SNPAD doit veiller à la publication des avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP.	Bonne note a été prise pour veiller à la publication de l'avis d'attribution définitive conformément aux dispositions du code des marchés publics.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

18	La garantie de bonne exécution n'est pas fournie dans les délais requis en violation de l'article 115 du CMP.	La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 115 du CMP relatif aux délais de fourniture de la garantie de bonne exécution.	La SNPAD veille au respect de la disposition relative à la fourniture de garantie de bonne exécution. Aussi, vous voudrez bien m'indiquer les marchés concernés afin que mes services puissent procéder à la levée des équivoques.	L'auditeur maintient son observation.
Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint (AOR)				
19	Les lettres d'invitation ne renseignent pas sur les noms des autres candidats sélectionnés pour l'appel d'offres restreint.	La SNPAD doit veiller à l'inscription des noms des candidats sélectionnés, dans les lettres d'invitation.	Bonne note a été prise relativement aux manquements constatés et des instructions ont été données aux services pour un respect scrupuleux de la disposition.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
20	Il est noté pour le <i>marché n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels</i> , un problème d'estimation des besoins (différence entre le montant estimé du marché et le montant de l'attribution), en violation de l'article 5.1 du CMP.	La SNPAD doit veiller à l'application des dispositions de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : « <i>Avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins.</i> ».	Une différence entre le montant estimé du marché et le montant de l'attribution du marché est possible et consacrée par le CMP. Mes services ont été instruits de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Toutefois des impairs ont été notés et pris en charge en parfaite adéquation avec la réglementation en vigueur.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
21	Pour le <i>marché n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans</i>	La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 74.1 qui stipule	Les candidats susceptibles d'effectuer les prestations ont été	L'auditeur prend acte de l'argumentaire fait par l'autorité

	<i>de sûreté et fourniture d'équipements individuels</i> , il est noté une absence de concurrence réelle. En effet, un seul candidat a soumissionné pour la première et la seconde invitation, en violation de l'article 74.1 du CMP.	que : « <i>l'Autorité contractante est tenue de mettre en concurrence écrite un nombre de candidats permettant d'assurer une concurrence réelle qui ne peut être inférieur à trois.</i> ».	saisis et une seule soumission enregistrée. Etant donné que la réglementation autorise à poursuivre la procédure, les dispositions allant dans ce sens ont été mises en œuvre. Encore faudrait-il souligner que la liste des candidats à inviter a été validée par la DCMP, les candidats ont la liberté de donner suite ou pas à la consultation.	contractante sur cette observation.
22	Dans le rapport d'évaluation des offres pour le <i>marché n° F 1160/13 du 23 juillet 2013 relatif à l'Acquisition de centrales téléphoniques, de système de taxation et de gescompte et d'appareils numériques</i> , il est tenu compte de la variante proposée par l'attributaire du marché sans que cette variante n'ait été lue à l'ouverture des plis et consignée dans le procès-verbal. L'attribution a été faite sur la base de cette variante.	Lors de la séance d'ouverture des plis, la Commission des marchés doit lire toutes les informations utiles contenues dans les offres des soumissionnaires notamment les variantes proposées par ces derniers. Une variante non lue à l'ouverture des plis ne doit pas être prise en compte à l'évaluation des offres.	Bonne note a été prise relativement à l'observation et la commission des marchés procédera à la lecture de toutes les informations utiles contenues dans les offres des soumissionnaires.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
23	Le délai de convocation des membres de la commission des marchés pour l'examen du rapport d'évaluation n'est pas respecté, en violation de l'article 39 du CMP.	Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP.	Bonne note a été prise relativement à l'observation, il sera veillé au respect de la disposition de l'article 39 du code des marchés publics.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
24	Il est noté l'absence de preuves de la transmission du PV d'ouverture des	Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à	Les PV sont transmis systématiquement aux candidats	L'auditeur maintient son observation.

	plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP.	l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats</i> ».	avec à l'appui la décharge produite auprès de l'agent préposé à la cellule.	
25	A l'ouverture des plis concernant <i>le marché n° F 1160/13 du 23 juillet relatif à l'Acquisition de centrales téléphoniques, de systèmes de taxation et de gescompte de l'ensemble des appareils téléphoniques numériques</i> , il est remarqué que le candidat ORANGE BUSINESS SERVICES n'a pas fourni les Attestations de non faillite et de paiement de la taxe de régulation des marchés publics alors que le rapport d'évaluation des offres ne fait pas état du complément de ces pièces par l'attributaire du marché.	La SNPAD doit veiller au complément des pièces administratives en cours de validité avant attribution du marché, conformément aux dispositions de l'article 44 du CMP.	Bonne note a été prise et la mesure a été appliquée dans toute sa rigueur au cours des années suivantes.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
26	L'attribution provisoire du marché est intervenue après les délais prévus par l'article 70 du CMP (<i>marchés n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels et n° F 1160/13 du 23 juillet 2013 relatif à l'Acquisition de centrales téléphoniques, de système de taxation</i>	Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution provisoire des marchés.	Bonne note a été prise et les instructions ont été données aux différents intervenants relativement à la réduction des délais d'attribution des marchés.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	<i>et de gescompte et d'appareils numériques).</i>			
27	La notification d'attribution aux candidats faite au-delà du délai prévu par l'article 83.3 du CMP.	La SNPAD doit veiller à informer systématiquement dans les délais, les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.	Les candidats retenus ainsi que l'attributaire provisoire du marché sont systématiquement informés cumulativement à la publication de l'attribution provisoire.	L'auditeur maintient son observation.
28	La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers.	La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 115 du CMP relatif aux délais de fourniture de la garantie de bonne exécution.	La SNPAD veille au respect de la disposition relative à la fourniture de garantie de bonne exécution. Aussi, vous voudrez bien m'indiquer les marchés concernés afin que mes services puissent procéder à la levée des équivoques.	L'auditeur maintient son observation.
Marchés conclus par Demande de propositions				
29	Les lettres d'invitation sont envoyées aux candidats à des dates différentes (le 15 et le 18 novembre), pour le <i>marché relatif à la Mission d'expertise des postes 21 et 22 du rôle 2.</i>	Les lettres d'invitation aux candidats doivent être envoyées aux mêmes dates et les accusés de réception doivent être bien archivés dans les dossiers.	Bonne note a été prise et la mesure sera appliquée dans toute sa rigueur conformément à votre recommandation qui vise exclusivement la mise en œuvre de la procédure régulière.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
30	Les accusés de réception des lettres d'invitation ne sont généralement pas joints aux dossiers.	Veiller à l'archivage des dossiers de passation des marchés notamment les preuves de réception des lettres d'invitation par les candidats.	L'archivage est conforme aux dispositions du manuel de classement. Toutefois, certaines insuffisances ont été notées dans la collecte de certaines pièces portant sur l'exécution des	L'auditeur recommande à la SNPAD d'améliorer le système d'archivage des documents de la passation des marchés.

			marchés. Une lettre circulaire a été faite pour exiger la remontée de toutes les informations permettant de clôturer le marché (pièce 2).	
31	Le non respect du délai de préparation des offres (<i>Contrat relatif au Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopératives et politiques d'habitat et le Contrat n° 02/2013/AMI Analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick</i>).	La SNPAD doit veiller au respect des délais de préparation des offres tels que prévus à l'article 63.2 du CMP qui stipule que : « <i>Dans les procédures d'appels d'offres ouverts, avec ou sans qualification, ou d'appel d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appels à la concurrence dans le cas d'appels d'offres nationaux</i> ».		L'auditeur maintient son observation.
32	Les dossiers de Demandes de propositions ne prévoient pas la production des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP. Cette non-conformité concerne l'ensemble des marchés de prestation intellectuelle.	Veiller à respecter les dispositions de l'article 44 du CMP sur la fourniture des pièces administratives qui doit être prévue dans les Demandes de propositions.	Bonne note a été prise et la recommandation sera appliquée dans toute sa rigueur.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
33	Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas	Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés	Bonne note a été prise relativement à l'observation. Il sera veillé au respect de la disposition de l'article 39 du code	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	respecté en violation de l'article 39 du CMP.	en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;	des marchés publics.	
34	Il est précisé dans le PV d'OP qu'une copie du PV sera remise aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics, sans la preuve de transmission desdits PV.	Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats</i> ».	Les PV sont transmis systématiquement aux candidats avec à l'appui la décharge produite auprès de l'agent préposé à la cellule. Toutefois certains PV sont transmis par voie électronique avec accusé de réception notamment en ce qui concerne les appels d'offres internationaux.	Pour certains marchés, la preuve de la transmission du P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 67.4 du CMP, n'est pas fournie. L'auditeur maintient son observation.
35	Les rapports d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt et des offres techniques ne donnent pas très souvent les détails des notes attribuées aux candidats.	Dans le but de permettre à la commission des marchés de donner des appréciations objectives sur les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des offres, le comité technique doit mieux détailler les rapports d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt et des offres techniques.	Bonne note a été prise et la question sera discutée avec les comités techniques mis en place commis dans le cadre de l'évaluation des marchés concernés.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
36	Le montant du marché dépasse l'estimation qui a été faite (10 000 000 F CFA TTC) pour la <i>Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD.</i>	Veiller à l'application de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : « <i>Avant tout appel à concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des</i>	Une différence entre le montant estimé du marché et le montant de l'attribution du marché est possible et consacrée par le CMP. Mes services ont été instruits de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Toutefois des	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

		<i>marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins. ».</i>	impairs ont été notés et pris en charge en parfaite adéquation avec la réglementation en vigueur.	
37	L'approbation du procès-verbal d'attribution au-delà des délais prévus à l'article 83.3 du CMP, (<i>marché de la Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD et le contrat n°03/2013/AMI relatif à l'analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick</i>).	Respecter les délais d'approbation du P.V. d'attribution provisoire, conformément à l'article 83.3 du CMP.	Bonne note a été prise et des mesures seront apportées à l'observation formulée.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
38	Les candidats aux manifestations d'intérêt ne sont pas informés des résultats de l'évaluation des dossiers.	Informar les candidats aux manifestations d'intérêt des résultats de la procédure.	Bonne note a été prise et la question sera traitée dans toute sa rigueur par les services concernés.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
39	Les lettres d'informations aux candidats ayant participé aux consultations ne renseignent pas sur les motifs de rejet de leurs offres. En plus le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'y figurent pas. Cette non-conformité concerne l'ensemble	Pour des raisons de transparence dans les procédures de passation des marchés d'une part et pour éviter certains recours gracieux des candidats, veiller à informer systématiquement les candidats non retenus des motifs de non attribution.	Le PAD reste perméable à la mise en œuvre de la recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	des marchés.			
40	Le non-respect des délais requis dans la notification aux candidats après l'attribution provisoire en violation de l'article 83.3 du CMP.	Appliquer les dispositions de l'article 83 du CMP en ce qui concerne les délais d'approbation du P.V. d'attribution, de notification des candidats et de publication de l'avis d'attribution provisoire.	Bonne note a été prise et des mesures seront apportées à l'observation formulée.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
41	Le non-respect des délais requis pour la publication de l'avis d'attribution provisoire.	Respecter les dispositions de l'article 83.3 du CMP en ce qui concerne les délais de publication de l'attribution provisoire.	Bonne note a été prise et des mesures seront apportées à l'observation formulée.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
42	Les candidats n'ayant pas obtenu la note minimale requise pour l'ouverture des offres financières ne sont pas informés des résultats de cette étape de la procédure et leurs offres financières ne sont pas restituées.	Les candidats n'ayant pas obtenu la note technique minimale requise doivent être systématiquement informés et leurs offres financières restituées sans être ouvertes comme prévu dans la Demande de propositions.	Bonne note a été prise et la question sera traitée dans toute sa rigueur avec les services concernés.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
43	L'attribution provisoire est faite au-delà du délai de validité des propositions tel que prévu dans les Données particulières de la DP. (<i>marchés suivants : Le Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopératives et</i>	La SNPAD doit procéder à l'attribution des marchés durant la période de validité des offres ou à la prorogation dudit délai avant son expiration.	Bonne note a été prise et la question sera traitée dans toute sa rigueur avec les services concernés.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	<i>politiques d'habitat et les Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako).</i>			
44	Absence de publication des avis d'attribution provisoire (<i>Contrat n° 07/2014/C du 17 avril 2013 relatif à la Réalisation du Schéma Directeur du Système d'Information et n° C2000/13 du 29 octobre 2013 relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement du PAD</i>), en violation de l'article 83.3 du CMP ;	Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 sur la publication de l'avis d'attribution provisoire.	Bonne note a été prise et la question sera traitée dans toute sa rigueur avec les services concernés.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
45	A l'exception du Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 sur l'Audit environnemental des installations du PAD, les avis d'attribution définitive pour les dossiers où il est requis, ne sont pas publiés en violation de l'article 85 du CMP.	Les avis d'attribution définitive doivent être publiés conformément à l'article 85 du CMP.	Les avis d'attributions définitives sont systématiquement publiés et un agent a été préposé spécialement à la tâche ; en atteste l'unique contrat C/1814/13 qui n'a pas publié.	L'auditeur maintient son observation.
46	Le non-respect des délais requis entre la notification du marché et	Les dispositions de l'article 85 du CMP doivent être respectées en ce qui	Les avis d'attributions définitives sont systématiquement publiés et	L'auditeur maintient son observation.

	la publication de l'attribution définitive (<i>Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD</i>).	concerne les délais entre la notification du marché et la publication de l'attribution définitive.	un agent a été préposé spécialement à la tâche ; en atteste l'unique contrat C/1814/13 qui n'a pas publié.	
47	La suspension de délais d'exécution par lettre en lieu et place d'un ordre de service (<i>Contrat n° 02/2013/AMI relatif à l'Analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick</i>).	Les délais d'exécution doivent être suspendus par ordre de service en lieu et place de lettre administrative.	Des mesures ont été prises et des corrections appropriées mises en œuvre. Toutes les suspensions de délai sont désormais faites par conformément à votre recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
48	Des consultations sont restées sans suite, sans l'avis préalable de la Direction centrale des Marchés publics, en violation de l'article 65 du CMP. (<i>Mission d'expertise des postes 21 et 22 du môle 2, les Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako et le Marché n° 03/2013/AMI, Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD</i>).	La SNPAD doit requérir l'avis de la DCMP avant le classement sans suite d'une procédure de passation de marchés, en conformité avec l'article 65 du CMP.	La dimension de la clôture des marchés a été prise en compte par la CPM et discutée avec les Directeurs sectoriels pour la mise en œuvre de la recommandation formulée, sur instruction du DG.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

49	Les attributions des DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78 du CMP ;	La SNPAD doit se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP concernant la publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics.	Des mesures ont été prises et des corrections appropriées mises en œuvre pour le respect de cette disposition.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
50	Les dossiers de DRP ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP.	Pour les dossiers de DRP, la SNPAD doit veiller systématiquement à l'exigence des pièces administratives telles que prévues à l'article 44 du CMP.	Des mesures ont été prises et des corrections appropriées mises en œuvre pour le respect de cette disposition.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
51	L'estimation du coût des travaux (6 000 000 F CFA) est très faible par rapport aux montants des soumissions, en violation de l'article 5.1 du CMP. (DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies).	Les dispositions de l'article 5.1 du CMP doivent être appliquées : « <i>Avant tout appel à concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins.</i> ».	Une différence entre le montant estimé du marché et le montant de l'attribution du marché est possible et consacrée par le CMP. Mes services ont été instruits de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Toutefois des impairs ont été notés et pris en charge en parfaite adéquation avec la réglementation en vigueur.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
52	La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre	La SNPAD doit se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les noms des candidats consultés dans la lettre de soumission.	Bonne note a été prise et des instructions ont été données aux services pour le respect scrupuleux de cette disposition.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	d'invitation. (DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/Cdu 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD, la DRP N° F_DG_040, CONTRAT N° 03/2013/C : Acquisition de matériels de plongée et la DRP N° F_DG_105 CONTRAT N° 09/2013/C, Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT).			
53	L'absence des preuves de transmission de courrier d'information à tous les candidats pour la visite des lieux (DRP N° F_DG_020, CONTRAT N°23/2011/C : Acquisition d'un logiciel de navigation maritime et DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies).	La SNPAD doit veiller à l'information des candidats durant la procédure de passation, notamment lors des visites de lieux avant l'établissement des soumissions.	Bonne note a été prise et des instructions ont été données aux services pour le respect scrupuleux de cette disposition.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
54	Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas	Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés	Bonne note a été prise relativement à l'observation. Il sera veillé au respect de la disposition de l'article 39 du code	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	respecté en violation de l'article 39 du CMP.	en application des dispositions de l'article 39 du CMP.	des marchés publics.	
55	<p>Le délai d'attribution de marché anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP. (<i>DRP N° T_DG_062, CONTRAT N° 17/2031/C du 15 octobre 2013 : Réhabilitation du réseau courant ondulé du PAD, la DRP N° F_DG_146</i> <i>CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG ; la DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/C du 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/2013/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSENSE) du PAD, la DRP N° F_DG_105</i> <i>CONTRAT N° 09/2013/C, Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT, et la DRP N° T_DG_037, CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de</i></p>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution provisoire des marchés.</p>	<p>Bonne note a été prise et les instructions ont été données aux différents intervenants relativement à la réduction des délais d'attribution des marchés.</p>	<p>L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.</p>

	<i>réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD).</i>			
56	L'approbation du procès-verbal d'attribution provisoire au-delà du délai requis, en violation de l'article 83 du CMP. (DRP N° F_DG_146 CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG et la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies).	La SNPAD doit veiller à l'approbation du P.V. d'attribution par la PRM et à la notification des candidats dans les délais prévus à l'article 83.3 du CMP.	Bonne note a été prise et des mesures seront apportées à l'observation formulée.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
57	La notification d'information des candidats au-delà des délais prévus par l'article 83.3 du CMP. (DRP N° F_DG_146 CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG et de la DRP N° T_DG_062, CONTRAT N°17/2031/C du 15 octobre 2013 concernant la Réhabilitation du réseau courant ondulé du PAD, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/20131/C : Fourniture de	Les notifications d'informations aux candidats, sur les résultats de la procédure doivent être faites dans les délais prévus à l'article 83.3. du CMP.	Bonne note a été prise et des mesures seront apportées à l'observation formulée.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	<i>licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD et la DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/Cdu 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD).</i>			
58	Les lettres d'information ne précisent pas l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants.	Les lettres d'information des candidats doivent renseigner sur le nom de l'attributaire, le montant d'attribution ainsi que les motifs de non attribution aux candidats perdants.	Bonne note a été prise et des mesures seront apportées à l'observation formulée.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
59	La signature de marché soixante (60) jours après la date de réception des soumissions, en violation de la clause 16 des Instructions aux Candidats du cahier des charges. (DRP n° F_DG_146, Contrat n° 24/2013/C Fourniture de quatre (04) pompes GILES pour les chaloupes de la LMDG, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/20131/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD, la DRP N° T_DG_037 CONTRAT N°	La SNPAD doit se conformer à la clause 16 des dossiers de DRP relative à la signature des marchés soixante (60) jours après la date de réception des soumissions.	Bonne note a été prise et des instructions ont été données aux services concernés pour se conformer aux clauses des IC.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD).			
60	Pour la <i>DRP N° T_DG_037 CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD</i> , la SNPAD a accepté la sous-traitance par l'entreprise titulaire de la totalité du marché à UTL SERVICES en violation de l'article 48 du CMP.	Les dispositions de l'article 48 du CMP sur la sous-traitance doivent être respectées qui stipule que : « <i>Le titulaire d'un marché public de travaux ou d'un marché public de service peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché jusqu'à concurrence de 40% de son montant, ...</i> ». Aussi, devant cette situation, la SNPAD devait plutôt se référer à l'article 135 du CMP relatif à la substitution d'entreprise, qui stipule que : « <i>En cas de faute grave de nature à compromettre l'exécution normale du marché commise par le titulaire, à laquelle il n'a pas remédié malgré une mise en demeure, l'autorité contractante, qui décide de recourir à une procédure autre que l'appel d'offres ouvert pour l'achèvement des prestations, requiert l'avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics sur la procédure envisagée</i> ».	Bonne note a été prise et des instructions ont été données aux services pour le respect scrupuleux de cette disposition.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
61	L'avenant signé entre la SNPAD et le titulaire du marché INGECO pour le changement de domiciliation bancaire pour le	Les avenants doivent faire le même circuit administratif que les marchés de base.	Bonne note a été prise.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	paiement direct du sous-traitant n'est pas enregistré (<i>DRP N° T_DG_037 CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD</i>).			
62	Ordre de service d'arrêt des travaux pour cause de perturbations météorologiques notifié après la réception provisoire des travaux. (<i>DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies</i>).	La suspension des délais d'exécution par ordre de service doit être faite à temps réel, durant l'exécution des travaux.	Bonne note a été prise.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
<u>Marchés conclus par Entente directe (ED)</u>				
63	Le procès-verbal de réception des travaux n'est pas joint au dossier.	Les documents de la passation des marchés doivent être bien archivés.	L'archivage est conforme aux dispositions de classement. Toutefois, certaines insuffisances ont été notées portant sur l'exécution des marchés. Une lettre circulaire a été faite pour exiger la remontée de toutes les informations permettant de clôturer le marché (pièces 2).	L'auditeur prend acte de la levée de cette non-conformité par l'autorité contractante.
C	<u>Exécution financière</u>			
64	Non application des pénalités de retard pour des marchés exécutés	Les pénalités de retard devaient être appliquées conformément aux		

	<p>hors délais contractuels</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Marché n° F0857/13 du 19 juin 2013, Lot V : Fourniture de trente-six (36) véhicules de type berline moyenne gamme essence, 5 portes, 5 places, dont le titulaire est SILCAR ;</i> • <i>Contrat N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD ;</i> • <i>Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD, le titulaire HPR ANKH.</i> 	dispositions de l'article 134 du CMP.	<p>Les pénalités de retard n'ont pas été prises en compte. Des mesures seront prises.</p> <p>L'état des pénalités de retard est pris en compte effectivement.</p> <p>Le paiement est en cours.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'auditeur maintient ses observations. • L'auditeur prend acte de la levée de cette non-conformité. • L'auditeur prend acte de la levée de cette non-conformité.
65	<p>Non fourniture de la garantie de bonne exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD, le titulaire HPR ANKH ;</i> • <i>Contrat N° 09/2013/C, Acquisition d'une solution</i> 	La SNPAD doit veiller à l'application des dispositions de l'arrêté 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.	Les marchés de prestations intellectuelles ne sont pas concernés par l'arrêté précité.	L'auditeur maintient son observation.

	<i>de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT.</i>			
66	Absence de garantie sur avance octroyée <ul style="list-style-type: none"> • <i>CONTRAT N° 22/2013/C du 21 novembre 2013 : Acquisition de téléphones portables, une avance de 50 % a été faite sans la fourniture de garantie équivalente au montant de l'avance, en violation de l'article 96 alinéas 1 et 2.</i> 	Les avances sur paiement sont assujetties à la fourniture d'une garantie d'un montant équivalent telle que prévu à l'article 96 alinéa 1 et 2 du CMP.		L'auditeur maintient son observation.
67	Absence de remboursement sur avance de démarrage octroyée <ul style="list-style-type: none"> • <i>Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD, le titulaire HPR ANKH.</i> 	Les sommes dues au titre des avances de démarrage doivent être remboursées conformément à l'article 96 alinéa 4 du CMP.	Les avances sont récupérées et le décompte final est à ce jour en cours de paiement.	L'auditeur prend acte de la levée de cette non-conformité.
68	Dépassement du montant des prestations par rapport au montant du marché sans éléments justificatifs pour la prise en charge	Veiller à la justification des dépassements de budget à l'exécution des marchés, qui doivent faire l'objet d'avenant.		L'auditeur maintient son observation.

	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Contrat n° C2000/13 du 29 octobre 2013 relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement du PAD.</i> 			
D	<u>Audit Physique</u>			
69	<p>Délais d'exécution du marché non respectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Marché n° F0857/13 du 19 juin 2013, Lot V : Fourniture de trente-six (36) véhicules de type berline moyenne gamme essence, 5 portes, 5 places, dont le titulaire est SILC ;</i> • <i>Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD ;</i> • <i>Contrat n° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD. Pour un délai d'exécution des travaux de quarante-cinq (45) jours</i> 	<p>Faire respecter les délais d'exécution contractuels et appliquer les pénalités de retards au cas contraire.</p>	<p>Les pénalités de retard ont été rigoureusement respectées et la dimension prise en compte par la DFC sur la base de l'ordre de service de démarrage.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'auditeur maintient son observation pour le marché n° F0857/13 du 19 juin 2013 relatif à la fourniture de trente six (36) véhicules de type berline moyenne gamme essence ; • L'auditeur prend acte de la levée de cette non-conformité. • L'auditeur prend acte de la levée de cette non-conformité.

	avec un ordre de service de démarrage notifié le 1 ^{er} août 2013, la réception provisoire a été prononcée le 18 janvier 2014).			
70	<p>Ordre de service notifié après la réception des travaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Contrat N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies</i>, Ordre de service n° 0003 en date du 19 mai 2014 d'arrêt des travaux de 10 jours pour cause de perturbations météorologiques a été notifié après la réception des travaux le 14 mai 2014. 	Les ordres de service de suspension de délais et de reprise de travaux doivent être notifiés en cours d'exécution du marché.	Bonne note a été prise.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.
71	<p>Absence de résiliation de marché non exécuté</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Marché du Lot VI de MATFORCE, relatif à la fourniture de deux (2) bus climatisés, diesel, 35 places de luxe (Marché n° F0856/13 du 19 juin 2013)</i>, les véhicules n'ont pas été réceptionnés du fait qu'ils ne remplissaient pas toutes les caractéristiques techniques prévues dans le marché. Aussi, le marché 	En cas de défaillance du titulaire du marché, l'autorité contractante doit procéder à la résiliation du marché conformément aux dispositions des articles 128 et 129 du CMP.	Bonne note a été prise relativement à la question et des mesures appropriées ont été dégagées.	L'auditeur prend acte du commentaire de l'Autorité contractante sur la recommandation.

	n'a pas fait l'objet de résiliation par la SNPAD.			
72	<p>Défaut d'archivage des dossiers d'exécution de marché</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Marché n° T0990/13 du 02/07/2013 concernant les Travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle passé par entente directe</i>, les travaux ont été exécutés conformément aux devis quantitatif et estimatif prévus dans le marché. Cependant, aucun élément sur la réception des travaux et les justificatifs de paiement ne sont joints au dossier passé en revue. 	Les documents de la procédure de passation de marché doivent être bien archivés notamment pour un marché passé par entente directe.	Les documents ont été effectivement archivés et le classeur a été revu ; les pièces sont consignées dans le classeur.	L'auditeur prend acte de la levée de la réserve.
73	<p>Absence de pièces justificatives de l'exécution de marché</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Marché relatif au Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopérations et politiques d'habitat.</i> 	Les documents de la procédure de passation de marché doivent être bien archivés notamment pour un marché passé par entente directe.	L'archivage est conforme aux dispositions du manuel de classement. Toutefois, certaines insuffisances ont été notées dans la collecte de certaines pièces portant sur l'exécution des marchés. Une lettre circulaire a été faite pour exiger la remontée de toutes les informations permettant de clôturer le marché (pièces).	L'auditeur recommande à la SNPAD d'améliorer le système d'archivage des documents de la passation des marchés.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP). La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectif de la mission et étendue des travaux à effectuer

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n° 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n° 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n° 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
- Décret n° 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;

- Décret n° 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret n° 2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- Arrêté n° 11580/PM du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 11583/MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n° 11584/MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n° 11585 /MEF du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n° 11586/MEF du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n° 11587/MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n° 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1 La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2 La Commission des Marchés (CM)

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1 La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créé par le Décret 2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2 L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;

- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

- Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics
 - 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
 - 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
 - 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.
- Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres
 - 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
 - 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
 - 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2.5 Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification ;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante

La Société Nationale du Port Autonome de Dakar (SNPAD) est érigé en Société Nationale par la loi N° 87-28 du 18 Août 1987. Les mutations intervenues dans le secteur des transports maritimes et la situation de concurrence interportuaire sous régionale ont incité les autorités à changer le statut d'Etablissement Public qui régissait le Port Autonome de Dakar en Société Nationale. Ce statut lui confère, outre l'autonomie financière une liberté d'action et une capacité d'adaptation à toute modification de l'environnement.

L'article 4 des statuts de la Société Nationale du Port Autonome de Dakar (SNPAD) stipule qu'elle a pour objet :

- L'exploitation, l'entretien du port maritime et de ses dépendances, la gestion de son domaine mobilier et immobilier et l'exécution des travaux d'amélioration et d'extension de ses installations.
- La création ou l'acquisition et l'exploitation de tout fond ou établissement de même nature.
- La participation par tout moyen et sous quelque forme que ce soit à toute société créée ou à créer.
- et généralement la réalisation de toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessous défini.



Photo 1 : Vue du Port Autonome de Dakar

3.1.2. Commission des marchés

La SNPAD a institué en son sein une Commission des Marchés, conformément aux dispositions de l'arrêté 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP. En effet, la Commission des Marchés a été mise en place par Décision N° 000066/PAD/CPM/DG en date du 04 Janvier 2013. Les membres de la Commission des Marchés ont signé les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique qui ont été transmises à la DCMP par lettre n° 5/PAD/CPM/DG du 04 janvier 2013.

Les membres de la Commission des Marchés sont au nombre de onze (11), dont six (06) titulaires et cinq (05) suppléants. La présidence de la commission des marchés est assurée par le Secrétaire Général.

Les membres sont les suivants :

Membres titulaires :

- Monsieur Gallo SAMBE, Secrétaire général, Président ;
- Monsieur Ousseynou NDIAYE, Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement, membre ;
- Monsieur Mouhamed SOUMARE, Directeur Financier et Comptable, membre ;
- Monsieur Ely Manel DIOP, Chef de la Division des Affaires Générales, membre ;
- Monsieur Bacary SANE, Représentant du Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, chargé de la tutelle technique, membre ;
- Monsieur Amadou Tidiane DIAW, Représentant du Contrôle Financier, membre.

Membres suppléants :

- Monsieur Abdoul Aziz SY SEMBENE, Représentant du Directeur Financier et Comptable, suppléant ;
- Monsieur Mbaye FALL, Représentant du Directeur des Infrastructures et de la Logistique, suppléant ;
- Monsieur Boubacar SEYDI, Représentant du Chef de la Division des Affaires Générales, suppléant ;
- Monsieur Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, Représentant du Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, chargé de la tutelle technique, suppléant ;
- Monsieur Allé NDIAYE, Représentant du Contrôle Financier, suppléant.

➤ **Constat**

Un suppléant au Président de la Commission des marchés n'a pas été nommé en violation de l'article 36 du code des marchés publics qui stipule que : « Pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant. Les membres titulaires ou suppléants ne peuvent se faire représenter ».

3.1.3. Cellule de passation des marchés

Le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, Monsieur Alioune FALL a été nommé par Décision n°0000172/PAD/DG du 12 novembre 2012. Messieurs Oumar SOW, Chargé d'études 2^{ème} degré à la CPM et Moïse ADEOKO, Juriste à la CPM sont respectivement nommés par Décision n° 000066/PAD/DG du 04 janvier 2013, rapporteur titulaire et rapporteur suppléant de la commission des marchés.

Les membres de la Cellule de Passation des Marchés ont signé les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique qui ont été transmises à la DCMP par lettre n° 5/PAD/CPM/DG du 04 janvier 2013.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le rapport annuel sur les marchés publics a été transmis le 31 mars 2014 à la DCMP et à l'ARMP, respectivement par lettres n° 001155/PAD/DG et n° 001156/PAD/DG, conformément à l'article 143 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.

➤ **Constat**

La SNPAD n'a pas établi les rapports trimestriels à envoyer à la DCMP et à l'ARMP, en violation de l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.

3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de passation des marchés

La SNPAD s'est conformée à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, et à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

En effet, le plan de passation des marchés a été envoyé à l'ARMP le 31 janvier 2013 par lettre n°000272/PAD/CPM/DG.

Le plan de passation des marchés a été également envoyé à la DCMP, le 31 janvier 2013 par lettre n° n°000273/PAD/CPM/DG. La DCMP a validé et publié le PPM à la même date sur le portail officiel des marchés publics.

3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés

Conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, l'avis général de passation des marchés a été publié dans « Le Soleil » du 30 janvier 2013.

Il a été envoyé à l'ARMP et à la DCMP respectivement par lettres n°000272 et 000273/PAD/CPM/DG du 31 janvier 2013.

La DCMP a publié l'avis général de passation des marchés sur le portail officiel des marchés publics.

3.1.6. Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances en termes d'exhaustivité des documents pour certains marchés.

➤ **Constat**

Le système d'archivage n'est pas totalement conforme aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.

3.1.7. Formation en passation des marchés

Dans le cadre du renforcement des capacités des membres de la cellule de passation des marchés, les agents suivant ont suivi une formation en 2013.

Tableau 2 : Liste des agents du PAD ayant subi une formation en passation des marchés en 2013

PRENOMS & NOM	FONCTION	THEME
Alioune FALL	Coordonnateur	Contrôle et Audit des marchés publics (DCMP, ARMP, ENA)
Moise ADEOKO	Chargé d'Etudes	Contrôle et Audit des marchés publics (DCMP, ARMP, ENA)
Daouda TALL	Chargé d'Etudes	Prévention et gestion des réclamations et des litiges dans les marchés publics
Rokhaya SISSOKHO	Chargé d'Etudes	Maitriser la pratique des marchés publics et négocier efficacement vos achats publics
Khady DIAGNE	Chargé d'Etudes	Marchés Publics - Système Banque Mondiale UE et BAD
Ndèye Rokhaya SENE	Chef de bureau	Maitrise des NTIC dans les procédures de passation des marchés
Licka SEYE	Assistante	Gestion des marchés publics

3.1.8. Registre de marchés

La SNPAD disposait en 2013 de registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés Publics.

3.1.9. Base de données des prestataires

En 2013, la SNPAD disposait d'une base de données des prestataires conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009. Cette base de données est composée de sociétés classées par domaine d'activités et comprend :

- Pour les fournitures : cent trente-sept (137) entreprises ;
- Pour les services : cent trente (130) entreprises ;
- Pour les prestations intellectuelles : dix-huit (18) ;
- Pour les travaux : soixante-seize (76) entreprises.

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1. Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés par la SNPAD. Sur la base de redressements effectués, l'équipe a travaillé sur un échantillon constitué de dix (10) Appels d'Offres Ouverts (AAO), trois (3) Appels d'Offres Restreints (AOR), huit (8) Prestations Intellectuelles (PI), dix (10) Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) et une (1) Entente Directe (ED), tous conclus par la SNPAD au titre de l'exercice 2013 pour un montant cumulé de **dix-neuf milliards six cent vingt-six millions trois-cent-quatre mille neuf cent trente-trois (19 626 304 933) Francs CFA TTC**. Par conséquent, notre taux de couverture est de **91,8 %**.

Le tableau récapitulatif ci-après donne le volume et la valeur des marchés passés par la SNPAD et des marchés couverts :

Tableau 3 : Récapitulatif des marchés passés par la SNPAD et des marchés couverts

Mode de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2013		Typologie des marchés passés au titre de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres ouvert (AOO)	27	17 728 529 282	10	16 221 784 189	37%	91,5%
Appel d'Offres restreint (AOR)	3	2 903 473 835	3	2 903 473 835	100%	100%
Demande de Propositions (DP)	8	290 233 226	8	290 233 226	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	26	408 718 291	10	167 720 607	38,4%	41,04%
Entente Directe (ED)	1	43 093 076	1	43 093 076	100%	100%
TOTAL	65	21 374 047 710	32	19 626 304 933	49,2%	91,8%

Les diagrammes ci-dessous montrent la composition de l'échantillon en nombre et en montant :

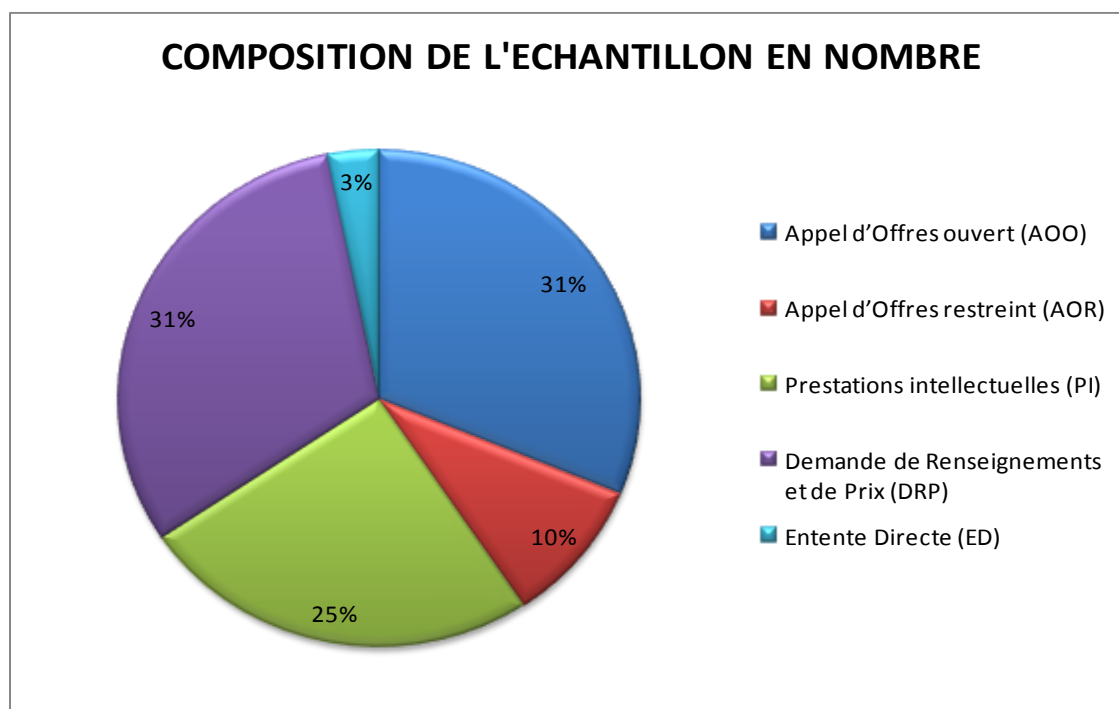


Figure 1 : Diagramme représentatif de la composition de l'échantillon en nombre

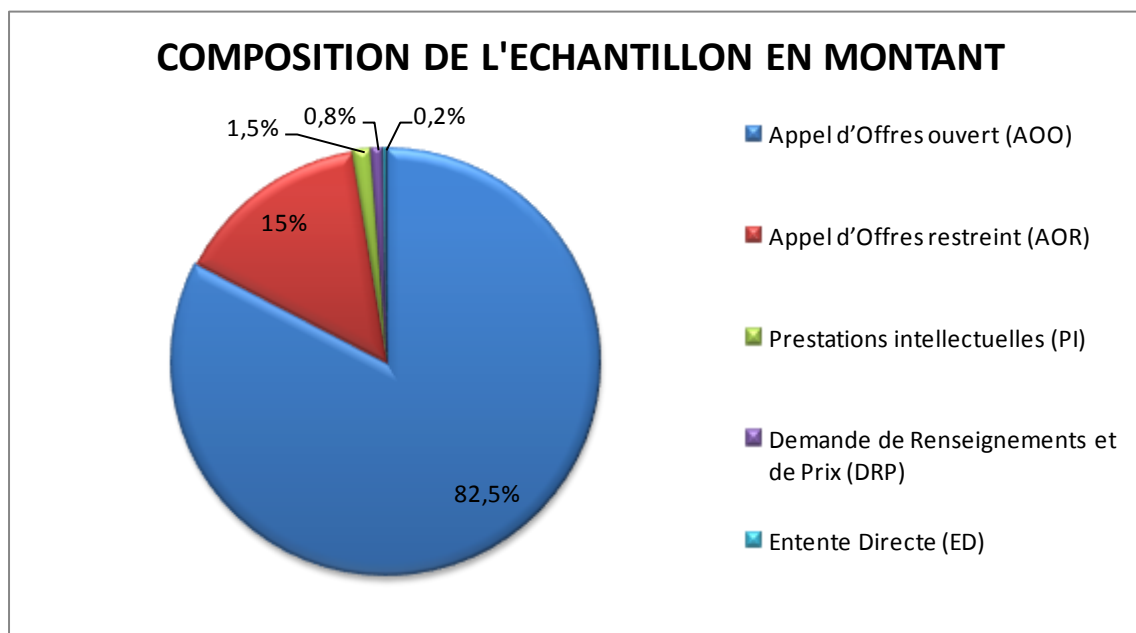


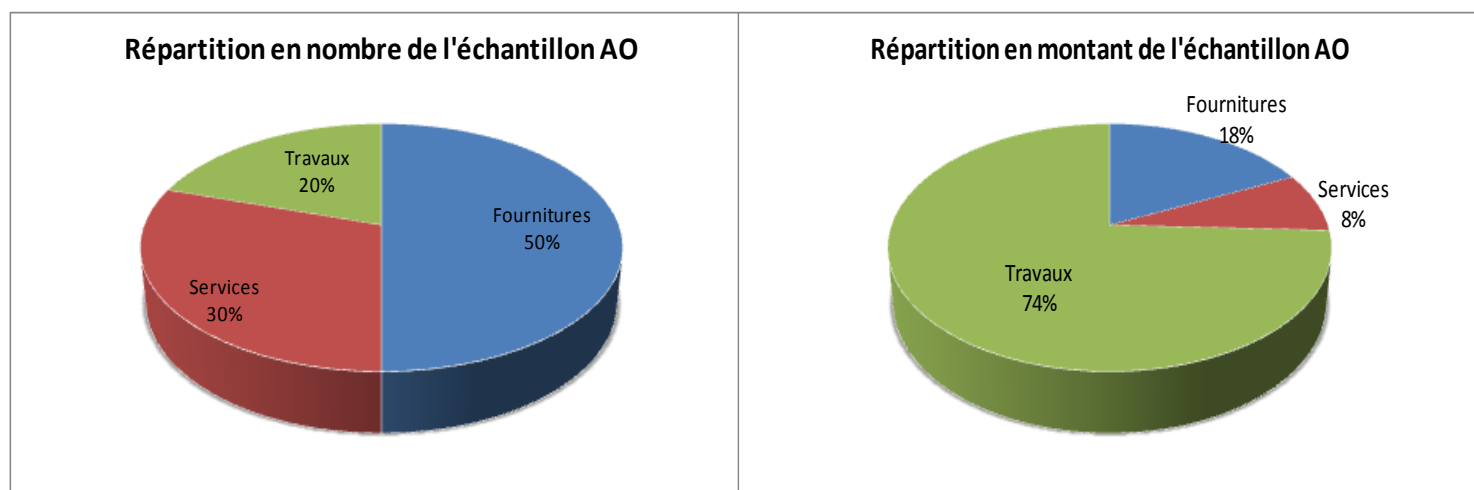
Figure 2 : Diagramme représentatif de la composition de l'échantillon en montant

La liste des marchés constituant l'échantillon est la suivante :

Tableau 4 : Liste des marchés couverts (Pour les Appels d'Offres Ouverts)

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
1	Couverture des risques du PAD répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle	AOO	Services	947 601 184	SONAM MUTUELLES
				99 005 500	PREVOYANCE ASSURANCES
				45 676 436	SONAM ASURANCES
				28 474 452	NSIA ASSURANCES
				8 889 741	PREVOYANCE ASSURANCES
				3 873 975	PREVOYANCE ASSURANCES
				3 239 015	PREVOYANCE ASSURANCES
				8 150 000	SONAM ASURANCES
				9 520 973	ASKIA ASSURANCES
				715 000	SONAM ASURANCES
				6 611 000	SONAM ASURANCES

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
2	Acquisition et entretien de matériels roulants répartis en neuf (9) lots	AOO	Fournitures	78 881 800	CFAO Motors
				54 196 000	CFAO Motors
				256 000 000	CCBM
				74 340 000	MATFORCE
				397 800 000	SILCAR
				89 200 000	MATFORCE
				44 700 000	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
3	Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet	AOO	Fournitures	70 305 311	AXXEND
4	Fourniture de matériels navals en trois (03) lots	AOI	Fournitures	537 817 373	SEE MERRE
				877 665 312	
				SANS SUITE	NON ATTRIBUE POUR INSUFFISANCE BUDGETAIRE
5	Acquisition et installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit	AOO	Fournitures	358 243 605	PESAGE INTERNATIONAL AFRICAIN
6	Acquisition de matériels informatiques	AOO	Fournitures	62 437 222	MATERIELS ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES (MCI)
7	Contrat d'entretien du matériel roulant de plus de deux (02) ans du PAD à travers un marché de clientèle	AOO	Services	44 901 360	TECHNO AFRIQUE
8	Entretien et réparation des réseaux électriques du PAD à travers un marché de clientèle	AOO	Services	60 000 000	GROUPEMENT SEINEGU/ELBAT SERVICE8
9	Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar	AOO	Travaux	11 997 453 530	GROUPEMENT JAN DE NUL/EIFFAGE
10	Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286	AOO	Travaux	56 085 400	DMI
TOTAL APPEL D'OFFRES				16 221 784 189	


Figure 3 : Répartition de l'échantillon Appel d'offres
Tableau 5 : Liste des marchés couverts (Pour les Appels d'Offres Restreints)

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
1	Acquisition de centrales téléphoniques, de système de taxation et de gescompte et d'appareils numériques	AOR	Fourniture	91 600 581	ORANGE BUSINESS SERVICES
2	Refonte du système de surveillance de trafic maritime et d'identification automatique des navires	AOR	Fournitures	748 761 154	Groupeement CAFOMT/INDRA
3	Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels	AOR	Prestations intellectuelles	2 063 112 000	SOCIETE DE PROTECTION ET DE SURVEILLANCE
TOTAL APPELS D'OFFRES RESTREINTS				2 903 473 735	

Tableau 6 : Liste des marchés couverts (Pour les Prestations intellectuelles)

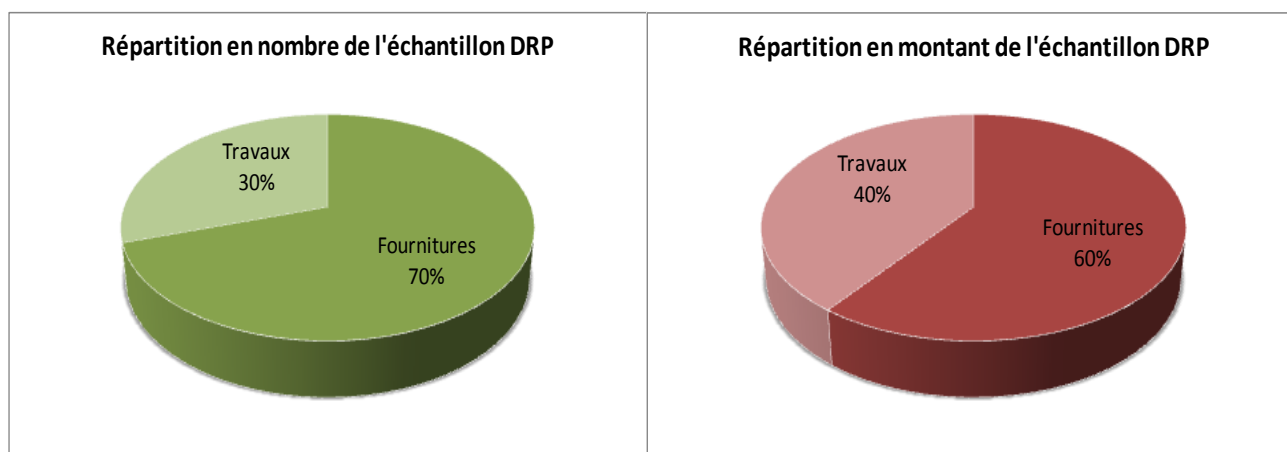
N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
1	Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement	DP	Prestations intellectuelles	71 242 500	QUALITEC
2	Audit environnemental des installations	DP	Prestations intellectuelles	56 611 830	HPR ANKH CONSULTANT

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
3	Réalisation du schéma directeur du système d'information	DP	Prestations intellectuelles	28 425 896	ERNEST & YOUNG
4	Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako	DP	Prestations intellectuelles	53 277 000	OSCARE AFRIQUE
5	Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD	DP	Prestations intellectuelles	24 721 000	OPTESIS
6	Mission d'analyse environnementale initiale du projet de plateforme de service à Fatick	DP	Prestations intellectuelles	26 255 000	HPR ANKH CONSULTANT
7	Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopérations et politiques d'habitat	DP	Prestations intellectuelles	29 700 000	KPMG
8	Mission d'expertise des postes 21 et 22 du môle 2	DP	Prestations intellectuelles	–	–
TOTAL PRESTATIONS INTELLECTUELLES				290 233 226	

Tableau 7 : Liste des marchés couverts (Pour les Demandes de Renseignements et de Prix)

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
1	Confection de plaques réflectorisées	DRP	Fournitures	11 044 000	QUALIPLAQUES SARL
2	Acquisition de matériels de plongée	DRP	Fournitures	4 958 439	CCS
3	Acquisition de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense)	DRP	Fournitures	13 355 122	SESAM INFORMATICS
4	Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (Robot et logiciel) de l'infrastructure	DRP	Fournitures	29 757 749	CFAO TECHNOLOGIES
5	Acquisition d'un logiciel de navigation maritime	DRP	Fournitures	8 213 886	SAREDICA
6	Fourniture de quatre pompes Gilkes pour les chaloupes de la LMDG	DRP	Fournitures	15 600 000	IFE

7	Acquisition de téléphones portables	DRP	Fournitures	18 832 800	LYKMA GROUP
8	Travaux d'aménagement du château d'eau du môle 4	DRP	Travaux	17 053 761	INGECO
9	Réhabilitation du réseau courant ondulé	DRP	Travaux	29 815 650	NEW AFRICA WEST ENERGY
10	Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies	DRP	Travaux	19 989 200	CENTRE DE LA MER
TOTAL DRP				167 720 607	

Figure 4 : Répartition de l'échantillon DRP

Tableau 8 : Liste des marchés couverts (Pour l'Entente directe)

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
1	Travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle	Entente directe	Travaux	43 093 076	Groupement Architecture Décoration Design
TOTAL ENTENTE DIRECTE				43 093076	

Tableau 9 : Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013	
	Nombre	Montant (F CFA)
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	10	16 221 784 189
Appel d'Offres Restreint (AOR)	3	2 903 473 835
Prestation Intellectuelle (PI)	8	290 233 226
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	10	167 720 607
Entente Directe (ED)	1	43 093 076
TOTAL	32	19 626 304 933

3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Les seuils de passation des marchés applicables à la SNPAD sont récapitulés dans le tableau suivant :

Tableau 10 : Seuils de passation des marchés applicables à la SNPAD

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil d'examen juridique et technique
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Les marchés passés par appel d'offres passés en revue sont au nombre de dix (10) pour un montant de **seize milliards deux cent vingt et un mille sept cent quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-neuf (16 221 784 189) Francs CFA**.

3.2.3.1 Marchés > Seuil DCMP

Il s'agit des quatre (4) marchés suivants :

- *Couverture des risques du PAD répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle ;*
- *Acquisition et entretien de matériels roulants répartis en neuf (9) lots ;*
- *Fourniture de matériels navals en trois (03) lots ;*
- *Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar.*

Les constats spécifiques relatifs à la passation de ces marchés sont les suivants :

- La non prise en compte d'observations de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres transmis aux candidats. Cette non-conformité concerne les marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatifs à la fourniture de matériels navals (lettre DCMP n°005533/MEF/DCMP/20 du 09 octobre 2013) ;
- L'appel d'offres international relatif aux travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar n'a pas été publié dans le UNDB (United Nations Development Business) qui est un support de publication de large diffusion internationale ;
- Le non-respect des délais de préparation des offres de quarante-cinq (45) jours pour l'appel d'offres international n° T_DG_008 du 03/04/2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au Port de Dakar ;
- Le délai de convocation des membres de la commission des marchés n'est pas respecté ; un délai minimum de 5 jours francs doit être observé entre la date d'émission des convocations et la date fixée pour la réunion, conformément aux dispositions de l'article 39 du CMP. Cette non-conformité concerne tous les marchés cités ci-dessus ;
- Le démarrage des réunions de commission des marchés à des heures différentes de celles prévues dans l'avis d'appel d'offres, en violation de l'article 67.1 du CMP. Cette non-conformité concerne la plupart des marchés ;
- L'absence de preuves de transmission de lettres d'information de candidats, à la suite de demandes d'éclaircissement sur des aspects techniques du DAO. Cette non-conformité est soulignée sur les marchés n° F0161/14 et F0162/14 relatifs à la Fourniture de matériels navals ;
- L'absence de preuves de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés relatifs à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle, à l'Acquisition et entretien de matériels

roulant au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots, le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au Port de Dakar ;

- La prise en compte dans l'évaluation des offres de variante non lue et consignée dans le procès-verbal d'ouverture des plis. Il s'agit des marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatif à la fourniture de matériels navals (observations de la DCMP dans sa lettre n°005533/MEF/DCMP/20 du 09 octobre 2013) ;
- L'absence ou la non-conformité de pièces administratives sont soulignées à l'ouverture des plis alors que le rapport d'analyse des offres ne fait en aucun cas état du complément de ces pièces administratives par les candidats en cause. L'attribution provisoire a été prononcée sans que les attributaires n'aient complété leurs pièces administratives en violation de l'article 44 du CMP. Cette non-conformité concerne le marché d'Acquisition et d'entretien de matériels roulants au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots, le marché de clientèle relatif à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts et le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar ;
- Le délai d'attribution de marché anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatifs à la fourniture de matériels navals (50 jours) et à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts ;
- Les lettres d'informations aux candidats ayant participé aux appels d'offres ne renseignent pas sur les motifs de rejet de leurs offres. En plus le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'y figurent pas. Cette non-conformité concerne l'ensemble des marchés ;
- La notification des résultats de l'appel d'offres sans respect des délais requis, en violation de l'article 83.3 du CMP. C'est le cas du marché de clientèle relatif à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts, le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar ;
- La garantie de bonne exécution n'est pas fournie dans les délais requis en violation de l'article 115 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : la Couverture des risques du PAD répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle, l'Acquisition et l'entretien de matériels roulant au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots, le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar.

3.2.3.2 Marchés < Seuil DCMP

Il s'agit des six (6) marchés suivants :

- *Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet ;*
- *Acquisition et installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit ;*
- *Acquisition de matériels informatiques ;*

- *Contrat d'entretien du matériel roulant de plus de deux (02) ans du PAD à travers un marché de clientèle ;*
- *Entretien et réparation des réseaux électriques du PAD à travers un marché de clientèle ;*
- *Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286.*

Les constats spécifiques relatifs à la passation de ces marchés sont les suivants :

- La garantie de soumission de 800 000 F CFA est fixée en dehors de l'intervalle prévue (1% et 3%) à l'article 113 du CMP. Cette non-conformité concerne le Marché n° F 2529/13 du 11 décembre 2013 relatif à l'Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet au PAD ;
- La tardivité dans la transmission des P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas respecté en violation de l'article 39 du CMP. Cette non-conformité concerne le Marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013 relatif aux Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD, le marché n° S 0272/14 Entretien et réparation des réseaux électriques du Port Autonome de Dakar et le marché n° S0823/14 du 03/06/2014 relatif à l'entretien et à la réparation du matériel roulant de plus de deux (02) ans du PAD ;
- La non prise en compte de tous les critères techniques dans l'évaluation des offres pour le marché d'Acquisition et installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit. Ce manquement a été soulevé par les services techniques du PAD après attribution provisoire du marché et publication, ce qui a amené la DCMP, après plusieurs échanges avec le PAD sur la question, à donner son avis de non objection à la décision du PAD de déclarer l'appel d'offres sans suite, par lettre n° 003233/MEF/DCMP/50 du 18 juin 2014. La DCMP a tenu toutefois à préciser que le manquement susvisé n'a pas été relevé dans le rapport d'évaluation des offres sur la base duquel un avis favorable a été émis sur l'attribution provisoire. Cette non-conformité a concerné l'appel d'offres sur l'Acquisition et installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit ;
- Le délai d'attribution de marché anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés n° F0341/14 relatif à l'Acquisition de matériels informatiques (plus de deux mois), n° S 0272/14 relatif à l'Entretien et réparation des réseaux électriques du Port Autonome de Dakar ; n° F 2529/13 du 11 décembre 2013 relatif à l'Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet au PAD et le marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013 relatif aux Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD ;
- Les lettres d'informations aux candidats ayant participé aux appels d'offres ne renseignent pas sur les motifs de rejet de leurs offres. En plus le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'y figurent pas. Cette non-conformité concerne l'ensemble des marchés ;

- La publication de l'attribution définitive du marché après le délai requis, en violation de l'article 85 du CMP. C'est le cas du marché n° F0341/14 relatif à l'Acquisition de matériels informatiques, le marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013 relatif aux Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD, le marché n° S0272/14 relatif à l'Entretien et à la réparation des réseaux électriques du PAD ;
- La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers passés en revue, en violation de l'article 115 du CMP. Cette non-conformité concerne tous les marchés cités ci-dessus.

3.2.4. Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint (AOR)

Tous les marchés passés par Appel d'offres restreint, au nombre de trois (03) ont été passés en revue pour un montant total de **Deux milliards neuf cent trois millions quatre cent soixante-treize huit cent trente-cinq (2 903 473 835) FCFA TTC.**

Les constats spécifiques relatifs à la passation de ces marchés sont les suivants :

- Les lettres d'invitation ne renseignent pas sur les noms des autres candidats sélectionnés pour l'appel d'offres restreint ;
- Il est noté l'absence de preuves de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Le délai de convocation des membres de la commission des marchés pour l'examen du rapport d'évaluation n'est pas respecté, en violation de l'article 39 du CMP ;
- Pour le marché n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels, il est noté une absence de concurrence réelle. En effet, un seul candidat a soumissionné pour la première et la seconde invitation, en violation de l'article 74.1 du CMP qui stipule que : *« L'Autorité contractante est tenue de mettre en concurrence écrite un nombre de candidats permettant d'assurer une concurrence réelle qui ne peut être inférieur à trois. »* ;
- Il est noté pour le marché n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels, un problème d'estimation des besoins (différence entre le montant estimé du marché et le montant de l'attribution), en violation de l'article 5.1 du CMP ;
- L'attribution provisoire du marché est intervenue après les délais prévus par l'article 70 du CMP. Cette anomalie est notée pour les marchés n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels et n° F 1160/13 du 23 juillet 2013 relatif à l'Acquisition de centrales téléphoniques, de système de taxation et de gescompte et d'appareils numériques ;
- La notification d'attribution aux candidats est faite au-delà du délai prévu par l'article 83.3 du CMP ;

- La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers ;
- De façon spécifique pour le marché n° F 1160/13 du 23 juillet 2013 relatif à l'Acquisition de centrales téléphoniques, de système de taxation et de gescompte et d'appareils numériques, les non-conformités ci-dessous ont été faites :
 - La documentation relative à l'ouverture d'un nouveau délai suite à la réception de deux offres à l'ouverture des plis n'est pas jointe au dossier passé en revue ;
 - Dans le cadre de la préparation des offres, une visite de site obligatoire a été prévue le mercredi 03 avril 2013, cependant, aucune information relative à l'invitation des candidats et au procès-verbal de visite de site n'est jointe au dossier ;
 - Le service après-vente requis dans le DAO à la clause IC 18.1 (b) n'a pas fait l'objet de vérification dans le rapport d'évaluation des offres ;
 - A l'ouverture des plis, il est remarqué que le candidat ORANGE BUSINESS SERVICES n'a pas fourni les Attestations de non faillite et de paiement de la taxe de régulation des marchés publics alors que le rapport d'évaluation des offres ne fait pas état du complément de ces pièces par l'attributaire du marché ;
 - Dans le rapport d'évaluation des offres, il est tenu compte de la variante proposée par l'attributaire du marché sans que cette variante n'ait été lue à l'ouverture des plis et consignée dans le procès-verbal. L'attribution a été faite sur la base de cette variante.

3.2.5. Marchés de Prestations intellectuelles (PI)

Tous les marchés de prestations intellectuelles, au nombre de huit (08) ont été passés en revue pour un montant total de deux **cent quatre-vingt-dix millions deux cent trente-trois mille deux cent vingt-six (290 233 226) FCFA TTC**.

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de PI sont les suivants :

- Les lettres d'invitation sont envoyées aux candidats à des dates différentes (le 15 et le 18 novembre), pour le marché relatif à la Mission d'expertise des postes 21 et 22 du rôle 2 ;
- Les accusés de réception des lettres d'invitation ne sont généralement pas joints aux dossiers ;
- Le non-respect du délai de préparation des offres pour le Contrat relatif au Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopératives et politiques d'habitat et le Contrat n° 02/2013/AMI Analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick, en violation de

l'article 63.2 du CMP qui stipule que : *« Dans les procédures d'appels d'offres ouverts, avec ou sans qualification, ou d'appels d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, dans le cas d'appels d'offres nationaux. »* ;

- Les dossiers de Demandes de propositions ne prévoient pas la production des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP. Cette non-conformité concerne l'ensemble des marchés de prestation intellectuelle ;
- Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas respecté en violation de l'article 39 du CMP. Cette non-conformité concerne tous les contrats de prestation intellectuelle à l'exception de ceux relatifs à la Mission d'expertise des postes 21 et 22 du môle 2 et n°07/2104/C du 17 avril 2013 sur la réalisation du Schéma Directeur du Système d'information ;
- Il est précisé dans le PV d'OP qu'une copie du PV sera remise aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics, sans la preuve de transmission desdits PV. Cette non-conformité concerne tous les contrats de prestation intellectuelle à l'exception du contrat n° 02/2013/AMI relatif à la Mission d'analyse environnementale initiale de projet de Plateforme de service de Fatick et du contrat n° 03/2013/AMI concernant la Mission d'Assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD ;
- Les rapports d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt et des offres techniques ne donnent pas très souvent les détails des notes attribuées aux candidats, ce qui ne permet pas aux membres de la commission des marchés d'apporter des appréciations objectives sur la notation des candidats ;
- Le montant du marché dépasse l'estimation qui a été faite (10 000 000 F CFA TTC) pour la Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD, en violation de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : *« Avant tout appel à concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins. »* ;
- L'approbation du procès-verbal d'attribution au-delà des délais prévus à l'article 83.3 du CMP, concernant le marché de la Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD et le contrat n°03/2013/AMI relatif à l'analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick ;
- Les candidats aux manifestations d'intérêt ne sont pas informés des résultats de l'évaluation des dossiers ;
- Les lettres d'informations aux candidats ayant participé aux consultations ne renseignent pas sur les motifs de rejet de leurs offres. En plus le nom de l'attributaire

et le montant auquel le marché a été attribué n'y figurent pas. Cette non-conformité concerne l'ensemble des marchés ;

- Le non-respect des délais requis dans la notification aux candidats après l'attribution provisoire en violation de l'article 83.3 du CMP. Cette non-conformité concerne les Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako, le contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Analyse environnementale des installations du PAD et le contrat n° C2000/13 du 29 octobre 2013 relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement du PAD ;
- Le non-respect des délais requis pour la publication de l'avis d'attribution provisoire.
- Les candidats n'ayant pas obtenu la note minimale requise pour l'ouverture des offres financières ne sont pas informés des résultats de cette étape de la procédure et leurs offres financières ne sont pas restituées ;
- L'attribution provisoire est faite au-delà du délai de validité des propositions tel que prévu dans les Données particulières de la DP. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : Le Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopératives et politiques d'habitat et les Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako ;
- Les avis d'attribution provisoire ne sont pas publiés pour les contrats suivants : Contrat n° 07/2014/C du 17 avril 2013 relatif à la Réalisation du Schéma Directeur du Système d'Information et n° C2000/13 du 29 octobre 2013 relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement du PAD, en violation de l'article 83.3 du CMP ;
- A l'exception du Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 sur l'Audit environnemental des installations du PAD, les avis d'attribution définitive ne sont pas publiés concernant les marchés pour lesquels il est requis, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Pour le contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD, il est noté le non-respect des délais requis entre la notification du marché et la publication de l'attribution définitive ;
- La suspension de délais d'exécution par lettre en lieu et place d'un ordre de service pour le contrat n° 02/2013/AMI relatif à l'Analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick ;
- Des consultations sont restées sans suite, sans l'avis préalable de la Direction centrale des Marchés publics, en violation de l'article 65 du CMP. Cette anomalie est notée pour la Mission d'expertise des postes 21 et 22 du môle 2, les Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-

Bamako et le Marché n° 03/2013/AMI, Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD.

3.2.6. Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Dix (10) marchés conclus par DRP ont été passés en revue, pour un montant total de **cent soixante-sept millions sept cent vingt mille six cent sept (167 720 607) FCFA TTC**.

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- Les attributions des DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78 du CMP ;
- Les dossiers de DRP ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP ;
- L'estimation du coût des travaux (6 000 000 F CFA) est très faible par rapport aux montants des soumissions, en violation de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : « *Avant tout appel à concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins.* ». Cette anomalie concerne la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies ;
- La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre d'invitation. Cette non-conformité concerne la DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/C du 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD, la DRP N° F_DG_040, CONTRAT N° 03/2013/C : Acquisition de matériels de plongée et la DRP N° F_DG_105 CONTRAT N° 09/2013/C, Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT ;
- L'absence des preuves d'envoi de mail d'information des candidats (23 juillet 2013) de la visite des lieux organisée le 25 juillet 2013 pour la DRP N° F_DG_020, CONTRAT N°23/2011/C : Acquisition d'un logiciel de navigation maritime. Sur les neuf (09) candidats ayant acheté le dossier de consultation, seuls quatre (04) candidats ont été présents à la visite des lieux. Ceci est en porte à faux avec le critère d'équité dans l'information des candidats qui doit régir la procédure de passation des marchés ;
- Pour la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies, une note d'informations n°000419/PAD/CPM du 11 novembre invitait les candidats à une visite des lieux. Cependant, les justificatifs de la transmission de ladite note à tous les candidats ne sont pas joints au dossier. Seules les entreprises TTSM, TTS, CENTRE DE LA MER, GTE et EIFFAGE étaient représentées sur les sept (07) entreprises short-listées ;

- Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas respecté en violation de l'article 39 du CMP ;
- Le délai d'attribution de marché anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP. Cette non-conformité concerne la DRP N° T_DG_062, CONTRAT N° 17/2031/C du 15 octobre 2013 : Réhabilitation du réseau courant ondulé du PAD, la DRP N° F_DG_146 CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG ; la DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/Cdu 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/20131/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD, la DRP N° F_DG_105 CONTRAT N° 09/2013/C, Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT, et la DRP N° T_DG_037, CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD ;
- L'approbation du procès-verbal d'attribution provisoire au-delà du délai requis, en violation de l'article 83 du CMP. Elle concerne la DRP N° F_DG_146 CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG et la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies ;
- La notification d'information des candidats au-delà des délais prévus par l'article 83.3 du CMP. C'est le cas de la DRP N° F_DG_146 CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG et de la DRP N° T_DG_062, CONTRAT N°17/2031/C du 15 octobre 2013 concernant la Réhabilitation du réseau courant ondulé du PAD, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/20131/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD et la DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/Cdu 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD ; ;
- Les lettres d'information ne précisent pas l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants ;
- La signature de marché soixante (60) jours après la date de réception des soumissions, en violation de la clause 16 des Instructions aux Candidats du cahier des charges. Cette non-conformité concerne la DRP n° F_DG_146, Contrat n° 24/2013/C Fourniture de quatre (04) pompes GILES pour les chaloupes de la LMDG, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/20131/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD, la DRP N° T_DG_037 CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD ;
- Pour la DRP N° T_DG_037 CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD, la SNPAD a accepté la sous-traitance par l'entreprise titulaire de la totalité du marché à UTL SERVICES en violation de l'article 48 du CMP qui stipule que : « *Le titulaire d'un marché public de travaux ou d'un marché public de service peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du*

marché jusqu'à concurrence de 40% de son montant, ... ». Devant cette situation, la SNPAD devait plutôt se référer à l'article 135 du CMP relatif à la substitution d'entreprise, qui stipule que : « En cas de faute grave de nature à compromettre l'exécution normale du marché commise par le titulaire, à laquelle il n'a pas remédié malgré une mise en demeure, l'autorité contractante, qui décide de recourir à une procédure autre que l'appel d'offres ouvert pour l'achèvement des prestations, requiert l'avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics sur la procédure envisagée ».

- Pour cette même DRP N° T_DG_037 CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD, l'avenant signé entre la SNPAD et le titulaire du marché INGECO pour le changement de domiciliation bancaire pour le paiement direct du sous-traitant n'est pas enregistré. En plus la SNPAD ne s'est pas conformé à l'article 9 du contrat qui stipule « *qu'en cas de manquement de l'entrepreneur d'avoir exécuté les travaux dans le délai contractuel, l'entrepreneur peut être déclaré défaillant ; le client se réserve alors le droit de faire exécuter les travaux, objet du présent contrat, par le suivant au classement final* ».
- Pour la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies, un ordre de service (n°0003 en date du 19 mai 2014) d'arrêt des travaux de 10 jours pour cause de perturbations météorologiques a été notifié après la réception provisoire des travaux.

3.2.7. Marchés passé par Entente Directe (ED)

Dans le cadre de l'exercice 2013, la SNPAD a passé un seul marché par entente directe. Il s'agit du marché n° T0990 relatif aux travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle « La SIGNARE » attribué au Groupement Architecture Décoration Design (GA2D) pour un montant de quarante-trois millions quatre-vingt-treize mille soixante-seize (43 093 076) Francs CFA TTC. Par lettre n°1782/PAD/DG/CT/ODT du 28 mai 2013, la SNPAD a sollicité l'avis de la DCMP pour passer un marché par entente directe. Les justificatifs avancés par la SNPAD est qu'il s'agit d'une embarcation de servitude appelée à assurer le transport du Chef de l'Etat et de ses hôtes, dont le Président des Etats Unis d'Amérique lors de sa visite au Sénégal. Le marché a été considéré comme « secret ». La DCMP a donné son avis favorable par lettre n° 002812/MEF/DCMP/39 du 29 mai 2013. Le procès-verbal de réception des travaux n'est pas joint au dossier, ni les justificatifs de règlements.

3.2.8. Avenants

Marchés n° S1565/13 à n° S1575/13 Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle

Pour ces marchés de clientèle, des avenants de renouvellement ont été signés pour les différents lots, après avis de non objection de la DCMP par lettre n° 005841/MEFP/DCMP/33 du 29 octobre 2014 (Lots 2, 5, 8, 9 et 10), n°001198/MEFP/DCMP/23 du 17 mars 2015 pour le lot 1.

Tableau 11 : Récapitulation des avenants de renouvellement pour les marchés sur la couverture des risques du PAD répartis en onze (11) lots distincts

Lots	Titulaires	Souscription	Approbation	Notification	Enregistrement	Montant (F CFA TTC)
1	SONAM MUTUELLES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	1 800 000 000
2	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	99 005 500
3	SONAM ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	17/11/2014	45 676 436
4	NSIA ASSURANCES	20/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	14/11/2014	28 474 452
5	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	8 889 741
6	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	3 873 975
7	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	3 329 015
8	SONAM ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	17/11/2014	8 150 000
9	ASKIA ASSURANCE	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	11/11/2014	9 520 973
10	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	17/11/2014	715 000
11	SONAM ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	17/11/2014	6 611 000

Marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar

Deux avenants ont été passés pour ce marché

Avenant n° 1 (Administratif)

L'objet de l'avenant est le changement de domiciliation bancaire sollicité par le titulaire par lettre n°JDN0792.PAD.0007.LAME en date du 13 novembre 2013. Il s'agit de la modification de l'article 14.2.3 du contrat relatif aux modalités de paiement. En effet, il est indiqué dans le contrat que les paiements devraient être effectués au compte bancaire suivant : EIFFAGE Sénégal P/C Groupement Jan de Nul-Eiffage Sénégal ouvert à la banque ING sous le numéro BE 26 39304805 7529 au lieu de celui ouvert à la BICIS sous le numéro SN0010-01528-00000 68 000 58-82. Cet avenant n'a pas fait l'objet de revue par la DCMP.

- Date de souscription : 27 décembre 2013
- Date d'approbation : 25 mars 2014
- Date de notification : 16 avril 2014
- Date d'enregistrement : Néant
- Montant : Néant.

Avenant n° 2

L'objet de l'avenant est la prise en compte des travaux supplémentaires, l'approfondissement du chenal d'accès en vue d'améliorer la pérennité et la sécurité de la navigation et la prorogation du délai d'exécution du marché de base de trente (30) jours.

- Date de souscription : 16 mars 2014
- Date d'approbation : 21 mars 2014
- Date d'enregistrement : 17 avril 2014
- Montant : 2 362 688 916 F CFA TTC
- Nouveau montant du marché : 14 360 142 446 F CFA TTC.

Marché n° S0007/14 du 24 décembre 2013 relatif à l'Entretien et à la réparation du matériel roulant de plus de deux (02) ans du PAD

Avenant n°1 (Sans incidence financière)

L'objet est le changement de numéro de domiciliation bancaire.

- Date de souscription de l'avenant : 27 mai 2014
- Date d'approbation : 27 mai 2014
- Date de notification : 10 juin 2014
- Date d'enregistrement : 11 juin 2014
- Montant : Sans incidence financière.

Cet avenant avait pour objet le changement de domiciliation bancaire du titulaire. En effet, la clause 6.4 du CCAP a été modifiée comme suit : Banque Atlantique SN 137 01001 080083990002/54 en lieu et place de Banque Islamique du Sénégal SN 079 01101 021573030181/13. La Banque Islamique du Sénégal a délivré une attestation de non engagement au titulaire. La DCMP a donné son avis de non objection sur l'avenant par lettre n°002628/MEF/DCMP/DCV/59 du 19 mai 2014.

Marché n° C 2054/13 du 05 novembre 2014 relatif à l'Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels

Ce marché a fait l'objet de deux avenants :

Avenant n°1 :

L'objet de cet avenant était de prendre en compte l'augmentation des services découlant du besoin de renforcement de la sécurité dans les zones à haute sensibilité.

- Date de souscription de l'avenant : 10 juin 2014
- Date d'approbation : 10 juin 2014.
- Date de notification : 22 juillet 2014
- Date d'enregistrement : 30 juillet 2014
- Montant : 66 457 600 F CFA TTC.

Avenant n°2 :

L'objet de cet avenant était de prendre en compte la reconduction du marché de base, conformément à la clause 2.3 du marché qui stipule que ce marché de clientèle est renouvelable, une fois par avenant sans pouvoir dépasser deux ans.

- Date de souscription de l'avenant : 29 septembre 2014

- Date d'approbation : 03 octobre 2014
- Date de notification : 10 octobre 2014
- Date d'enregistrement : 13 octobre 2014
- Montant : 2 129 569 600 F CFA TTC.

DRP N° T DG 037 relatif au contrat N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD

Avenant :

L'objet est le changement de numéro de domiciliation bancaire pour effectuer directement les paiements au profit de l'entreprise sous-traitante du marché.

- Date de souscription de l'avenant : 12 mai 2013
- Date d'enregistrement : Non enregistré
- Date d'approbation : Non renseigné
- Montant : Sans incidence financière.

3.2.9. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP.

Acquisition et entretien de matériels roulant au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots

Marché n° F0857/13 du 19 juin 2013 : Lot V : Trente-six (36) véhicules de type berline moyenne gamme essence, 5 portes, 5 places

Le candidat CCBM a introduit un recours gracieux contre l'avis d'attribution du PAD paru dans le journal « Le Soleil » du jeudi 23 mai 2013. Le candidat CCBM avait avancé que

- Son offre financière arrêtée à 270 000 000 F CFA est moins disante et laisse apparaître une différence de 127 800 000 F CFA par rapport à celle de SILCAT (397 800 000 F CFA) ;
- Son offre technique paraît conforme au regard du cahier des charges.

Le PAD a répondu par lettre n°001812/PAD/CPM/DG du 29 mai 2013 en soulignant que le véhicule proposé par CCBM pour le lot 5 a une capacité de réservoir de 40 litres alors que le dossier d'appel d'offres validé par la DCMP a requis une capacité de réservoir de 60 litres.

Le candidat MATFORCE a introduit un recours gracieux pour le lot 5 par lettre en date du 24 mai 2013. Il soutient que son offre, d'un montant de 394 200 000 F CFA était moins disant de 3 600 000 F CFA par rapport à l'offre du concessionnaire attributaire (SILCAR). Par lettre n°001813/PAD/CPM/DG du 29 mai 2013, le PAD a signifié à MATFORCE que son offre ne comprend aucune information sur la capacité du réservoir du véhicule proposé.

Ces recours auraient dû être évités si la SNPAD prenait le soin d'informer les candidats perdants des motifs de non attribution.

Marché n° F0161/14 (LOT 1) et Marché n° F0162/14 (LOT 2) relatifs à la Fourniture de matériels navals en trois lots séparés

Le marché a fait l'objet de recours du PAD auprès du CRD de l'ARMP, suite aux observations de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'offres. Ce recours vise l'avis rendu par la

DCMP le 25 avril 2013. Par courrier n° 0011178/PAD/CPM/DG en date du 09 avril 2013, le Port Autonome de Dakar transmettait à la Direction Centrale des Marchés Publics, pour avis, le dossier d'appel d'offres relatif à l'acquisition de matériels navals en trois lots.

Cependant, la DCMP avait fait observer qu'il convient d'indiquer aux entreprises étrangères, au niveau de la clause 6.1 du cahier des clauses administratives particulières, l'obligation de se grouper avec les entreprises communautaires pour pouvoir avoir accès à ces marchés financés sur les ressources nationales conformément à l'article 52 du Code des marchés publics. La DCMP avait attiré l'attention du Port Autonome de Dakar sur le fait que pour ignorer l'obligation faite aux entreprises étrangères de se grouper avec celles communautaires, une dérogation à cette exigence doit être demandée au CRD de l'ARMP avant la poursuite de la procédure.

Ainsi, la SNPAD avait sollicité une dérogation à cette exigence de l'article 52 du CMP, au regard de la particularité des acquisitions notamment par rapport à l'absence d'offres de cette nature dans l'espace communautaire.

Le CRD, par décision n°121/13/ARMP/CRD du 15 mai 2013 avait autorisé le PAD, dans le cadre de cette procédure, à ne pas porter ladite obligation dans le dossier d'appel à la concurrence afin de garantir l'efficacité du processus d'achat public, par les motifs suivants :

- L'objet du marché en question à savoir l'acquisition de matériels navals recommande l'ouverture de la procédure de passation à l'international ;
- L'obligation pesant sur le PAD d'exiger des entreprises non communautaires de se grouper avec celles communautaires pour être éligibles au marché pourrait constituer une source d'infructuosité de la procédure de passation à lancer.

Toutefois, le CRD de l'ARMP avait recommandé au PAD de prévoir dans le DAO, l'application d'une marge de préférence aux entreprises communautaires et aux groupements réunissant des entreprises communautaires et non communautaires.

Le CRD a traité le recours conformément aux dispositions prévues à l'article 52 alinéa 2 du CMP qui stipule que : « Toutefois, il peut être dérogé à l'alinéa précédent en application d'accords internationaux ou lorsqu'il s'agit de fournitures, travaux ou services ne pouvant être livrés ou réalisés par des entreprises locales.

Marché n° F0341/14 du 11 mars 2014 : Acquisition de matériels informatiques

L'appel d'offres a fait l'objet d'un recours introduit par le candidat OFFICE INFORMATIQUE qui avait soutenu que le PAD a manifestement restreint et orienté la concurrence en exigeant des soumissionnaires les critères de qualification suivants:

- Fournir l'agrément du constructeur du matériel proposé et produire un document signé du constructeur attestant de l'aptitude technique de la structure à maintenir le matériel ;
- Fournir les certificats de formations techniques suivies par les ingénieurs ou techniciens justifiant le niveau d'agrément de la structure.

Le CRD par décision n° 035/14/ARMP/CRD du 05 Février 2014 a valablement tranché en faveur du PAD pour les motifs suivants :

- OFFICE INFORMATIQUE n'a pas satisfait entièrement aux critères de qualification ;
- OFFICE INFORMATIQUE a dénoncé les critères de qualification après l'évaluation de son offre.

Marché n° F 0043/14 du 13 janvier 2014 : Refonte du système de surveillance de trafic maritime et d'identification automatique de navire

Le candidat Transas Marine International a introduit un recours en date du 12 avril 2013 qui a estimé que les spécifications techniques concernant le coffret de numérisation (Ao3) et les serveurs (Ao4) exigent que le système d'exploitation pour le processeur Radar et les serveurs soient impérativement et donc exclusivement, « linux », de sorte que cette exigence aura pour conséquence de réduire considérablement le choix des solutions de surveillance du trafic maritime.

En outre, cette solution vise directement une entreprise bien identifiée.

Par ailleurs, le requérant fait observer que la majorité des systèmes sont développés sous Windows, système d'exploitation le plus populaire.

En conclusion, Transas se disant numéro un mondial dans le domaine des VTS, soutient que si les systèmes d'exploitation sont ouverts, le marché sera bien exécuté, au-delà même des espérances du PAD, d'autant qu'il a les capacités techniques de s'adapter à l'ensemble des systèmes du Port qui devraient se connecter à son VTS.

L'ARMP, par décision n° 113/13/ARMP/CRD du 08 mai 2013 du CRD a statué sur le recours comme suit :

- Les spécifications techniques contestées par Transas Marine International violent l'article 7 du code des marchés publics et portent atteinte au principe de libre accès à la commande publique ;
- Constate que pour les appels d'offres précédentes, seul le candidat SIGNALIS avait respecté les spécifications techniques contestées ;
- Le maintien en l'état des spécifications techniques risquent de biaiser la concurrence ou de favoriser l'infirmité du marché.

Le PAD a modifié le DAO qui a été à nouveau soumis à la DCMP pour avis avant le lancement de l'appel d'offres.

Après l'attribution du marché au Groupement INDRA/CAFOMT, le candidat TRANSAS MARINE/SPIM a saisi le CRD en contestation de la procédure de l'attribution. L'organe délibérant avait suspendu la procédure et statuant au fond, avait dit dans sa décision n°366/13/ARMP/CRD du 27 novembre 2013 que le recours du requérant est mal fondé et que la procédure pouvait être poursuivie.

3.3. Constats spécifiques à l'exécution financière

Pour les marchés passés par Appel d'offres

Marché n° F0857/13 du 19 juin 2013, Lot V : Fourniture de trente-six (36) véhicules de type berline moyenne gamme essence, 5 portes, 5 places, dont le titulaire est SILCAR.

Le marché n'a pas été exécuté dans les délais contractuels. Un décompte des pénalités de retard d'un montant de huit millions trois cent cinquante-trois mille huit cents (8 353 800) F CFA a été fait et dûment certifié par le Chef de la Division du Matériel et de la Maintenance et le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement. Cependant, ces pénalités n'ont pas été appliquées au titulaire qui, par lettre en date du 05 décembre 2013 a demandé une remise gracieuse de pénalité au PAD justifiant le retard du fait du constructeur qui a expédié les véhicules avec du retard pour des problèmes de production à l'usine. Les pénalités de retard devaient être appliquées conformément aux dispositions de l'article 134 du CMP.

Pour les marchés de prestations intellectuelles

S'agissant du Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD, le titulaire HPR ANKH n'a pas fourni la garantie de bonne exécution requise alors que le montant du marché est de 59 611 830 F CFA TTC, en violation de l'arrêté 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

En plus, au décompte n°2 (Facture n° n°011-04-2014 du 18 avril 2014 d'un montant de 23 844 732 F CFA TTC), aucun remboursement de l'avance de démarrage octroyée au titulaire du marché n'a été opéré, en violation de l'article 96.4 du CMP.

Enfin, les prestations n'ont pas été exécutées dans les délais contractuels et aucune situation sur les pénalités de retard à appliquer n'est jointe au dossier.

Pour le Contrat n° C2000/13 du 29 octobre 2013 relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement du PAD, le montant total facturé est de 78 366 750 F CFA TTC alors que le montant du marché est de 71 242 500 F CFA TTC. Aucun élément n'est donné pour justifier le dépassement du montant du marché de 7 124 250 F CFA TTC.

Pour les marchés de Demandes de Renseignements et de Prix

Pour le CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD, les travaux ont été exécutés hors délais alors que les pénalités de retard ne sont pas appliquées, en violation de l'article 9 du contrat. En effet, pour un délai d'exécution des travaux de quarante-cinq (45) jours avec un ordre de service de démarrage notifié le 1er août 2013, la réception provisoire a été prononcée le 18 janvier 2014.

Pour le CONTRAT N° 22/2013/C du 21 novembre 2013 : Acquisition de téléphones portables, une avance de 50 % a été faite sur les paiements telle que prévu à l'article 7 (Modalité de règlement) du dossier de DRP. Cependant, la demande de paiement n'est pas accompagnée de garantie en violation de l'article 96 alinéas 1 et 2 du CMP.

Pour le marché N° 09/2013/C, Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT, le titulaire CFAO TECHNOLOGIES n'a pas

fourni la garantie de bonne exécution et aucune retenue n'a été opérée sur les paiements, en violation de l'arrêté 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants :

Tableau 12 : Récapitulatif des marchés de l'audit physique

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaire
1	Acquisition et entretien de matériels roulants répartis en neuf (9) lots	AOO	Fournitures	78 881 800	CFAO Motors
				54 196 000	CFAO Motors
				256 000 000	CCBM
				74 340 000	MATFORCE
				397 800 000	SILCAR
				89 200 000	MATFORCE
				44 700 000	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
2	Travaux d'aménagement du château d'eau du môle 4	DRP	Travaux	17 053 761	INGECO
3	Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies	DRP	Travaux	19 989 200	CENTRE DE LA MER
4	Acquisition d'un logiciel de navigation maritime	DRP	Fournitures	8 213 886	SAREDICA
5	Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement	DP	Prestations intellectuelles	71 242 500	QUALITEC
N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaire
6	Audit environnemental des installations du Port	DP	Prestations intellectuelles	56 611 830	HPR ANKH CONSULTANT
7	Mission d'analyse environnementale initiale du projet de plateforme de service à Fatick	DP	Prestations intellectuelles	26 255 000	HPR ANKH CONSULTANT
8	Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopérations et politiques d'habitat	DP	Prestations intellectuelles	29 700 000	KPMG
9	Travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette	Entente directe	Travaux	43 093 076	Groupeement Architecture Décoration Design

	présidentielle				
TOTAL (F CFA TTC)				1 267 277 053	
TOTAL DEPENSES ECHANTILLON (F CFA TTC)				19 626 304 933	
TAUX DE COUVERTURE				6,45%	

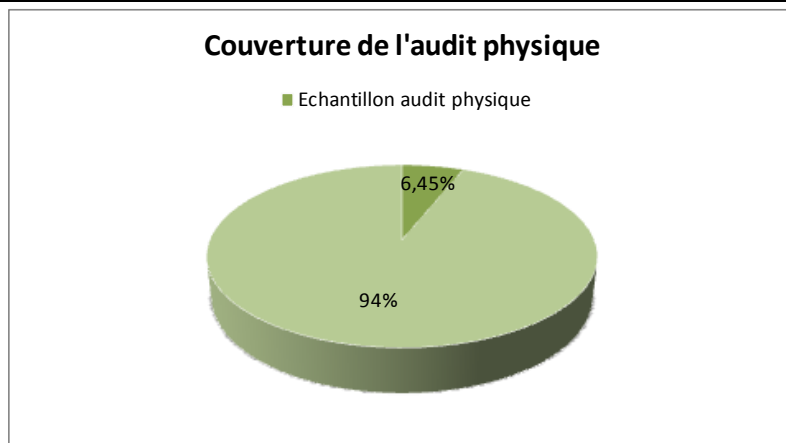


Figure 5 : Couverture de l'audit physique

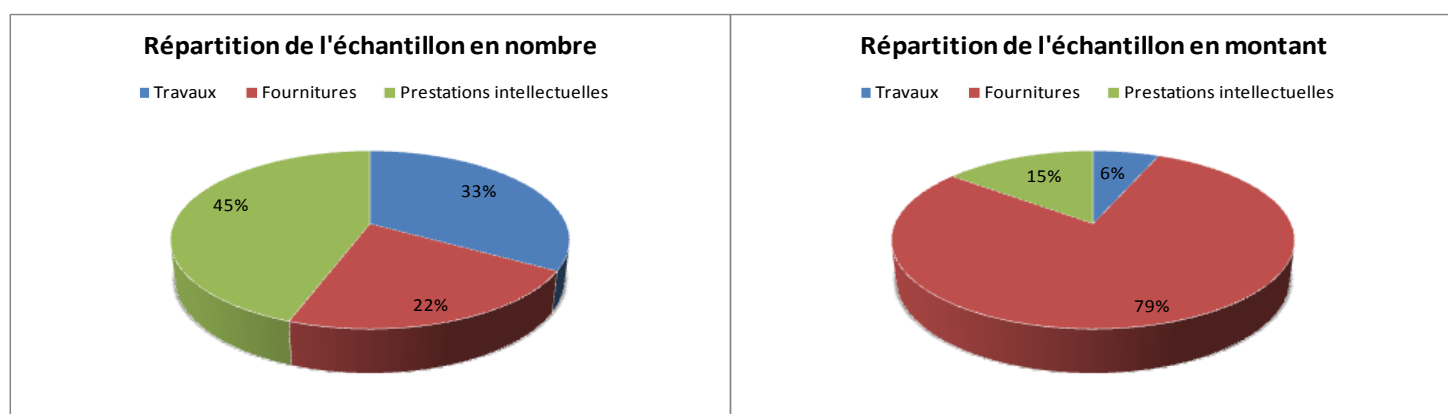


Figure 6 : Répartition de l'échantillon audit physique en nombre et en montant

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.

Acquisition et entretien de matériels roulants répartis en neuf (9) lots



Marché n° F0857/13 : SILCAR



Marché n° F0858/13 : MATFORCE

Photo 2 : Marchés d'acquisition et d'entretien de matériels roulants

CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux d'aménagement du château d'eau du môle 4



Mur de clôture repris

Photo 3 : Travaux d'aménagement du château d'eau du môle 4



Box Gardiens

CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies



Vue du phare

Photo 4 : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies



Escaliers d'accès à la coupole

Marché n° T0990/13 du 02/07/2013 : Travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle passé par entente directe



Vedette présidentielle « la SIGNARE »



Salon présidentiel


Salon VIP

Banquettes extérieures

Photo 5 : Travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle

Contrat N°23/2011/C : Acquisition d'un logiciel de navigation maritime

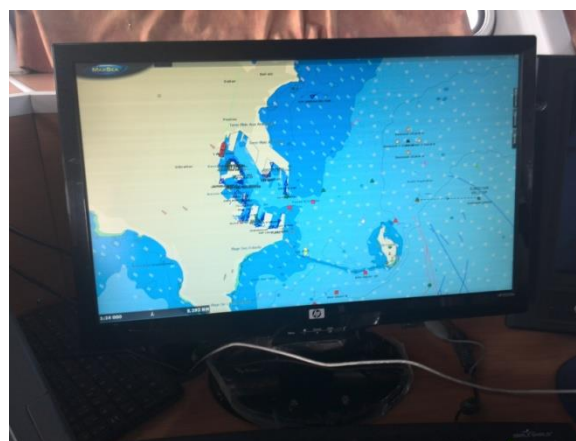
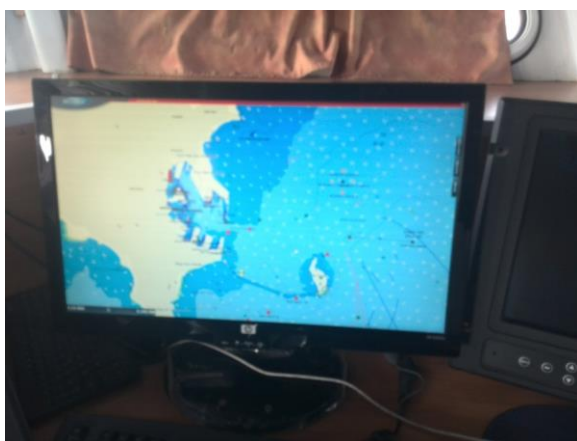
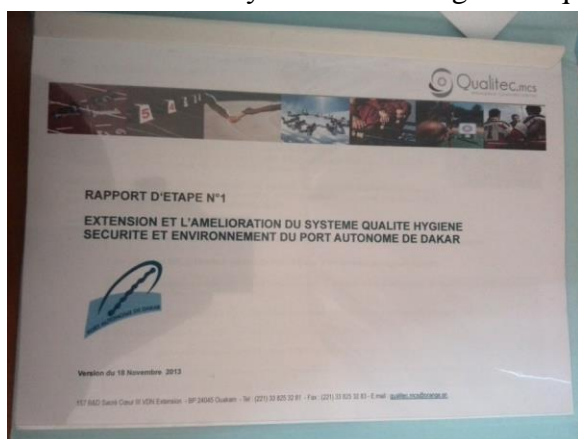
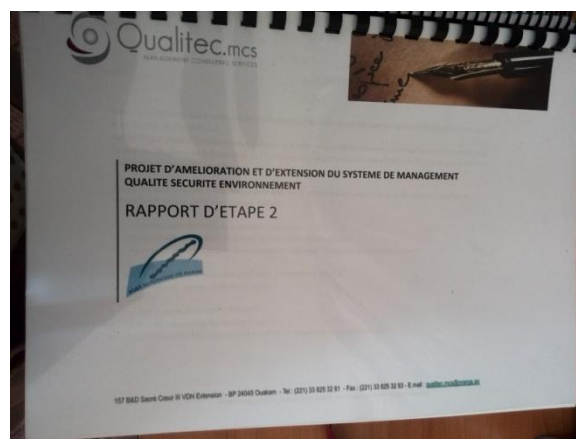


Photo 6 : Logiciel de navigation maritime

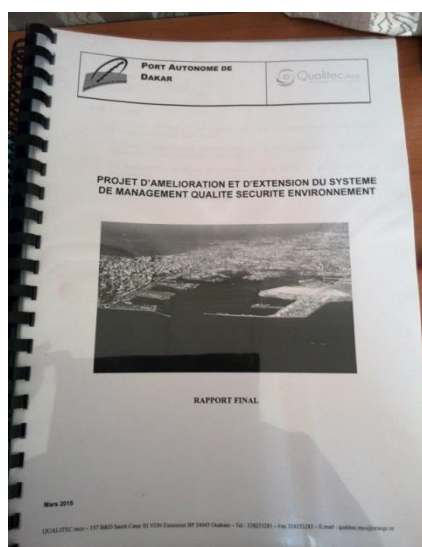
Contrat n°C2000/13 du 29 octobre 2013 : Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement



Rapport d'étape n° 1



Rapport d'étape n° 2



Rapport final

Photo 7 : Rapports du marché relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement

Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 : Audit environnemental des installations du Port Autonome de Dakar

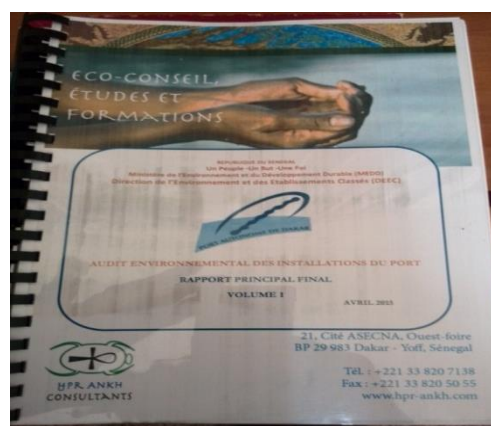
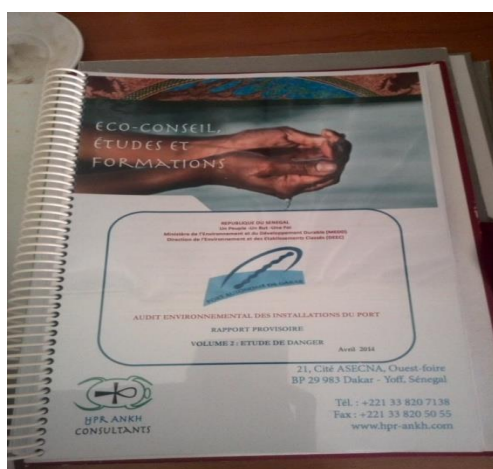
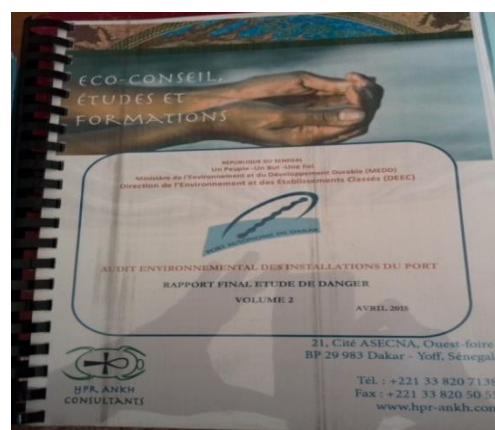
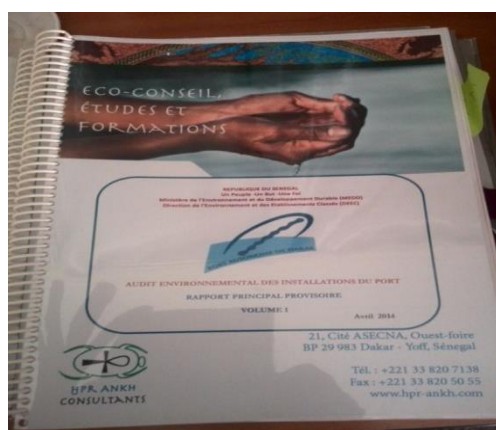
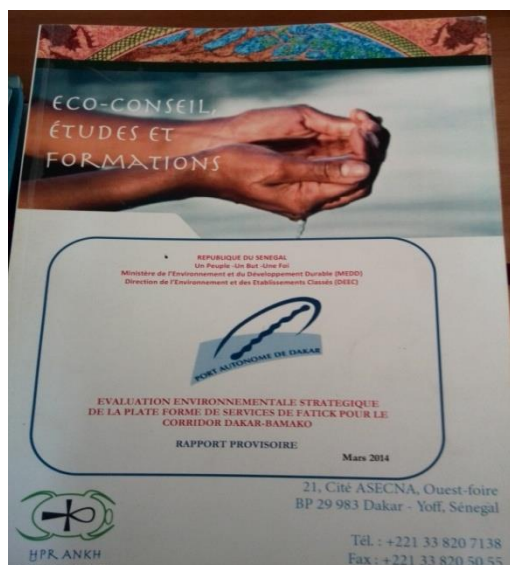
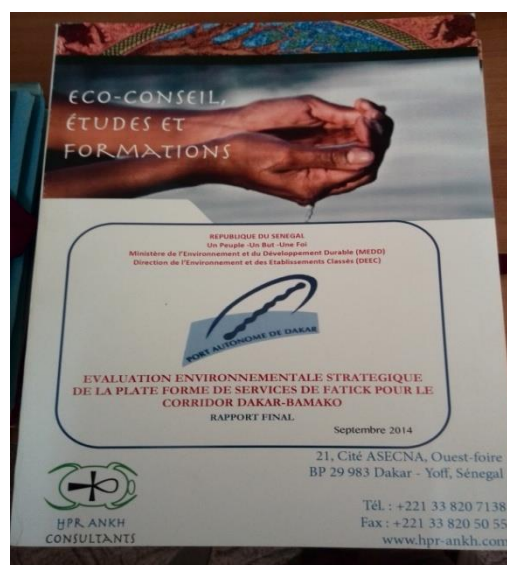


Photo 8 : Rapports de la mission d'Audit environnemental des installations du PAD

Contrat n° 02/2013/AMI : Mission d'analyse environnementale initiale du projet de plateforme de service à Fatick



Rapport provisoire



Rapport final

Photo 9 : Rapports de la Mission d'analyse environnementale initiale du projet de plateforme de service à Fatick

Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopérations et politiques d'habitat

Pour ce marché, le contrat joint au dossier passé en revue et signé par les deux parties n'est ni approuvé, ni enregistré, ni notifié au titulaire du marché. En plus, aucun rapport attestant l'exécution des prestations n'est joint au dossier.

3.4.3. Résultats

Les constats spécifiques relatifs à l'audit physique sont les suivants :

- Délais d'exécution du marché non respectés

Nous avons constaté que les délais d'exécution ne sont pas respectés pour les marchés suivants :

- Marché n° F0857/13 du 19 juin 2013, Lot V : Fourniture de trente-six (36) véhicules de type berline moyenne gamme essence, 5 portes, 5 places, dont le titulaire est SILCAR ;
- Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD ;
- CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD. Pour un délai d'exécution des travaux de quarante-cinq (45) jours avec un ordre de service de démarrage notifié le 1^{er} août 2013, la réception provisoire a été prononcée le 18 janvier 2014).

- Notification d'ordre de service après la réception provisoire des travaux

Pour le contrat N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies, l'ordre de service n° 0003 en date du 19 mai 2014 d'arrêt des travaux de 10 jours pour cause de perturbations météorologiques a été notifié après la réception des travaux le 14 mai 2014. Ceci présage une régularisation des délais d'exécution des travaux.

- Défaut de résiliation de marché non exécuté

Pour le marché du Lot VI de MATFORCE, relatif à la fourniture de deux (2) bus climatisés, diesel, 35 places de luxe (Marché n° F0856/13 du 19 juin 2013), les véhicules n'ont pas été réceptionnés du fait qu'ils ne remplissaient pas toutes les caractéristiques techniques prévues dans le marché. Aussi, le marché n'a pas fait l'objet de résiliation par la SNPAD.

- Défaut d'archivage des dossiers d'exécution de marché

En ce qui concerne le marché n° T0990/13 du 02/07/2013 concernant les Travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle passé par entente directe, les travaux ont été exécutés conformément aux devis quantitatif et estimatif prévus dans le marché. Cependant, aucun élément sur la réception des travaux et les justificatifs de paiement ne sont joints au dossier passé en revue.

- Absence de pièces justificatives de l'exécution de marché

Il s'agit du marché relatif au Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopérations et politiques d'habitat.

4. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Un suppléant au Président de la Commission des marchés doit être nommé conformément à l'article 36 du code des marchés publics qui stipule que : « *Pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant. Les membres titulaires ou suppléants ne peuvent se faire représenter* ».
- Transmettre à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.

4.2. Recommandations relatives à la passation des marchés examinés

Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

- La Cellule de passation des marchés doit veiller à la prise en compte systématique des observations de la DCMP sur les dossiers soumis à la revue à priori ;
- La Cellule de passation des marchés doit veiller à la qualité des documents d'appel d'offres afin d'éviter la non prise en compte de critères techniques dans l'évaluation des offres ;
- Les appels d'offres internationaux doivent être publiés dans l'UNDB (United Nations Development Business) qui est un support de publication de large diffusion internationale ;
- Les dispositions de l'article 63.2 du CMP doivent être respectées en ce qui concerne les délais de publication de l'appel d'offres international ;
- Veiller au respect des dispositions de l'article 113 du CMP sur la garantie de soumission ;
- Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- La SNPAD doit veiller au démarrage des séances d'ouverture des plis aux heures fixées dans l'AAO et le DAO conformément à l'article 67.1 du CMP ;

- Les candidats à l'appel d'offres doivent être tous informés des réponses aux demandes d'éclaircissement pour des besoins d'équité ;
- Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « *Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats* » ;
- La Commission des marchés doit lire toutes les informations utiles contenues dans les offres des soumissionnaires notamment les variantes proposées par ces derniers. Une variante non lue à l'ouverture des plis ne doit pas être prise en compte à l'évaluation des offres ;
- Le rapport d'analyse des offres doit renseigner sur la situation du complément des pièces administratives conformément aux dispositions de l'article 44 du CMP ;
- Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution provisoire des marchés ;
- Pour des raisons de transparence dans les procédures de passation des marchés d'une part et pour éviter certains recours gracieux des candidats, veiller à informer systématiquement les candidats non retenus des motifs de non attribution ;
- La SNPAD doit veiller à informer les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 115 du CMP relatif aux délais de fourniture de la caution de bonne exécution ;
- La SNPAD doit veiller à la publication des avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP ;
- La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 23 du CMP relatif à l'établissement des avenants aux marchés.

Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint (AOR)

- La SNPAD doit veiller à l'inscription des noms des candidats sélectionnés dans les lettres d'invitation ;
- La SNPAD doit veiller à l'application des dispositions de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : « *Avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins.* » ;

- La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 74.1 qui stipule que : « *l'Autorité contractante est tenue de mettre en concurrence écrite un nombre de candidats permettant d'assurer une concurrence réelle qui ne peut être inférieur à trois.* » ;
- La Commission des marchés doit lire toutes les informations utiles contenues dans les offres des soumissionnaires notamment les variantes proposées par ces derniers. Une variante non lue à l'ouverture des plis ne doit pas être prise en compte à l'évaluation des offres ;
- Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « *dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats* » ;
- Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution provisoire des marchés ;
- La SNPAD doit veiller à informer systématiquement dans les délais, les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 115 du CMP relatif aux délais de fourniture de la garantie de bonne exécution.

Marchés conclus par Demande de propositions (DP)

- Les lettres d'invitation aux candidats doivent être envoyées aux mêmes dates et les accusés de réception doivent être bien archivés dans les dossiers ;
- La SNPAD doit veiller au respect des délais de préparation des offres tels que prévus à l'article 63.2 du CMP qui stipule que : « *Dans les procédures d'appels d'offres ouverts, avec ou sans qualification, ou d'appel d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appels à la concurrence dans le cas d'appels d'offres nationaux* » ;
- Les dispositions de l'article 44 du CMP sur la fourniture des pièces administratives doivent être respectées ;
- Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;

- Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « *Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats* » ;
- Dans le but de permettre à la commission des marchés de donner des appréciations objectives sur les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des offres, le comité technique doit mieux détailler les rapports d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt et des offres techniques ;
- La SNPAD doit veiller à l'application des dispositions de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : « *Avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins.* » ;
- Les dispositions de l'article 83 du CMP doivent être appliquées en ce qui concerne les délais d'approbation du P.V. d'attribution, de notification des candidats et de publication de l'avis d'attribution provisoire ;
- Les candidats aux manifestations d'intérêt doivent être informés des résultats de la procédure ;
- Les candidats n'ayant pas obtenu la note technique minimale requise doivent être systématiquement informés et leurs offres financières restituées sans être ouvertes comme prévu dans la Demande de propositions ;
- La SNPAD doit procéder à l'attribution des marchés durant la période de validité des offres ou à la prorogation dudit délai avant son expiration ;
- Les avis d'attribution définitive doivent être publiés conformément à l'article 85 du CMP ;
- Les délais d'exécution doivent être suspendus par ordre de service en lieu et place de lettre administrative ;
- La SNPAD doit requérir l'avis de la DCMP avant le classement sans suite d'une procédure de passation de marchés, en conformité avec l'article 65 du CMP.

Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

- La SNPAD doit se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP concernant la publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics ;
- La SNPAD doit veiller à l'application des dispositions de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : « *Avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la*

nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins. » ;

- Pour les dossiers de DRP, la SNPAD doit veiller systématiquement à l'exigence des pièces administratives telles que prévues à l'article 44 du CMP ;
- La SNPAD doit se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les noms des candidats consultés dans la lettre de soumission ;
- La SNPAD doit veiller à l'information des candidats durant la procédure de passation, notamment lors des visites de lieux avant l'établissement des soumissions ;
- La SNPAD doit veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution provisoire des marchés ;
- La SNPAD doit veiller à l'approbation du P.V. d'attribution par la PRM et à la notification des candidats dans les délais prévus à l'article 83.3 du CMP ;
- Les notifications d'informations aux candidats, sur les résultats de la procédure doivent être faites dans les délais prévus à l'article 83.3. du CMP ;
- Les lettres d'information des candidats doivent renseigner sur le nom de l'attributaire, le montant d'attribution ainsi que les motifs de non attribution aux candidats perdants ;
- La SNPAD doit se conformer à la clause 16 des dossiers de DRP relative à la signature des marchés soixante (60) jours après la date de réception des soumissions ;
- Les dispositions de l'article 48 du CMP sur la sous-traitance doivent être respectées ;
- Les dispositions d'établissement des avenants doivent être respectés ;
- La suspension des délais d'exécution par ordre de service doit être faite avant la réception des travaux.

4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

- Les pénalités de retard doivent être appliquées conformément aux dispositions de l'article 134 du CMP ;
- La SNPAD doit veiller à l'application des dispositions de l'arrêté 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

- Les avances sur paiement sont assujetties à la fourniture d'une garantie d'un montant équivalent telle que prévu à l'article 96 alinéa 1 et 2 du CMP ;
- Les sommes dues au titre des avances de démarrage doivent être remboursées conformément à l'article 96 alinéa 4 du CMP.

4.4. Recommandations relatives à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

- Faire respecter les délais d'exécution contractuels et appliquer les pénalités de retards au besoin ;
- Les ordres de service de suspension de délais et de reprise de travaux doivent être notifiés en cours d'exécution du marché ;
- En cas de défaillance du titulaire du marché, l'autorité contractante doit procéder à la résiliation du marché conformément aux dispositions des articles 128 et 129 du CMP ;
- Les documents de la procédure de passation de marché doivent être bien archivés.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Tableau 13 : Récapitulatif du suivi des recommandations antérieures

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE LA REVUE DE L'EXERCICE 2013	NIVEAU D'APPLICATION
1	Veiller à l'harmonisation et à la mise en cohérence des différentes dates et autres informations inscrites sur les documents de passation des marchés	Résolu
2	Veiller à préciser la qualité et la fonction des membres de la commission des marchés dans les procès-verbaux	Résolu
3	Se conformer aux dispositions des articles 39, 67.4, 83.3 et 84 du CMP	Non résolu
4	Veiller à mentionner dans les lettres d'information le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué	Non résolu

5	Veiller à ne pas inclure dans les avis d'appel à manifestation d'intérêt/ou dans le règlement de la constitution des critères discriminatoires qui constituent des entraves au libre accès à la commande publique susceptibles, en cas de recours, d'entraîner l'annulation de la procédure	Résolu
N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE LA REVUE DE L'EXERCICE 2013	NIVEAU D'APPLICATION
6	Etablir un rapport d'évaluation en bonne et due forme conformément à l'article 59 du CMP et prenant en compte l'évaluation des spécifications techniques indiquées dans le DAO	Résolu pour l'essentiel
7	Se conformer aux dispositions de l'article 4 sur la terminologie utilisée en matière de marchés publics	Non résolu
8	Se conformer aux dispositions des articles 23 et 24 du CMP, sur les avenants	Résolu pour l'essentiel
9	Veiller au respect de la date de constitution de la garantie de bonne exécution (article 115 du CMP). Au cas contraire, mettre en application le point 42 des IC du DAO	Non résolu
10	Etablir des procès-verbaux de réception en bonne et due forme	Résolu
11	Se conformer à l'article 66.2 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres	Résolu
12	Se conformer à l'article 67.1 du CMP, sur l'ouverture des plis à l'heure et à la date limite de dépôt des offres	Non résolu
13	Se conformer à l'article 44.3 du CMP, sur le délai de fourniture des pièces administratives	Non résolu
14	Veiller au respect de l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution provisoire	Non résolu
15	Se conformer aux dispositions de l'article 85 du CMP, sur la notification de l'attribution définitive	Résolu pour l'essentiel
16	Veiller au reversement du précompte TVA	Non Résolu
17	Se conformer aux dispositions de l'article 140 du CMP, sur le contrôle à priori	Résolu
18	Se conformer à l'article 25.b du CMP, sur les marchés de clientèle	Résolu
19	Veiller au respect de l'article 134 du CMP (<i>Pénalités de retards</i>)	Pas totalement résolu

20	Veiller à consigner, dans le procès-verbal d'ouverture les informations utiles telles que la liste des candidats ayant retiré le DAO ; la précision du nombre de dossiers retirés dans le procès-verbal d'ouverture des plis est un indicateur important pour apprécier l'étendue de la publicité et les produits de la vente des dossiers d'appel d'offres	Non résolu
N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE LA REVUE DE L'EXERCICE 2013	NIVEAU D'APPLICATION
21	Veiller à consigner dans un tableau synoptique de contrôle des pièces administratives en y indiquant leurs dates de validité et effectuer le suivi de la régularisation par les candidats, des pièces administratives manquantes dans le rapport d'évaluation des offres	Non résolu
22	Appliquer de manière rigoureuse les critères de correction des offres notamment en complétant, pour les besoins de l'évaluation, les offres conformes pour lesquelles il y'a une omission d'articles	Résolu
23	En cas de modification des quantités au moment de la signature du marché, il convient de respecter les marges de fluctuations des quantités telles que spécifiées dans le DAO	Sans objet
24	Se conformer aux dispositions de la circulaire n°004/PM/CAB/CPM du 31 mars 2009	Résolu pour l'essentiel
25	Se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP	Pas totalement résolu
26	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché	Pas totalement résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des Appels d'Offres Ouvert (AOO)

Les constats spécifiques relatifs à la passation de ces marchés sont les suivants :

- a. La non prise en compte d'observations de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres transmis aux candidats. Cette non-conformité concerne les marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatifs à la fourniture de matériels navals (lettre DCMP n°005533/MEF/DCMP/20 du 09 octobre 2013) ;
- b. L'appel d'offres international relatif aux travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar n'a pas été publié dans le UNDB (United Nations Development Business) qui est une publication de large diffusion internationale ;
- c. La garantie de soumission de 800 000 F CFA est fixée en dehors de l'intervalle prévue (1% et 3%) à l'article 113 du CMP. Cette non-conformité concerne le Marché n° F 2529/13 du 11 décembre 2013 relatif à l'Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet au PAD ;
- d. Le non-respect des délais de préparation des offres de quarante-cinq (45) jours pour l'appel d'offres international n° T_DG_008 du 03/04/2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au Port de Dakar ;
- e. Le délai de convocation des membres de la commission des marchés n'est pas respecté. Un délai minimum de 5 cinq jours francs doit être observé entre la date d'émission des convocations et la date fixée pour la réunion, conformément aux dispositions de l'article 39 du CMP. Cette non-conformité concerne tous les marchés cités ci-dessus ; Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas respecté en violation de l'article 39 du CMP. Cette non-conformité concerne le Marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013 relatif aux Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD, le marché n° S 0272/14 Entretien et réparation des réseaux électriques du Port Autonome de Dakar et le marché n° S0823/14 du 03/06/2014 relatif à l'entretien et à la réparation du matériel roulant de plus de deux (02) ans du PAD ;
- f. L'absence de preuves de transmission de lettres d'information de candidats, à la suite de demandes d'éclaircissement sur des aspects techniques du DAO. Cette non-conformité est souligné sur les marchés n° F0161/14 et F0162/14 relatifs à la Fourniture de matériels navals ;
- g. L'absence de preuves de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés relatifs à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle, à l'Acquisition et entretien de matériels

roulant au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots, le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au Port de Dakar ;

- h. La tardivité dans la transmission des P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- i. La prise en compte dans l'évaluation des offres de variante non lue et consignée dans le procès-verbal d'ouverture des plis. Il s'agit des marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatif à la fourniture de matériels navals (observations de la DCMP dans sa lettre n°005533/MEF/DCMP/20 du 09 octobre 2013) ;
- j. La non prise en compte de tous les critères techniques dans l'évaluation des offres pour le marché d'Acquisition et installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit. Ce manquement a été soulevé par les services techniques du PAD après attribution provisoire du marché et publication, ce qui a amené la DCMP, après plusieurs échanges avec le PAD sur la question, à donner son avis de non objection à la décision du PAD de déclarer l'appel d'offres sans suite, par lettre n° 003233/MEF/DCMP/50 du 18 juin 2014. La DCMP a tenu toutefois à préciser que le manquement susvisé n'a pas été relevé dans le rapport d'évaluation des offres sur la base duquel un avis favorable a été émis sur l'attribution provisoire ;
- k. L'absence ou la non-conformité de pièces administratives sont soulignées à l'ouverture des plis alors que le rapport d'analyse des offres ne fait en aucun cas état du complément de ces pièces administratives par les candidats en cause. L'attribution provisoire a été prononcée sans que les attributaires n'aient complété leurs pièces administratives en violation de l'article 44 du CMP. Cette non-conformité concerne le marché d'Acquisition et d'entretien de matériels roulants au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots, le marché de clientèle relatif à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts et le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar ;
- l. Le délai d'attribution de marché anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés n° F0161/14 et n° F0162/14 relatifs à la fourniture de matériels navals (50 jours) et à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts ; Le délai d'attribution de marché anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés n° F0341/14 relatif à l'Acquisition de matériels informatiques (plus de deux mois), n° S 0272/14 relatif à l'Entretien et réparation des réseaux électriques du Port Autonome de Dakar ; n° F 2529/13 du 11 décembre 2013 relatif à l'Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet au PAD et le marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013 relatif aux Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD ;
- m. Les lettres d'informations aux candidats ayant participé aux appels d'offres ne renseignent pas sur les motifs de rejet de leurs offres. En plus le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'y figurent pas. Cette non-conformité concerne l'ensemble des marchés ;

- n. La notification des résultats de l'appel d'offres sans respect des délais requis, en violation de l'article 83.3 du CMP. C'est le cas du marché de clientèle relatif à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts, le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar ;
- o. La publication de l'attribution définitive du marché après le délai requis, en violation de l'article 85 du CMP. C'est le cas du marché n° F0341/14 relatif à l'Acquisition de matériels informatiques, le marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013 relatif aux Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD, le marché n° S0272/14 relatif à l'Entretien et à la réparation des réseaux électriques du PAD ;
- p. La garantie de bonne exécution n'est pas fournie dans les délais requis en violation de l'article 115 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : la Couverture des risques du PAD répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle , l'Acquisition et l'entretien de matériels roulant au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots, le marché n°T1378/13 du 12 août 2013 relatif aux Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar.
- q. La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers passés en revue, en violation de l'article 115 du CMP. Cette non-conformité concerne tous les marchés cités ci-dessus.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation du marché par AOO :

Tableau 14 : Répartition des anomalies sur la passation des marchés AOO

N°	Objet du marché	Constats n°																
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
1	Couverture des risques du PAD répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle					X		X				X	X	X	X		X	
2	Acquisition et entretien de matériels roulants répartis en neuf (9) lots					X		X				X		X			X	
3	Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet			X					X				X	X				X
4	Fourniture de matériels navals en trois (03) lots	X				X	X			X			X	X				

5	Acquisition et installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit										X			X				
6	Acquisition de matériels informatiques							X					X	X		X		X
7	Contrat d'entretien du matériel roulant de plus de deux (02) ans du PAD à travers un marché de clientèle					X		X						X				X
8	Entretien et réparation des réseaux électriques du PAD à travers un marché de clientèle					X							X	X		X		X
9	Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar		X		X	X		X				X		X	X			
10	Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286					X		X					X	X		X	X	X
Total		1	1	1	1	7	1	3	4	1	1	3	6	10	2	3	3	5

6.2. Statistiques sur les anomalies des Appels d'Offres Restreints (AOR)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés d'AOR sont les suivants :

- Les lettres d'invitation ne renseignent pas sur les noms des autres candidats sélectionnés pour l'appel d'offres restreint ;
- Il est noté l'absence de preuves de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Le délai de convocation des membres de la commission des marchés pour l'examen du rapport d'évaluation n'est pas respecté, en violation de l'article 39 du CMP ;
- Pour le marché n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels, il est noté une absence de concurrence réelle. En effet, un seul candidat a soumissionné pour la première et la seconde invitation, en violation de l'article 74.1 du CMP qui stipule que : « l'Autorité contractante est tenue de mettre en concurrence écrite un nombre de candidats permettant d'assurer une concurrence réelle qui ne peut être inférieur à trois. » ;
- Il est noté pour le marché n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels, un problème d'estimation des besoins (différence entre le montant estimé du marché et le montant de l'attribution), en violation de l'article 5.1 du CMP ;

- f. L'attribution provisoire du marché est intervenue après les délais prévus par l'article 70 du CMP. Cette anomalie est notée pour les marchés n° C 2054/13 du 05 novembre 2014, Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels et n° F 1160/13 du 23 juillet 2013 relatif à l'Acquisition de centrales téléphoniques, de système de taxation et de gescompte et d'appareils numériques ;
- g. La notification d'attribution aux candidats est faite au-delà du délai prévu par l'article 83.3 du CMP ;
- h. La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers ;
- i. La documentation relative à l'ouverture d'un nouveau délai suite à la réception de deux offres à l'ouverture des plis n'est pas jointe au dossier passé en revue pour le marché n° F 1160/13 du 23 juillet 2013 relatif à l'Acquisition de centrales téléphoniques, de système de taxation et de gescompte et d'appareils numériques ;
- j. Dans le cadre de la préparation des offres, une visite de site obligatoire a été prévue le mercredi 03 avril 2013, cependant, aucune information relative à l'invitation des candidats et au procès-verbal de visite de site n'est jointe au dossier pour le même marché que ci-dessus ;
- k. Le service après-vente requis dans le DAO à la clause IC 18.1 (b) n'a pas fait l'objet de vérification dans le rapport d'évaluation des offres du marché n° F 1160/13 du 23 juillet 2013 ;
- l. A l'ouverture des plis, il est remarqué que le candidat ORANGE BUSINESS SERVICES n'a pas fourni les Attestations de non faillite et de paiement de la taxe de régulation des marchés publics alors que le rapport d'évaluation des offres ne fait pas état du complément de ces pièces par l'attributaire du marché n° F 1160/13 du 23 juillet 2013 ;
- m. Dans le rapport d'évaluation des offres du marché n° F 1160/13 du 23 juillet 2013, il est tenu compte de la variante proposée par l'attributaire du marché sans que cette variante n'ait été lue à l'ouverture des plis et consignée dans le procès-verbal. L'attribution a été faite sur la base de cette variante.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés pour les AOR :

Tableau 15 : Répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés AOR

N°	Objet du marché	Constats n°												
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
1	Acquisition de centrales téléphoniques, de système de taxation et de gescompte et d'appareils numériques	X	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X
2	Refonte du système de surveillance de trafic maritime et d'identification automatique des navires	X	X	X				X	X					

3	Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels	X	X	X	X	X	X	X					
Total		3	3	3	1	1	2	3	3	1	1	1	1

6.3. Statistiques sur les anomalies des Prestations intellectuelles (PI)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- a. Les lettres d'invitation sont envoyées aux candidats à des dates différentes (le 15 et le 18 novembre), pour le marché relatif à la Mission d'expertise des postes 21 et 22 du rôle 2 ;
- b. Les accusés de réception des lettres d'invitation ne sont généralement pas joints aux dossiers ;
- c. Le non-respect du délai de préparation des offres pour le Contrat relatif au Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopératives et politiques d'habitat et le Contrat n° 02/2013/AMI Analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick, en violation de l'article 63.2 du CMP qui stipule que : « *Dans les procédures d'appels d'offres ouverts, avec ou sans qualification, ou d'appels d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, dans le cas d'appels d'offres nationaux.* » ;
- d. Les dossiers de Demandes de propositions ne prévoient pas la production des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP. Cette non-conformité concerne l'ensemble des marchés de prestation intellectuelle ;
- e. Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas respecté en violation de l'article 39 du CMP. Cette non-conformité concerne tous les contrats de prestation intellectuelle à l'exception de ceux relatifs à la Mission d'expertise des postes 21 et 22 du rôle 2 et n°07/2104/C du 17 avril 2013 sur la réalisation du Schéma Directeur du Système d'information ;
- f. Il est précisé dans le PV d'OP qu'une copie du PV sera remise aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics, sans la preuve de transmission desdits PV. Cette non-conformité concerne tous les contrats de prestation intellectuelle à l'exception du contrat n° 02/2013/AMI relatif à la Mission d'analyse environnementale initiale de projet de Plateforme de service de Fatick et du contrat n° 03/2013/AMI concernant la Mission d'Assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD ;
- g. Les rapports d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt et des offres techniques ne donnent pas très souvent les détails des notes attribuées aux candidats,

ce qui ne permet pas aux membres de la commission des marchés d'apporter des appréciations objectives sur la notation des candidats ;

- h. Le montant du marché dépasse l'estimation qui a été faite (10 000 000 F CFA TTC) pour la Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD, en violation de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : *« Avant tout appel à concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins. »* ;
- i. L'approbation du procès-verbal d'attribution au-delà des délais prévus à l'article 83.3 du CMP, concernant le marché de la Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD et le contrat n°03/2013/AMI relatif à l'analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick ;
- j. Les candidats aux manifestations d'intérêt ne sont pas informés des résultats de l'évaluation des dossiers ;
- k. Les lettres d'informations aux candidats ayant participé aux consultations ne renseignent pas sur les motifs de rejet de leurs offres. En plus le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué n'y figurent pas. Cette non-conformité concerne l'ensemble des marchés ;
- l. Le non-respect des délais requis dans la notification aux candidats après l'attribution provisoire en violation de l'article 83.3 du CMP. Cette non-conformité concerne les Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako, le contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Analyse environnementale des installations du PAD et le contrat n° C2000/13 du 29 octobre 2013 relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement du PAD ;
- m. Le non-respect des délais requis pour la publication de l'avis d'attribution provisoire.
- n. Les candidats n'ayant pas obtenu la note minimale requise pour l'ouverture des offres financières ne sont pas informés des résultats de cette étape de la procédure et leurs offres financières ne sont pas restituées ;
- o. L'attribution provisoire est faite au-delà du délai de validité des propositions tel que prévu dans les Données particulières de la DP. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : Le Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopératives et politiques d'habitat et les Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako ;
- p. Les avis d'attribution provisoire ne sont pas publiés pour les contrats suivants : Contrat n° 07/2014/C du 17 avril 2013 relatif à la Réalisation du Schéma Directeur du Système d'Information et n° C2000/13 du 29 octobre 2013 relatif à l'Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management

qualité-hygiène-sécurité et environnement du PAD, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

- q. A l'exception du Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 sur l'Audit environnemental des installations du PAD, les avis d'attribution définitive ne sont pas publiés en violation de l'article 85 du CMP ;
- r. Pour le contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013 relatif à l'Audit environnemental des installations du PAD, il est noté le non-respect des délais requis entre la notification du marché et la publication de l'attribution définitive ;
- s. La suspension de délais d'exécution par lettre en lieu et place d'un ordre de service pour le contrat n° 02/2013/AMI relatif à l'Analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick ;
- t. Des consultations sont restées sans suite, sans l'avis préalable de la Direction centrale des Marchés publics, en violation de l'article 65 du CMP. Cette anomalie est notée pour la Mission d'expertise des postes 21 et 22 du môle 2, les Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako et Marché n° 03/2013/AMI, Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés de Prestations intellectuelles :

Tableau 16 : Répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés DP

N°	Objet du marché	Constats n°																			
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t
1	Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement		X		X	X	X				X	X	X		X		X	X			
2	Audit environnemental des installations		X		X	X	X				X	X	X	X	X			X	X		
3	Réalisation du schéma directeur du système d'information				X		X	X			X	X					X	X			

4	Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako				X	X	X	X			X	X	X			X		X			X
5	Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD		X		X	X			X	X		X									X
6	Mission d'analyse environnementale initiale du projet de plateforme de service à Fatick		X	X	X	X				X		X			X	X		X		X	
N°	Objet du marché	Constats n°																			
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t
7	Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopérations et politiques d'habitat		X		X	X						X									
8	Mission d'expertise des postes 21 et 22 du môle 2	X	X		X							X									X
Total		1	6	1	8	6	4	2	1	2	4	8	3	1	3	2	2	5	1	1	3

6.4. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de PI sont les suivants :

- Les attributions des DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78 du CMP.

- b. Les dossiers de DRP ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP ;
- c. L'estimation du coût des travaux (6 000 000 F CFA) est très faible par rapport aux montants des soumissions, en violation de l'article 5.1 du CMP qui stipule que : *« Avant tout appel à concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins. »*. Cette anomalie concerne la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies ;
- d. La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission. Cette non-conformité concerne la DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/C du 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD, la DRP N° F_DG_040, CONTRAT N° 03/2013/C : Acquisition de matériels de plongée et la DRP N° F_DG_105 CONTRAT N° 09/2013/C, Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT ;
- e. L'absence des preuves de transmission de courriers à tous les candidats concernant l'organisation de visite de lieux avant la remise des soumissions. Cette anomalie concerne la DRP N° F_DG_020, CONTRAT N°23/2011/C : Acquisition d'un logiciel de navigation maritime et la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies ;
- f. Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas respecté en violation de l'article 39 du CMP ;
- g. Le délai d'attribution de marché anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP. Cette non-conformité concerne la DRP N° T_DG_062, CONTRAT N° 17/2031/C du 15 octobre 2013 : Réhabilitation du réseau courant ondulé du PAD, la DRP N° F_DG_146 CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG ; la DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/C du 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/20131/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD, la DRP N° F_DG_105 CONTRAT N° 09/2013/C, Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT, et la DRP N° T_DG_037, CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD ;
- h. L'approbation du procès-verbal d'attribution provisoire au-delà du délai requis, en violation de l'article 83 du CMP. Elle concerne la DRP N° F_DG_146 CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG et la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies ;

- i. La notification d'information des candidats au-delà des délais prévus par l'article 83.3 du CMP. C'est le cas de la DRP N° F_DG_146 CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG et de la DRP N° T_DG_062, CONTRAT N°17/2013/C du 15 octobre 2013 concernant la Réhabilitation du réseau courant ondulé du PAD, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/2013/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD et la DRP N° F_DG_129, CONTRAT N° 01/2013/C du 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réflectorisées au PAD ;
- j. Les lettres d'information ne précisent pas l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants ;
- k. La signature de marché soixante (60) jours après la date de réception des soumissions, en violation de la clause 16 des Instructions aux Candidats du cahier des charges. Cette non-conformité concerne la DRP n° F_DG_146, Contrat n° 24/2013/C Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG, la DRP N° F_DG_094, CONTRAT N° 06/2013/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD, la DRP N° T_DG_037 CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD ;
- l. Pour la DRP N° T_DG_037 CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD, la SNPAD a accepté la sous-traitance par l'entreprise titulaire de la totalité du marché à UTL SERVICES en violation de l'article 48 du CMP qui stipule que : « *Le titulaire d'un marché public de travaux ou d'un marché public de service peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché jusqu'à concurrence de 40% de son montant, ...* » ;
- m. Pour cette même DRP N° T_DG_037 CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD), l'avenant signé entre la SNPAD et le titulaire du marché INGECO pour le changement de domiciliation bancaire pour le paiement direct du sous-traitant n'est pas enregistré ;
- n. Pour la DRP N° T_DG_025, CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies, un ordre de service (n°0003 en date du 19 mai 2014) d'arrêt des travaux de 10 jours pour cause de perturbations météorologiques a été notifié après la réception provisoire des travaux.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés pour les Demandes de Renseignements et de Prix :

Tableau 17 : Répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés de Demandes de Renseignements et de Prix

N°	Objet du marché	Constats n°													
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n
1	Confection de plaques réflectorisées	X	X		X		X	X		X	X				
2	Acquisition de matériels de plongée	X	X		X						X				
3	Acquisition de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense)	X	X					X		X	X	X			
4	Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (Robot et logiciel) de l'infrastructure	X	X		X		X	X			X				
5	Acquisition d'un logiciel de navigation maritime	X	X			X					X				
6	Fourniture de quatre pompes Gilkes pour les chaloupes de la LMDG	X	X				X	X	X	X	X	X			
7	Acquisition de téléphones portables	X	X								X				
8	Travaux d'aménagement du château d'eau du môle 4	X	X					X			X	X	X	X	
N°	Objet du marché	Constats n°													
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n
9	Réhabilitation du réseau courant ondulé	X	X				X	X		X	X				
10	Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies	X	X	X		X	X		X		X				X
Total		10	10	1	3	2	5	6	2	4	10	3	1	1	1

7. ANNEXES

7.1. FICHES DE PROJET

APPELS D'OFFRES OUVERTS

<p style="text-align: center;">APPEL D'OFFRES OUVERT N° S_DG_118PAD/CPM/DG du 18/02/2013</p> <p style="text-align: center;">Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts à travers un marché de clientèle</p>	
<p>Lot I : maladie du personnel permanent du PAD et des membres de leur famille (Marché n° S1788/13 du 02/10/2013)</p> <p>Lot II : dommages aux ouvrages portuaires (Marché n° S1570/13 du 11/09/2013)</p> <p>Lot III flotte automobile (Marché n° S1569/13 du 11/09/2013)</p> <p>Lot IV : corps de navires (Marché n° S1572/13 du 11/09/2013)</p> <p>Lot V : corps de chaloupe (Marché n° S1571/13 du 11/09/2013)</p> <p>Lot VI : responsabilité civile Armateurs chaloupes (Marché n° S1573/13 du 11/09/2013)</p> <p>Lot VII : responsabilité civile armateurs navire de mer (Marché n° S1566/13 du 11/09/2013)</p> <p>Lot VIII : responsabilité civile Chef d'entreprise (Marché n° S1565/13 du 11/09/2013)</p> <p>Lot IX : individuelle Accidents (Marché n° S1574/13 du 11/09/2013)</p> <p>Lot X : tous risques informatiques et multirisques matériels de télécommunications (Marché n° S1567/13 du 11/09/2013) ;</p> <p>Lot XI : missions professionnelles à l'étranger (Marché n° S1568/13 du 11/09/2013).</p>	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 18 février 2013
Date d'ouverture des offres	21 mars 2013 reportée à une date ultérieure par avis de report du Soleil du 18 mars 2013
Additif au DAO	« Le Soleil » du 21 mars 2013 avec date d'ouverture des plis prévue le 11 avril 2013
Délai de préparation des offres	52 jours
Délai de validité des offres	90 jours, prorogé de 45 jours
Attributaires	<p>SONAM ASSURANCES MUTUELLES</p> <p>Lot I : 987 601 184 F CFA TTC</p> <p>PREVOYANCE ASSURANCES (NINEA 00 82 694 0G3)</p> <p>Lot II : 99 005 500 F CFA TTC</p> <p>Lot V : 8 889 741 F CFA TTC</p> <p>Lot VI : 3 873 975 F CFA TTC</p> <p>Lot VII : 3 329 015 F CFA TTC</p> <p>SONAM ASSURANCES SA (NINEA : 22104592 G 3)</p> <p>Lot III : 45 676 436 F CFA TTC</p> <p>Lot VIII : 8 150 000 F CFA TTC</p> <p>Lot X : 715 000 F CFA TTC</p> <p>Lot XI : 6 611 000 F CFA TTC.</p> <p>NSIA (NINEA : 2160472 2G3)</p> <p>Lot IV : 28 474 452 F CFA TTC</p> <p>ASKIA ASSURANCES (NINEA : 310 188 92 G3)</p> <p>Lot IX : 9 520 973 F CFA TTC</p>
Date de l'attribution provisoire	22 juillet 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	« Le Soleil » des 03 et 04 août 2013
Date de souscription	<p>Lot I, Lot III, Lot VIII, Lot X, Lot XI et Lot XI : 03 septembre 2013</p> <p>Lot II, Lot V, Lot VI et Lot VII: 04 septembre 2013</p> <p>Lot IX: le 02 septembre 2013</p>

	Lot IV : le 06 septembre 2013.
Date d'approbation du marché	25 septembre 2013 pour le lot I et 09 septembre 2013 pour tous autres marchés.
Date de notification	Lot I : 04 octobre 2013 Lot II, Lot V, Lot VI et Lot VII : 17 septembre 2013 Lot III, Lot VIII, Lot IX, Lot X et Lot XI: 16 septembre 2013 Lot IV: 23 septembre 2013.
Date d'enregistrement	Lot I : 08 octobre 2013 Lot II Lot V Lot VI Lot VII: 02 octobre 2013 Lot III Lot VIII Lot X Lot XI: 19 septembre 2013 Lot IV : 26 septembre 2013 Lot IX : 17 septembre 2013.
Délai d'exécution	12 MOIS après notification de l'ordre de service de démarrage des travaux
Date de publication de l'attribution définitive	« Le Soleil » du 29 octobre 2013.
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet

ANO de la DCMP sur le DAO par lettre n°000580/MEF/DCMP/15 du 08 février 2013.

ANO de la DCMP sur modifications du DAO par lettre n°001250/MEF/DCMP du 18 mars 2013.

ANO de la DCMP sur l'attribution provisoire par lettre n°004254/MEF/DCMP/11 du 1^{er} août 2013.

Il s'agit d'un marché de clientèle relatif à la Couverture des risques du Port Autonome de Dakar répartis en onze (11) lots distincts. Les candidats ayant soumissionné sont :

SOUMIS.	NSIA	PREVOYANCE ASSURANCE	CNART ASSURANCES	SALAMA ASSURANCES	COLINA SENEGAL	SONAM MUTUELLE
LOT 1	—	954 534 898	740 726 000	814 699 100	621 141 500	947 601 184
LOT 2	258 511 000	99 005 500	258 760 000	—	132 022 000	—
LOT 3	53 081 565	98 168 464	78 990 859	71 830 189	73 871 752	—
LOT 4	28 474 452	30 597 294	—	112 507 743	55 293 964	—
LOT 5	14 973 617	8 889 741	—	36 408 082	13 247 580	—
LOT 6	6 069 000	3 873 975	—	2 226 000	7 797 042	—
LOT 7	—	3 239 015	—	4 483 500	14 125 239	—
LOT 8	8 811 000	27 505 500	7 243 178	16 500 000	13 121 523	—
LOT 9	10 649 582	18 579 000	9 975 669	30 653 590	32 709 435	—
LOT 10	—	2 128 500	2 530 000	4 034 635	4 742 430	—
LOT 11	—	—	—	—	18 128 000	—

SOUMIS.	AMSA ASSURANCES	SONAM ASSURANCES	AXA ASSURANCES	ASKIA ASSURANCES	ASSURANCES SECURITE SENEGALAISE
LOT 1	—	—	961 873 004	683 418 000	—
LOT 2	—	—	—	131 444 500	—

LOT 3	48 793 510	45 676 436	53 484 635	53 802 649	70 077 761
LOT 4	48 000 588	31 821 734	–	32 304 011	–
LOT 5	14 746 905	14 269 808	–	15 277 500	–
LOT 6	6 963 000	5 804 400	–	5 827 500	–
LOT 7	4 801 500	5 804 400	–	15 129 169	–
LOT 8	14 872 000	8 150 000	–	8 305 000	9 361 000
LOT 9	18 803 804	10 105 000	21 047 638	9 520 973	20 835 120
LOT 10	1 135 200	715 000	3 000 000	2 205 500	–
LOT 11	–	6 611 000	36 460 444	11 055 000	–

La Commission des marchés pour l'ouverture des plis est composée de :

M. Ely Manel DIOP (Président), M. Abdoul Aziz SEMBENE, Bakary SANE, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, Mbaye FALL, Membres, Moïse AEDOKO (Rapporteur).

La commission des marchés pour l'attribution provisoire est composée de :

M. Ely Manel DIOP (Président), M. Abdoul Aziz Sy SEMBENE, Bakary SANE, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, Mbaye FALL, Membres, M. Amadou Tidiane DIAW (CF/PR), Rokhaya SISSOKHO (RAPPORTEUR).

Des avenants de renouvellement ont été signés pour chaque lot :

ANO DCMP n° 005841/MEFP/DCMP/33 du 29 octobre 2014 (Lots 2, 5, 8, 9 et 10)

ANO de la DCMP n°001198/MEFP/DCMP/23 du 17 mars 2015 pour le lot 1.

Lots	Titulaires	Souscription	Approbation	Notification	Enregistrement	Montant (F CFA TTC)
1	SONAM MUTUELLES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	1 800 000 000
2	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	99 005 500
3	SONAM ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	17/11/2014	45 676 436
4	NSIA ASSURANCES	20/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	14/11/2014	28 474 452
5	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	8 889 741
6	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	3 873 975
7	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	20/11/2014	3 329 015
8	SONAM ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	17/11/2014	8 150 000
9	ASKIA ASSURANCE	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	11/11/2014	9 520 973
10	PREVOYANCE ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	17/11/2014	715 000
11	SONAM ASSURANCES	21/10/2014	03/11/2014	10/11/2014	17/11/2014	6 611 000

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a pas de preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats COLINA SENEGAL et ASKIA ASSURANCES, en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Non-respect des délais de convocation de la commission des marchés pour l'examen des offres (18 juillet 2013 pour une réunion du 22 juillet 2013) ; - Dans le PV d'ouverture des plis, il est fait mention des pièces administratives manquantes aux différents soumissionnaires, cependant le rapport d'analyse des offres ne fait en aucun cas état du complément de ces pièces administratives par les candidats en cause ; - L'attribution provisoire a été prononcée sans que les attributaires n'aient complété leurs pièces administratives en violation de l'article 44 du CMP ; - Les lettres de notifications d'attribution et de non attribution ont été établies à la date du 06 août 2013 alors que l'attribution provisoire a été prononcée le 22 juillet 2013 en violation de l'article 83.3 du CMP. Les noms et montants des attributaires ne sont pas précisés, de même que les motifs de non attribution ; - Les garanties de bonne exécution ne sont pas jointes au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP à tous les candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application des dispositions de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 44 du CMP ; - La SNPAD doit veiller au respect des dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - Pour une meilleure transparence et un respect du droit à l'information des candidats, la SNPAD doit inclure les motifs de non attribution dans les lettres d'information.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° F_DG_042 du 13/03/2013
Acquisition et entretien de matériels roulant au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots

Lot I : Un véhicule station wagon 4x4, de 7 places, 5 portes, de luxe (Marché n° F0854/13 du 19/06/2013)
Lot II : Un véhicule station wagon 4x4 de 7 places, 5 portes diesel très haut de gamme (Marché n° F0860/13 du 19/06/2013)
Lot III : huit (8) véhicules station wagon 4x4, diesel, 5 places, 5 portes, haut de gamme (Marché n° F0859/13 du 19 juin 2013)
Lot IV ; cinq (5) véhicules station wagon 4x4, 5 places, 5 portes, moyenne gamme (Marché n° F0858/13 du 19 juin 2013)
Lot V : Trente-six (36) véhicules de type berline moyenne gamme essence, 5 portes, 5 places (Marché n° F0857/13 du 19 juin 2013)
Lot VI : Deux (2) bus climatisés, diesel, 35 places de luxe (Marché n° F0856/13 du 19 juin 2013)
Lot VII : trois (3) véhicules de type pick-up 4x4 diesel, double cabine, 4 portes, 5 places (Marché n° F0855/13 du 19 juin 2013)
Lot VIII : Un (1) minibus climatisé, diesel, 15 places, moyenne de gamme
Lot IX : Dix (10) scooters de 50CC.

Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 13 mars 2013
Date d'ouverture des offres	18 avril 2013
Délai de préparation des offres	36 jours
Attributaires	Lot I : CFAO Motors Sénégal, NINEA: 00 15629 2G3, Adresse: Km 2,5 boulevard du Centenaire Lot II : CFAO Motors Sénégal, NINEA: 00 15629 2G3, Adresse: Km 2,5 boulevard du Centenaire Lot III : CCBM, NINEA: 22442742 B3, Adresse: Km 2,5 boulevard du Centenaire Lot IV : MATFORCE, NINEA: 00 72124 2 G 3, Adresse: 10, Avenue Faidherbe Lot V : SILCAR, NINEA : 1926825 2 G 3, Adresse : Km 3,5 Boulevard du Centenaire Lot VI : MATFORCE, NINEA: 00 72124 2 G 3 Lot VII : LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE, NINEA: 00 27864 2 G 3
Date de publication de l'attribution provisoire	23 mai 2013
Montant du marché	Lot I : 78 881 800 F CFA TTC Lot II : 54 196 000 F CFA TTC Lot III : 256 000 000 F CFA TTC Lot IV : 74 340 000 F CFA TTC Lot V : 397 800 000 F CFA TTC Lot VI : 59 540 000 F CFA TTC Lot VII : 44 700 000 F CFA TTC.
Date de souscription	Lot I et Lot VII: 10 juin 2013 Lot II, Lot III et Lot V : 13 juin 2013 Lot IV et Lot VI : 14 juin 2013.
Date d'approbation du marché	14 juin 2013 pour tous les marchés.
Date de notification	Lot I, Lot II, Lot III, Lot IV et Lot VI : 21 juin 2013 Lot V : 25 juin 2013 Lot VII : 26 juin 2013.

Date d'enregistrement	Lot I et Lot II : 28 juin 2013 Lot III : 23 juin 2013 Lot IV et Lot VI : 11 juillet 2013 Lot V et Lot VII : 04 juillet 2013.
Délai d'exécution	Lot I, Lot II, Lot IV, Lot V, Lot VI et Lot VII: 30 jours Lot III : 90 jours.
Date de publication de l'attribution définitive	13 août 2013.
Date de la réception provisoire	Lot II : le 13 septembre 2013 Lot III : le 10 octobre 2013 (Délai accordé pour mise à la consommation et immatriculation 15 jours) Lot IV : le 23 juillet 2013 Lot V : le 19 novembre 2013 (Mise en demeure par O.S. n°49 du 05 septembre 2013 pour retard dans la livraison des véhicules) Lot VI : le 29 août 2013 Lot VII : le 06 août 2013
Date de la réception définitive	Sans objet

Il s'agit d'un marché relatif à l'acquisition et entretien de matériels roulant au Port Autonome de Dakar répartis en neuf (09) lots. Les candidats ayant soumissionné sont :

SOU MIS.	L'AFRICIAINE DE L'AUTOMOBILE	EMG UNIVERSAL AUTO	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	SERA	TATA SENEGAL
LOT 1	–	–	–	69 700 000	–
LOT 2	–	47 000 000	–	32 900 000	–
LOT 3	–	–	271 200 000	223 200 000	–
LOT 4	–	–	OB : 77 500 000 V : 95 000 000	69 500 000	–
LOT 5	464 400 000	406 800 000	462 600 000	356 400 000	–
LOT 6	–	94 000 000	89 200 000	–	88 191 900
LOT 7	–	56 700 000	44 700 000	47 700 000	35 788 798
LOT 8	18 900 000	19 900 000	15 504 000	–	–
LOT 9	–	–	16 950 000	–	–

SOU MIS.	CCBM INDUSTRIES	SILCAR	MATFORCE	CFAO	CCBM AUTOMOBILE
LOT 1	–	–	–	78 881 800	–
LOT 2	–	–	29 455 000	54 196 000	40 000 000
LOT 3	–	–	230 400 000	395 052 800	256 000 000
LOT 4	–	–	74 340 000	79 627 600	80 000 000
LOT 5	270 000 000	397 800 000	394 200 000	348 451 056	450 000 000
LOT 6	70 000 000	–	59 540 000	–	–
LOT 7	32 700 000	–	41 790 000	–	46 500 000
LOT 8	12 000 000	–	15 070 000	–	26 000 000
LOT 9	6 900 000	–	–	–	–

L'avis de non objection de la DCMP sur le DAO par lettre n°001206/MEF/DCMP/38 du 14 mars 2013.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de (M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE, membres) et la commission d'attribution (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres).

L'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'évaluation et l'attribution provisoire est donné par lettre n°002642/MEF/DCMP/14 du 21 mai 2013.

Les paiements effectués :

- Lot I : CFAO, Facture n° FVN N° 08256 du 27 août 2013 d'un montant de 78 881 800 F CFA TTC; Règlement par virement Crédit du Sénégal ;
- Lot II : CFAO, Facture n° FVN N° 08257 du 27 août 2013 d'un montant de 54 196 000 F CFA TTC; Règlement par virement Crédit du Sénégal ;
- Lot III : CCBM AUTOMOBILES, Facture n° FD/008/DAOM/2013 du 03 octobre 2013 d'un montant de 256 000 000 F CFA TTC; Règlement par virement Crédit du Sénégal (100 000 000 F CFA et 149 661 112 F CFA) ;
- Lot IV : MATFORCE, Facture n° N1011011308-001 du 23/07/2013 d'un montant de 74 340 000 F CFA TTC ; Règlement par virement UBA.
- Lot V : SILCAR, Facture n° 800128 du 24/10/2013 d'un montant de 397 800 000 F CFA TTC. Règlements : 197 800 000 F CFA par virement Crédit du Sénégal et 200 000 000 F CFA par virement BOA. Les pénalités de retard de 8 353 800 F CFA n'ont pas été appliquées ;
- Lot VII : LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE, Facture n°504/13 du 23/07/2013 d'un montant de 44 700 000 F CFA TTC, Règlement par virement UBA.

Non conformités

- L'heure de dépôt des offres prévue dans l'AAO est 9h 30 minutes et l'ouverture des plis a démarré à 10 h 45 minutes en violation de l'article 67.1 du CMP ;
- Il est noté que tous les candidats ayant participé à l'appel d'offres n'ont pas reçu le PV d'ouverture des plis. Il s'agit de EMG UNIVERSAL AUTO, SERA, TATA SENEGAL et MATFORCE, en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Non-respect des délais de convocation de la commission des marchés pour l'ouverture des plis (15 avril 2013 pour une réunion du 15 avril 2013) et l'examen du rapport d'évaluation des offres (22 avril 2013 pour une réunion du 25 avril 2013) ;
- Dans le PV d'ouverture des plis, il est fait mention des pièces administratives manquantes aux différents soumissionnaires, cependant le rapport d'analyse des offres ne fait en aucun cas état du complément de ces pièces administratives par les candidats concernés ;
- Les garanties de bonne exécution pour les lots III (CCBM Automobile), IV (CSI/MATFORCE), V (SILCAR) et VII (LSA) ne sont pas fournies dans les délais requis en violation de l'article 115 du CMP.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD doit veiller à démarrer les séances d'ouverture des plis aux heures fixées dans l'AAO et le DAO conformément à l'article 67.1 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Le rapport d'analyse des offres doit renseigner sur la situation du complément des pièces administratives par les candidats en cause et les dispositions de l'article 44 du CMP doit être appliquées ; - La SNPAD doit se conformer à l'article 115 du CMP, concernant les délais de fourniture de la garantie de bonne exécution.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° F_DG_066/CPM/DG du 21/08/2013 (Relance de l'Appel d'offres F_DG_009) Marché n° F 2529/13 du 27 décembre 2013	
Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet au PAD	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 21 août 2013
Date d'ouverture des offres	26 septembre 2013
Délai de préparation des offres	36 jours
Date de l'attribution provisoire	31 octobre 2013
Attributaire	AXXEND , 9, Rue Jean Mermoz 11 ^{ème} étage NINEA : 004139409
Date de publication de l'attribution provisoire	20 novembre 2013
Date de souscription du contrat	11 décembre 2013
Date d'approbation du marché	24 décembre 2013
Date d'enregistrement du marché	07 janvier 2014
Date de notification du marché	06 janvier 2014
Délai d'exécution	12 semaines
Délai de validité des offres	90 jours
Montant du marché	70 305 311 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	22 janvier 2014
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	
<p>Il s'agit d'un marché pour l'Acquisition d'un logiciel pour la mise en place d'un portail intranet au PAD. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SEYSSOO : 92 498 588 DDP ; - AXXEND : 70 305 311 F CFA TTC ; - GROUPEMENT IDYAL CONSULTING/IDYAL GROUP : 46 490 000 HT; - GROUPEMENT FINITECH/XTENSUS : 52 148 820 HT ; - SOLID : 95 301 756 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres) et la commission d'attribution (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres).</p> <p>Ce marché a fait l'objet de relance après avis favorable de la DCMP de déclarer l'appel d'offres n° F_DG_009 infructueux par lettre n°004263 du 1^{er} août 2013. Il est attribué à AXXEND pour un montant de 70 305 311 F CFA TTC.</p> <p>Les paiements effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture n° ASN-2014-025 du 08 avril 2014 d'un montant de 42 183 187 F CFA TTC. Règlement par virement CDS. Les autres règlements ne sont pas joints. Les pénalités de retard d'un montant de 3 013 085 F CFA TTC ont été calculées et consignées dans le procès-verbal de réception provisoire. 	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La garantie de soumission de 800 000 F CFA est fixée en dehors de l'intervalle prévue (1% et 3%) à l'article 113 du CMP ; - Seuls les candidats FINITECH/XTENSUS, Groupement IDYAL Consulting/IDYAL Group et AXXEND ont reçu le PV d'ouverture des plis aux dates des 14 et 17 octobre 2013 alors que l'ouverture des plis a eu lieu le 26 septembre 2013, en violation de l'article 67.4 du CMP ; - L'attribution provisoire a été prononcée le 31 octobre 2013, soit plus d'un (01) mois après la réception des offres en violation de l'article 70 du CMP ; - La publication de l'attribution provisoire a été faite au-delà du délai prévu à l'article 70 du CMP ; - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés des motifs du rejet de leurs offres ; - Les justificatifs de règlement ne sont pas joints au dossier ; - La garantie de bonne exécution n'est pas jointe au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 113 du CMP sur la garantie de soumission ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP sur les délais d'attribution provisoire des marchés ; - Pour des raisons de transparence dans les procédures de passation des marchés, la SNPAD doit veiller à informer systématiquement les candidats non retenus des motifs de non attribution ; - Veiller à mettre dans le dossier la garantie de bonne exécution si elle est fournie par le titulaire.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1

APPEL D'OFFRES OUVERT N° F_DG_021 du 10/07/2013 (Appel d'offres sans suite)	
Acquisition et installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 10 juillet 2013
Date d'ouverture des offres	22 août 2013
Délai de préparation des offres	43 jours
Attributaire	PESAGE INDUSTRIEL AFRICAIN (PIA)
Date de publication de l'attribution provisoire	23 décembre 2013
Montant du marché	358 243 605 F CFA TTC
Date de souscription du marché	Néant
Date d'approbation du marché	Néant
Date d'enregistrement	Néant
Date de notification du marché	Néant
Délai d'exécution	1 an renouvelable 1 fois
Date de publication de l'attribution définitive	Néant
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet
<p>Il s'agit d'un marché pour l'acquisition et l'installation d'équipements de pesage et de contrôle de gabarit. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PESAGE INDUSTRIEL AFRICAIN (PIA) BENIN : 406 369 510 F CFA TTC - CAPI SENEGAL : 165 000 000 F CFA TTC - GROUPEMENT AFRIQUE PESAGE/CAFOMT : 741 600 000 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres) et la commission d'attribution (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres).</p> <p>Le marché a été attribué à PIA pour un montant de 358 243 605 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les motifs de non attribution du marché au candidat perdant n'est pas spécifié dans la lettre d'information ; - Le non-respect d'un des critères techniques a été remarqué par les services techniques du PAD après attribution provisoire du marché et publication précisément dans les fiches descriptives de l'Appendice A du cahier des charges point D. Il s'agit de l'homologation OIML 134 dernière parution pour une classe de précision de 5% sur le poids total en charge pour une caisse d'essieu D, E ou F. Les compléments d'informations demandés par le PAD au candidat attributaire par lettre n°0176/PAD/CPM/DG n'ont pas été satisfaisants. En outre, la documentation fournie par

	<p>le candidat pour les compléments d'information sont en anglais et en italien, en violation des dispositions du cahier des charge notamment à la clause 10.1 des instructions aux soumissionnaires. Par lettre n°001020/PAD/CPM/DG du 21/03/2014, le PAD a demandé à la DCMP la conduite à tenir relativement au classement de l'appel d'offres sans suite, et au besoin, la prise en charge d'une compensation financière eu égard aux moyens investis par PIA BENIN notamment les frais liés à la garantie de soumission, dans la mesure où le montant proposé par le second moins disant dépasse largement le budget prévu pour le marché. Après plusieurs échanges entre la DCMP et le PAD sur la question, la DCMP par lettre n° 003233/MEF/DCMP/50 du 18 juin 2014 a donné son avis de non objection à la décision du PAD de déclarer l'appel d'offres sans suite. La DCMP a tenu toutefois à préciser que le manquement susvisé n'a pas été relevé dans le rapport d'évaluation des offres sur la base duquel un avis favorable a été émis sur l'attribution provisoire.</p>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Pour des raisons de transparence, veiller à informer systématiquement les candidats non retenus des motifs de non attribution du marché ; - La Cellule de passation des marchés doit veiller à la qualité des documents de l'appel d'offres afin d'éviter l'irrégularité notée dans le cadre de cet appel d'offres.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° F_DG_103 du 27/07/2013
Marché n° F0341/14 du 11 mars 2014 : Acquisition de matériels informatiques

Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	Le Soleil N° du samedi 27 et dimanche 28 juillet 2013
Date d'ouverture des offres	29 août 2013
Délai de préparation des offres	33 jours
Attributaire	Lot n° 1 : Ordinateurs de bureau et portable MATERIELS ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES (MCI) , Avenue Blaise DIAGNE X Rue 5 Médina NINEA : 0026111602Z2 Lot n°2 : Imprimantes, scanner et points d'impression multifonction INFRUCTUEUX
Date de publication de l'attribution provisoire	Le Soleil du 07/12/2013
Montant du marché	62 437 222 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	06 mars 2014
Date de signature du marché	19 février 2014
Date de notification du marché	14 mars 2014
Date d'enregistrement	18 mars 2014
Délai d'exécution	30 jours
Date de publication de l'attribution définitive	10 avril 2014
Date de la réception provisoire	Le 03 juillet 2014
Date de la réception définitive	

Il s'agit d'un marché d'acquisition de matériels informatiques den deux (02) lots. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :

SOUMISSIONNAIRES	MONTANT (F CFA TTC)	
	LOT 1	LOT 2
BUROTIC DIFFUSION	69 506 720	Pas de soumission proposée
TECHNOLOGIES CONSULTING SERVICES (TCS)	56 887 800	Pas de soumission proposée
MATERIELS ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES (MCI)	62 437 222	32 052 033
COMPUTER LAND (CL)	73 647 220	Pas de soumission proposée
OUMOU INFORMATIQUE	58 271 940	25 274 271
PLATFORM TECHNOLOGIES	87 394 671	Pas de soumission proposée
PICO MEGA	62 685 140	23 874 940
OFFICE INFORMATIQUE SUARL	52 830 780	32 019 654

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de (M. Ely Manel DIOP,

Président, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres) et la commission d'attribution (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres).

Rapporteur : M. Oumar SOW.

Le lot 1 a été attribué à MCI pour un montant de 62 437 222 F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Facture n° FA001680 du 26/05/2014 d'un montant de 52 912 900 F CFA HT, soit 62 437 222 F CFA TTC. Des pénalités de retard de 1 030 972 F CFA ont été appliquées. Le montant du règlement est de 51 881 928 F CFA HT par virement CDS.

Non conformités

- Délais assez longs entre l'ouverture des plis (29 août 2013) et l'attribution provisoire du marché (18 novembre 2013), soit plus de deux (02) mois ;
- Les P.V. d'ouverture des plis ont été envoyés aux différents soumissionnaires mais très tardivement (le 10, le 23, le 24 septembre, etc.), en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Les lettres d'information de non attribution des candidats BUROTIC DIFFUSION et COMPUTER LAND (CL) ne sont pas jointes au dossier. En plus les motifs de la non attribution ne sont pas spécifiées dans les lettres transmises aux soumissionnaires perdants ;
- La publication de l'attribution définitive du marché (le 10 avril 2014) est intervenue quinze (15) jours après la date de notification du marché (14 mars 2014), en violation de l'article 85 du CMP ;
- Le procès-verbal de réception des matériels n'est pas joint au dossier ;
- La garantie de bonne exécution n'est pas jointe au dossier.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer à l'article 70 du CMP relatif aux délais de proposition de l'attribution du marché ; - Veiller à remettre immédiatement après la séance d'OP, le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Pour des raisons de transparence dans la procédure de passation du marché, la SNPAD doit veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - Veiller à respecter les dispositions de l'article 85 sur le délai de publication de l'attribution définitive pour de raisons d'efficacité de la procédure de passation du marché ; - Veiller à mettre dans le dossier la garantie de bonne exécution si elle est fournie par le titulaire. - Veiller à respecter les dispositions d'archivage des dossiers de passation des marchés.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° S_DG_061 du 05/08/2013 Marché n°S0823/14 du 03/06/2014	
Entretien et réparation du matériel roulant de plus de deux (2) ans du PAD	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 05 août 2013
Date d'ouverture des offres	12 septembre 2013
Délai de préparation des offres	38 jours
Attributaire	TECHNO AFRIQUE NINEA : 0259847 2T1 Adresse : Parcelles assainies U 5, n°454
Date de l'attribution provisoire	10 octobre 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	« Le Soleil » des 7 et 8 décembre 2013
Montant du marché	44 901 360 F CFA TTC
Date de souscription	24 décembre 2013
Date d'approbation du marché	31 décembre 2013
Date de notification	07 janvier 2014
Date de publication de l'attribution définitive	« Le Soleil » du 22 janvier 2014
Délai d'exécution	12 mois à partir de la notification de l'O.S. de démarrage
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet
<p>Il s'agit d'un marché de clientèle relatif à l'entretien et à la réparation du matériel roulant de plus de deux (2) ans du PAD. Les entreprises ayant soumissionné sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - STAR OIL : 226 620 000 F CFA TTC - TECHNO AFRIQUE : 44 901 360 F CFA TTC. <p>La DCMP a donné son ANO sur le DAO par lettre n° 004177/MEF/DCMP/DCV/BCL/04 du 29 juillet 2013 et son ANO sur le rapport d'analyse des offres et le procès-verbal d'attribution provisoire, par lettre n°006343/MEF/DCMP/DCV/BCL/51 du 21 novembre 2013.</p> <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de (Ely Manel DIOP, Président, Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, Bakary SANE et Amadou Tidiane DIAW, membres) et la commission d'attribution (Ely Manel DIOP, Président, Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, Bakary SANE et Amadou Tidiane DIAW, membres). Rapporteur: Oumar SOW.</p> <p>Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre la moins disante pour un montant de 44 901 360 F CFA TTC.</p> <p>Ordre de service démarrage notifié le 21 janvier 2014, O.S. de mise en demeure le 04 juillet 2014.</p> <p>Avenant n°1 (Sans incidence financière) L'objet est le changement de numéro de domiciliation bancaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Date de souscription de l'avenant : 27 mai 2014 - Date d'approbation : 27 mai 2014. - Date de notification : 10 juin 2014 - Date d'enregistrement : 11 juin 2014 	

- Montant : Sans incidence financière.

Cet avenant avait pour objet le changement de domiciliation bancaire du titulaire. En effet, la clause 6.4 du CCAP a été modifié comme suit : Banque Atlantique SN 137 01001 080083990002/54 en lieu et place de Banque Islamique du Sénégal SN 079 01101 021573030181/13. La Banque Islamique du Sénégal a délivré une attestation de non engagement au titulaire. La DCMP a donné son avis de non objection sur l'avenant par lettre n°002628/MEF/DCMP/DCV/59 du 19 mai 2014.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté, (convocation en date du 07 octobre 2013 pour la réunion d'examen du rapport d'analyse des offres du 10 octobre 2013) en violation de l'article 39 du CMP ; - Les PV d'ouverture des plis sont transmis aux candidats TECHNO AFRIQUE et STAR OIL, respectivement le 23 et le 26 septembre 2013 en violation de l'article 67.4 du CMP ; - L'attribution provisoire prononcée le 10 octobre 2013 a été notifiée au candidat le 02 décembre 2013, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - La lettre d'information de non attribution au candidat STAR OIL n'est pas jointe au dossier ; - La garantie de bonne exécution n'est pas jointe au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs pour la convocation des membres de la commission des marchés aux réunions de la commission des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller au respect des dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - La SNPAD doit veiller à l'archivage des dossiers de la procédure de passation des marchés ; - Veiller à mettre dans le dossier la garantie de bonne exécution si elle est fournie par le titulaire.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° S_DG_016 du 05/08/2013
Marché n° S 0272/14 du 24 février 2014

Entretien et réparation des réseaux électriques du Port Autonome de Dakar

Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 05 août 2013
Date d'ouverture des offres	12 septembre 2013
Délai de préparation des offres	38 jours
Attributaire	Groupelement SEINEGU Installation SARL/ELBAT SERVICES N° 50 Ouest Foire, NINEA : 46544732R2
Date de publication de l'attribution provisoire	Le Soleil du 05 août 2013
Montant du marché	124 256 131 F CFA TTC
Date de signature du marché	06 février 2014
Date d'approbation du marché	19 février 2014
Date de notification du marché	03 mars 2014
Date de notification de l'OS de démarrage	07 avril 2014
Délai d'exécution	12 mois
Date de publication de l'attribution provisoire	18 janvier 2013
Date de publication de l'attribution définitive	Le Soleil du 27 mars 2014
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	Non disponible

Il s'agit d'un marché de clientèle pour les travaux d'entretien et de réparation des réseaux électriques du PAD. Les candidats ayant soumissionné sont :

SOUMISSIONNAIRES	MONTANT (F CFA TTC)
SALQUE ENERGIE ET INDUSTRIE	58 971 116 F CFA TTC
OHM-VOLT-AMPERE (OVAM)	160 957 782 F CFA TTC pour le matériel 36 420 000 F CFA TTC pour l'entretien préventif
LES SPECIALISTES DE L'ENERGIE	356 139 862 F CFA TTC
TECHNIMEX	254 373 392 F CFA TTC
DELTA MARINE INDUSTRIES	444 103 844 F CFA TTC
SITRA	62 853 075 F CFA TTC
Groupelement SENEIGU Installations SARL/ELBAT SERVICES	132 198 032 F CFA TTC pour le matériel, 7 543 533 F CFA TTC pour la pose du matériel, 3 275 680 F CFA TTC pour l'entretien préventif.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de (Ely Manel DIOP, Président, Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, Bakary SANE et Amadou Tidiane DIAW, membres) et la commission d'attribution (Gallo SAMBE, Président, Ely Manel DIOP,

<p>Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, et Amadou Tidiane DIAW, membres).</p> <p>Rapporteur: Oumar SOW.</p> <p>Le marché a été attribué Groupement SENEIGU Installations SARL/ELBAT SERVICES pour un montant de 124 256 130 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté (le 24 décembre 2013 pour une réunion du 26 décembre 2013) en violation de l'article 39 du CMP ; - Le rapport d'évaluation est examiné le 26 décembre 2013, soit plus de trois (03) mois après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP qui indique qu'un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date d'ouverture des plis, pour la proposition de l'attribution provisoire par l'Autorité contractante ; - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés des motifs du rejet de leurs offres ; - La garantie de bonne exécution n'est pas jointe au dossier en violation de l'article 115 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à finaliser les procédures d'attribution et de contractualisation dans les meilleurs délais et à publier les avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP ; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus des motifs de non attribution ; - Veiller à mettre dans le dossier la garantie de bonne exécution si elle est fournie par le titulaire.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° T_DG_008 du 03/04/2013 Marché n°T1378/13 du 12 août 2013	
Travaux de dragage du chenal d'accès au port de Dakar	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Marin » du 29 mars 2013 et « Le Soleil » du 03 avril 2013
Date d'ouverture des offres	16 mai 2013
Délai de préparation des offres	43 jours pour « Le Soleil » et « 47 jours pour le Marin »
Attributaire	Groupement JAN DE NUL/EIFFAGE NINEA : 0288846 2 G3, Adresse : Avenue Félix Eboué x Route des Brasseries
Date de l'attribution provisoire	30 mai 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	« Le Soleil » du 12 juillet 2013 et « Le Marin » du 12 juillet 2013
Montant du marché	11 997 453 530 F CFA TTC
Date de souscription	29 juillet 2013
Date d'approbation du marché	12 août 2013
Date de notification	22 août 2013
Délai d'exécution	04 mois
Date de publication de l'attribution définitive	Le Soleil du 25 novembre 2013 et Le Marin du 22 novembre 2013
Date de la réception provisoire	22 avril 2014
Date de la réception définitive	22 avril 2014
<p>1^{er} ANO sur le DAO par lettre n°00742/MEF/DCMP en date du 20/02/2012.</p> <p>ANO de la DCMP sur le DAO par lettre n° 001161/MEF/DCMP/12 du 12 mars 2013 suite à des modifications apportées au DAO et transmis à la DCMP par lettre n°000608/PAD/CPM/DG du 22 février 2013.</p> <p>ANO de la DCMP sur le rapport d'évaluation des offres et le procès-verbal d'attribution provisoire par lettre n°003351/MEF/DCMP/17 du 26 juin 2013.</p> <p>Il s'agit d'un marché pour travaux de dragage du chenal d'accès. Les candidats ayant soumissionné sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupement JAN DE NUL/EIFFAGE : 11 997 453 530 F CFA TTC - DREDGING INTERNATIONAL NV : 13 492 188 426 F CFA TTC. <p>A l'ouverture des plis, la commission d'évaluation était composée de : M. Gallo SAMBE : Président, M. Mbaye FALL, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW (CF/PR), M. Bakary SANE (MAPM), M. Boubacar SEYDI, Membres) Rapporteur : M. Oumar SOW.</p> <p>L'attribution provisoire a été prononcée le 30 mai 2013 et la commission était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Mbaye FALL, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW (CF/PR), M. Bakary SANE (MAPM), Membres), Rapporteur : M. Oumar SOW.</p>	

Le marché est attribué au Groupement JAN DE NUL/EIFFAGE pour un montant de 11 997 453 530 F CFA TTC.

La garantie de bonne exécution BICIS n° 0112.9705 du 20/09/2013 relatif au Marché n° T1378/13 pour un montant de 599 872 676,5 F CFA est fournie.

La garantie de bonne exécution BICIS n° 0112.9704 du 27/03/2014 relatif à l'Avenant n°2 pour un montant de 118 134 445,80 F CFA est fournie.

L'ordre de service de démarrage est signé par le DG du PAD le 30 octobre 2013 sous le numéro 56.

Paiements :

Avance de démarrage :

Facture n° 1533/00 du 05 novembre 2013 pour un montant de 2 399 490 706 F CFA

Décompte n° 1 d'un montant de 3 028 295 508 F CFA TTC ;

Décompte n° 2 d'un montant de 5 849 683 488 F CFA TTC ;

Décompte n° 3 d'un montant de 1 880 425 618 F CFA TTC ;

Décompte n° 4 d'un montant de 2 361 639 330 F CFA TTC ;

Décompte n° 5 d'un montant de 970 098 503 F CFA TTC.

Deux avenants ont été passés :

Avenant n° 1 (Administratif)

Objet : changement de domiciliation bancaire sollicité par le groupement par lettre n°JDN0792.PAD.0007.LAME en date du 13 novembre 2013. Il s'agit de la modification de l'article 14.2.3 du contrat relatif aux modalités de paiement. En effet, il est indiqué dans le contrat que les paiements devraient être effectués au compte bancaire suivant : EIFFAGE Sénégal P/C Groupement Jan de Nul-Eiffage Sénégal ouvert à la banque ING sous le numéro BE 26 39304805 7529 au lieu de celui ouvert à la BICIS sous le numéro SN0010-01528-00000 68 000 58-82.

- Date de souscription : 27 décembre 2013
- Date d'approbation : 25 mars 2014
- Date de notification : 16 avril 2014
- Date d'enregistrement : Néant
- Montant : Néant.

Avenant n° 2

- Objet : Prise en compte des travaux supplémentaires, l'approfondissement du chenal d'accès en vue d'améliorer la pérennité et la sécurité de la navigation et la prorogation du délai d'exécution du marché de base de trente (30) jours.
- Date de souscription : 16/03/2014
- Date d'approbation : 21/03/2014
- Date d'enregistrement : 17/04/2014
- Montant : 2 362 688 916 F CFA TTC
- Nouveau montant du marché : 14 360 142 446 F CFA TTC.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de préparation des offres suivant la publication parue dans « le Soleil » ne respecte pas les quarante-cinq (45) jours en violation de l'article 63.2 du CMP ; - L'appel d'offres n'a pas été publié dans l'UNDB (United Nations Development Business) et le DG Market qui sont des publications de large diffusion internationale ; - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Non-respect du délai de convocation des membres de la commission des marchés pour la séance d'examen du rapport d'évaluation des offres (27 mai 2013 pour une réunion prévue le 30 mai 2013) ; - Le PV d'ouverture des plis renseigne que le membre du groupement EIFFAGE devait compléter les pièces administratives (CSS et IPRES) alors que le rapport d'évaluation ne renseigne pas sur ce fait, en violation des dispositions de l'article 44 du CMP ; - La notification aux candidats des résultats de l'appel d'offres a été faite le 02 juillet 2013 alors que l'attribution provisoire est prononcée le 30 mai 2013 ; les motifs de non attribution, le nom de l'attributaire et le montant ne sont pas spécifiés dans la lettre d'informations ; - La garantie de bonne exécution est constituée sans respect des délais prévus à l'article 115 du CMP ; - Les réceptions provisoire et définitive ont été prononcées à la même date du 22 avril 2014.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Les dispositions de l'article 63.2 du CMP doivent être respectées en ce qui concerne les délais de publication de l'appel d'offres international ; - Les appels d'offres internationaux doivent être publiés dans l'UNDB (United Nations Development Business) et le DG Market qui sont des publications de large diffusion internationale ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission</i>

	<p><i>des marchés présents à tous les candidats » ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - La notification des résultats de l'appel d'offres aux candidats doit intervenir trois (03) jours après l'attribution provisoire conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP. Les candidats à l'appel d'offres doivent être informés des motifs de non attribution pour des raisons de transparence ; - La SNPAD doit veiller au respect de l'articles 44 du CMP sur la fourniture des pièces administratives ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller au respect des dispositions de l'article 115 du CMP ; - Les dispositions des articles 23 du CMP sur les avenants doivent être respectées.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° F_DG_043 du 13 JUIN 2013
LOT 1 : Marché n° F0161/14 et LOT 2 : Marché n° F0162/14

Fourniture de matériels navals en trois lots séparés
Lot 1 : deux vedettes de lamanage avec pièces de rechanges pour 4000 heures de service ;
Lot 2 : deux vedettes de pilotage avec pièces de rechanges pour 4000 heures de service ;
Lot 3 : un remorqueur avec pièces de rechanges.

Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 13 juin 2013 et « Le Marin » du 14 juin 2013
Date d'ouverture des offres	1 ^{er} août 2013
Délai de préparation des offres	49 jours
Date de l'attribution provisoire	19 septembre 2013
Attributaire	Lots 1 et 2 SEE MERRE , Lot 3 : Sans suite Les Roches – Route de Nantes
Date de publication de l'attribution provisoire	« Le Soleil » du 08 novembre 2013 et « Le Marin » du 08 novembre 2013
Montant du marché	Lot 1: 537 817 373 F CFA TTC Lot 2: 877 665 312 F CFA TTC
Date de souscription du marché	25 novembre 2013
Date d'approbation du marché	23 janvier 2014
Date d'enregistrement	13 février 2014
Date de notification du marché	12 février 2014
Délai d'exécution	Lot 1 : 7 mois Lot 2 : 8,5 mois
Date de publication de l'attribution définitive	« Le Soleil » du 19 au 21 avril 2014 et « Le Marin » du 02 mai 2014
Date de la réception provisoire	Néant
Date de la réception définitive	Néant

Il s'agit d'un marché de Fourniture de matériels navals en trois lots séparés. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :

SOUMISSIONNAIRES	MONTANT		
	LOT 1	LOT 2	LOT 3
ARMON	–	–	2 998 353 974 F CFA TTC
Damen Shipyards	1 333 995 euros TTC	2 779 997 euros TTC	3 365 001 euros TTC
Groupeement EGX/Cardama	1 276 492 F CFA TTC	2 200 797 944 F CFA TTC	2 657 892 780 F CFA TTC
Nécotrans Getma Sénégal	1 238 411 653 F CFA TTC	2 756 232 392 F CFA TTC	3 239 949 045 F CFA TTC
See Merre	537 817 373 F CFA TTC	877 665 312 F CFA TTC	2 095 303 386 F CFA TTC
CIB	637 648 242 F CFA TTC	–	–
Meuse et Sambre	–	1 492 382 186 F CFA TTC	–
Montajes Cancelas S.L.	816 904 743 F CFA TTC	1 834 934 229 F CFA TTC	2 732 593 642 F CFA TTC

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de (M. Gallo SAMBE, Président,

M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres) et la commission d'attribution (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M Amadou Tidiane DIAW, membres).

Rapporteur: M^{me} Rokhaya SISSOKHO.

Le marché a été attribué au moins disant SEE MERRE pour un montant de 537 817 373 F CFA TTC pour le lot 1 et 877 665 312 F CFA TTC pour le lot 2. Le lot 3 étant déclaré sans suite puisque le montant attribué (2 095 303 386 F CFA TTC) dépasse le budget prévisionnel (1 200 000 000 F CFA TTC).

Lettre DCMP n°002129/MEF/DCMP/25 du 25 avril 2013 ANO sur DAO. Le marché a fait l'objet de recours du PAD sur la décision de la DCMP.

Par lettre n°004615/PAD/CPM/DG du 25 octobre 2013, le PAD a répondu aux observations faites par la DCMP sur le rapport d'évaluation des offres. L'avis de non objection de la DCMP a été donné par lettre n°005859/MEF/DCMP/20 du 28 octobre 2013.

L'ordre de service de démarrage des travaux notifié le 07 mars 2014. La caution de bonne exécution ECOBANK N°78/2014 d'un montant de 26 890 869 F CFA fournie le 26/02/2014.

Lettre de SEE MERRE en date du 29 janvier 2015 demandant une prolongation de délai sans application de pénalités de retard du fait de problèmes d'intempéries (conditions climatiques difficiles pour l'automne et l'hiver) et réponse du PAD n°00483/PAD/DSTA/DMM/DG du 23 février 2015 qui demande de respecter le nouveau planning établi et qui réserve sa réponse pour la fin effective des travaux et la livraison des deux vedettes à Dakar, un décompte global des délais sera effectué.

Les paiements effectués :

Avance forfaitaire de démarrage (15%)

- Facture n° 201404001 du 29/04/2014 d'un montant de 80 672 605 F CFA TTC, réglée par virement bancaire n° 0591 UBA ;
- Facture n° 201404002 du 29/04/2014 d'un montant de 131 649 797 F CFA TTC, réglée par virement bancaire n° 0692 UBA.

Décompte provisoire n° 1/14

- Facture n° 201407001 du 22/07/2014 d'un montant de 74 378 416 F CFA TTC ;
- Facture n° 201407002 du 22/07/2014 d'un montant de 45 577 743 F CFA TTC, réglées à hauteur de 119 956 159 F CFA TTC par virement bancaire n° 9967 Crédit du Sénégal.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de demande d'éclaircissement sur les aspects techniques du candidat CAFOMT a été envoyée au PAD le 1^{er} juillet 2013. Les lettres d'information adressées aux candidats à cet effet ne sont pas jointes au dossier ; - Le candidat CARDAMA S.A. a saisi le PAD le 24 juillet 2013 pour dénoncer le critère sur le chiffre d'affaires ; une première saisine non jointe au dossier a été faite par le candidat. Une réponse n°000533/PAD/DSTA à la date du 26 juillet a été servie au candidat ayant fait le recours et une note d'information préparée à l'attention de tous les candidats. Cependant, aucun élément de la réception de cette note par les candidats n'a été donné dans le dossier. Une autre note d'information n°000528/PAD/DSTA du 26 juillet 2013 adressée à tous les candidats a été élaborée concernant les critères sur les marchés similaires (Clause IC 5.1) et la clause 33.3 (a) des DPAO. - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté, (Convocation des membres de la CM le 16 septembre 2013 pour la séance du 19 septembre 2013), en violation de l'article 39 du CMP ; - Le délai d'attribution du marché est très long (50 jours) en violation de l'article 70 du CMP ; - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés des motifs du rejet de leurs offres ; - La DCMP a souligné dans sa lettre n°005533/MEF/DCMP/20 du 09 octobre 2013 qu'il est fait référence à une variante proposée par SEE MERRE alors que celle-ci n'a pas été lue et consignée dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; - La DCMP a souligné aussi dans la même lettre, des observations faites sur le DAO et non prises en compte sur le dossier transmis aux candidats ; - La garantie de bonne exécution est constituée sans respect des délais prévus à l'article 115 du CMP ; - Les travaux sont en retard, les délais contractuels ont déjà expiré. Aucune lettre de mise en demeure n'est jointe au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Les candidats à l'appel d'offres doivent être tous informés des réponses aux demandes d'éclaircissement pour des besoins d'équité ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP sur le délai d'attribution provisoire ; - La Commission des marchés doit lire toutes les informations utiles contenues dans les offres des soumissionnaires notamment les variantes proposées par ces derniers. Une variante non lue à l'ouverture des plis ne doit pas être prise en compte à l'évaluation des offres ; - La Cellule de passation des marchés doit veiller à la prise en compte systématique des observations de la DCMP sur les dossiers soumis à la revue à priori. - Veiller à informer les candidats non retenus dans les délais requis, conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° T_DG_049 du 24/07/2013 Marché n° T 2291/13 du 21 novembre 2013	
Travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 24 juillet 2013
Date d'ouverture des offres	29 août 2013
Délai de préparation des offres	40 jours
Attributaire	DELTA MARINE INDUSTRIES (DMI), Avenue Félix EBOUE, NINEA : 2254027 2A2
Date de publication de l'attribution provisoire	29 octobre 2013
Montant du marché	56 085 400 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	18 novembre 2013
Date de notification	27 novembre 2013
Date d'enregistrement du marché	20 décembre 2013
Délai d'exécution	60 jours
Date de publication de l'attribution définitive	06 février 2013
Date de la réception provisoire	
Date de la réception définitive	
<p>Il s'agit d'un marché pour les travaux de réhabilitation de la grue PINGUELY TT 286 du PAD. Les candidats suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DELTA MARINE INDUSTRIES (DMI) : 56 085 400 F CFA TTC - TECHNO AFRIQUE : 55 904 270 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de (M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres) et la commission d'attribution (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres). Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>Le marché a été attribué à DMI pour un montant de 56 085 400 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La retenue de garantie est fixée à 10% en lieu et place des 5% prévus à l'article 117 du CMP ; - Le délai de convocation des membres de la CM pour l'examen du rapport d'évaluation des offres n'est pas respecté (16 septembre 2013 pour une réunion du jeudi 19 septembre 2013) en violation de l'article 39 du CMP ; - Les PV d'ouverture des plis ont été transmis aux candidats TECHNO AFRIQUE et DMI le 23 septembre 2013 alors que l'ouverture des plis s'est déroulée le 29 août 2013, en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Les motifs de la non attribution du marché au candidat perdant n'est pas spécifié dans la lettre d'information ;

	<ul style="list-style-type: none"> - L'attribution définitive a été publiée le 06 février 2014 alors que la notification du contrat a été faite le 27 novembre 2013, en violation de l'article 85 du CMP ; - La garantie de bonne exécution n'est pas jointe au dossier ; - Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier ; - Un ordre de service de mise en demeure en date du 04 juillet 2014 a été servi à l'entreprise pour lui rappeler que le délai d'exécution des travaux avait échu le 04 avril 2014. Le marché serait en cours de résiliation.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter la valeur maximale de 5% prévue pour fixer le montant de la retenue de garantie conformément aux dispositions de l'article 117 du CMP ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Pour des raisons de transparence de la procédure de passation du marché, il faut systématiquement informer les candidats non retenus des motifs de non attribution du marché ; - Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du CMP sur le délai de publication de l'attribution définitive ; - Veiller au bon archivage des dossiers de la procédure de passation des marchés ; - La SNPAD doit veiller au bon suivi de l'exécution des travaux dans les délais contractuels et au déclenchement de la procédure de résiliation en cas de défaillance de l'entreprise titulaire du marché. Les pénalités de retard doivent être appliquées au regard des dispositions de l'article 134 du CMP et conformément au marché du titulaire.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

APPELS D'OFFRES RESTREINTS

APPEL D'OFFRES RESTREINT Marché n° C 2054/13 du 05 novembre 2014	
Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels	
Date des lettres d'invitation	25 juin 2013
Date d'ouverture des offres	8 juillet 2013
Délai de préparation des offres	13 jours
Ouverture d'un nouveau délai	9 juillet 2013
Nouvelle date de dépôt des offres	28 juillet 2013
Attributaire	SPS SECURITE NINEA : 23265452 C3
Date de l'attribution provisoire	22 août 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Montant du marché	171 926 000 F CFA TTC/MOIS, soit 2 063 112 000 F CFA TTC/AN
Date de souscription du marché	09 octobre
Date d'approbation du marché	31 octobre 2013
Date de notification	08 novembre 2013
Date d'enregistrement du marché	
Délai d'exécution	12 mois à partir de la date de notification
Date de publication de l'attribution définitive	Néant
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet
<p>Il s'agit d'un marché pour l'Exécution des plans de sûreté et fourniture d'équipements individuels. Les candidats suivants ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Work performance, - Top Inter - Service Protéger Sécurité. <p>A la date d'ouverture des plis du 8 juillet 2013, seul le candidat SPS Sécurité a déposé une offre.</p> <p>Les membres de la commission des marchés :</p> <p>M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely MAnel DIOP, M. Abdou Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur : Rokhaya SISSOKHO.</p> <p>A la nouvelle date de dépôt des offres du 29 juillet 2013, seul le candidat SPS Sécurité a à nouveau déposé une offre.</p> <p>Les membres de la commission des marchés :</p> <p>M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely MAnel DIOP, M. Abdou Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membres, Rapporteur : Rokhaya SISSOKHO.</p> <p>La Commission des marchés à l'attribution : M. Gallo SAMBE, M. Ely MAnel DIOP, M. Abdou Aziz SY SEMBENE, M. Bakary SANE, M. Mbaye FALL et M. Amadou Tidiane DIAW, Rapporteur : M. Oumar SOW.</p> <p>Le marché a été attribué à DMI pour un montant de 2 063 112 000 F CFA TTC.</p>	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitation ne renseignent pas sur les noms des autres candidats sélectionnés pour l'appel d'offres restreint ; - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Le délai de convocation des membres de la commission des marchés pour l'examen du rapport d'évaluation n'est pas respecté (Lettres en date du 20 août 2013 pour une réunion au 22 août 2013), en violation de l'article 39 du CMP ; - Absence de concurrence réelle, problème d'établissement de la liste restreinte (un seul candidat a soumissionné pour la première et la seconde invitation, en violation de l'article 74.1 du CMP qui stipule que : « <i>l'Autorité contractante est tenue de mettre en concurrence écrite un nombre de candidats permettant d'assurer une concurrence réelle qui ne peut être inférieur à trois.</i> » ; - Problème d'estimation des besoins (différence entre le montant estimé du marché et le montant de l'attribution), en violation de l'article 5.1 du CMP ; - L'attribution du marché est intervenue après les délais prévus par l'article 70 du CMP ; - La notification d'attribution aux candidats est faite au-delà du délai prévu par l'article 83.3 du CMP ; - La garantie de bonne exécution n'est pas versée au dossier ; - Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à ce que les candidats short-listés figurent dans les lettres d'invitation transmises aux différents candidats ; - Veiller à l'application des dispositions des articles 5.1, 39, 67.4, 70, 83.3, 74.1 et 115 du CMP ; - Les justificatifs de paiement doivent être bien archivés dans les dossiers.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES RESTREINT Marché n° F 0043/14 du 13 janvier 2014	
Refonte du système de surveillance de trafic maritime et d'identification automatique de navire	
Date des lettres d'invitation	29 mars 2013
Date d'ouverture des offres	16 mai 2013
Délai de préparation des offres	48 jours
Additif après recours	18 juin 2013
Nouvelle date de dépôt des offres	1 ^{er} août 2013
Attributaire	Groupelement CAFOMT/INDRA Cité BIAGUI, villa 463, NINEA : 00401 Avda de Bruselas, 33-35, 28 108 ALCOMBENDAS, MADRID, ESPAGNE
Date de l'attribution provisoire	30 septembre 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	Sans objet
Montant du marché	748 761 154 F CFA TTC
Date de souscription du marché	11 novembre 2013
Date d'approbation du marché	10 janvier 2014
Date de notification	20 janvier 2014
Date d'enregistrement du marché	23 janvier 2014
Date de l'O.S. de démarrage	27 mars 2014
Délai d'exécution	13 mois
Date de publication de l'attribution définitive	Sans objet
Date de la réception provisoire	Néant
Date de la réception définitive	Néant
Il s'agit d'un marché pour la Refonte du système de surveillance de trafic maritime et d'identification automatique de navire. Les candidats suivants ont été consultés : <ul style="list-style-type: none"> - TRANSAS Mediterranean SAS, - SELEX Systemi Inegrati S.p.A., - INDRA, - SIGNALIS. A la date d'ouverture des plis du 1 ^{er} août 2013, les candidats suivants ont déposé une offre : <ul style="list-style-type: none"> - SIGNALIS : 607 723 060 F CFA, - Groupelement INDRA/CAFOMT : 748 761 154 TTC (DDP), - Groupelement TRANSAS/SPIM : 599 558 000 TTC. La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely MANEL DIOP, M. Abdou Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur : Oumar SOW. La commission des marchés à la séance d'attribution était composée de : M. Gallo SAMB, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdou Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE, M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur : Oumar SOW. L'attribution provisoire a eu lieu le 30 septembre 2013. Le marché a été attribué au Groupelement CAFOMT/INDRA pour un montant de 748 761 154 F CFA TTC. Un O.S. de mise en demeure en date du 27 mars 2014 a été servi au titulaire du marché pour non-respect des délais contractuels du marché.	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitation ne renseignent pas sur les noms des autres candidats sélectionnés pour l'appel d'offres restreint ; - Le délai de convocation des membres de la commission des marchés pour la réception et l'ouverture des plis n'est pas respecté (Lettres en date du 29 juillet 2013 pour une réunion au 1^{er} août 2013), en violation de l'article 39 du CMP ; - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - La notification d'attribution aux candidats est faite au-delà du délai prévu par l'article 83.3 du CMP ; - Les lettres d'information des candidats sur l'attribution provisoire ne renseignent pas sur les motifs d'élimination des candidats perdants ; - Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD doit veiller à l'inscription des noms des candidats sélectionnés, dans les lettres d'invitation ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats » ; - La SNPAD doit veiller à informer systématiquement dans les délais, les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - Les lettres d'information doivent renseigner sur les motifs de non attribution ; - Les justificatifs de paiement doivent être bien archivés dans les dossiers.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

APPEL D'OFFRES RESTREINT Marché n° F 1160/13 du 23 juillet 2013	
Acquisition de centrales téléphoniques, de systèmes de taxation et de gescompte de l'ensemble des appareils téléphoniques numériques	
Date des lettres d'invitation	25 mars 2013
Date d'ouverture des offres	18 avril 2013
Délai de préparation des offres	24 jours
Date d'ouverture d'un nouveau délai	
Nouvelle date de dépôt des offres	08 mai 2013
Attributaire	ORANGE BUSINESS SERVICES , 46, Boulevard de la République NINEA : 00180612G3
Date de l'attribution provisoire	06 juin 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Montant du marché	91 600 581 F CFA TTC
Date de souscription du marché	17 juillet 2013
Date d'approbation du marché	19 juillet 2013
Date de notification	25 juillet 2013
Date d'enregistrement du marché	02 août 2013
Délai d'exécution	10 jours
Date de publication de l'attribution définitive	Néant
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet
<p>Il s'agit d'un marché pour l'Acquisition de centrales téléphoniques, de systèmes de taxation et de gescompte de l'ensemble des appareils téléphoniques numériques. La DCMP a donné son ANO sur la demande d'autorisation de passer un appel d'offres restreint en procédure d'urgence par lettre n° 001305/MEF/DCMP/DCV/58 du 20 mars 2013. Les candidats suivants ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NEXT SA, - ORANGE BUSINESS SERVICES, - CFAO TECHNOLOGIES, - MUTELEC Sarl, - TADDEX TELECOMS AFRIQUE DISTRIBUTION. <p>A la date d'ouverture des plis du 18 avril 2013, seuls les candidats CFAO TECHNOLOGIES et ORANGE BUSINESS SERVICES ont déposé une offre. Un nouveau délai a été ouvert.</p> <p>Les membres de la commission des marchés :</p> <p>M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdou Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE, M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>A la nouvelle date de dépôt des offres du 08 mai 2013, seuls les candidats CFAO TECHNOLOGIES (123 175 822 F CFA TTC) et ORANGE BUSINESS SERVICES (84 278 858 F CFA TTC) ont à nouveau déposé une offre.</p> <p>Les membres de la commission des marchés :</p> <p>M. Gallo SAMB, Président, M. Boubacar SEYDI, M. Abdou Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE, M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur: Oumar SOW.</p> <p>La même commission des marchés a siégé pour l'attribution du marché le 06 juin 2013.</p> <p>Le marché a été attribué à ORANGE BUSINESS SERVICES pour un montant de 91 600 581 F CFA TTC.</p>	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitation ne renseignent pas sur les noms des autres candidats sélectionnés pour l'appel d'offres restreint ; - La documentation relative à l'ouverture d'un nouveau délai suite à la réception de deux offres à l'ouverture des plis n'est pas jointe au dossier de revue ; - Dans le cadre de la préparation des offres, une visite de site obligatoire a été prévue le mercredi 03 avril 2013, cependant, aucune information relative à l'invitation des candidats et au procès-verbal de visite de site n'est jointe au dossier de revue ; - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Le service après-vente requis dans le DAO à la clause IC 18.1 (b) n'a pas fait l'objet de vérification dans le rapport d'évaluation des offres ; - A l'ouverture des plis, il est remarqué que le candidat ORANGE BUSINESS SERVICES n'a pas fourni les Attestations de non faillite et de paiement de la taxe de régulation des marchés publics alors que le rapport d'évaluation des offres ne fait pas état du complément de ces pièces par l'attributaire du marché ; - Dans le rapport d'évaluation des offres, il est tenue compte de la variante proposée par l'attributaire du marché sans que cette variante n'ait été lue à l'ouverture des plis et consignée dans le procès-verbal ; - L'attribution du marché est intervenue après les délais prévus par l'article 70 du CMP ; - La notification d'attribution aux candidats est faite au-delà du délai prévu par l'article 83.3 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD doit veiller à l'inscription des noms des candidats sélectionnés, dans les lettres d'invitation ; - Veiller au bon archivage des dossiers de passation de marché (ouverture d'un nouveau délai et convocation à la visite de sites) ; - Tous les critères techniques contenus dans le DAO doivent faire l'objet d'évaluation par la commission des marchés ; - La SNPAD doit veiller au complément des pièces administratives en cours de validité avant attribution du marché, conformément

	<p>aux dispositions de l'article 44 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none">- La Commission des marchés doit lire toutes les informations utiles contenues dans les offres des soumissionnaires notamment les variantes proposées par ces derniers. Une variante non lue à l'ouverture des plis ne doit pas être prise en compte à l'évaluation des offres ;- Veiller à l'application des dispositions des articles 44, 67.4, 70, 83.3.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

DP n° C_DG_082	
Mission d'expertise des postes 21 et 22 du môle 2	
Date des lettres d'invitation	13 novembre 2013
Date d'ouverture des offres	28 novembre 2013
Attributaire	Néant
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Date d'approbation du marché	Néant
Enregistrement	Néant
Date de notification de l'OS de démarrage	Néant
Délai d'exécution	Néant
Montant du marché	Néant
Date de publication de l'attribution définitive	Néant
<p>La lettre d'invitation date du 22 juillet 2012 et a été envoyée aux cabinets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • TTSM • TTS • H2O • SONIM • CENTRE DE LA MER. <p>Seuls les candidats Centre de la mer et TTSM ont déposé des offres. La commission des marchés à l'ouverture des offres techniques était composée de (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, et M. Bakary SANE, membres).</p> <p>La procédure de passation du marché a été arrêtée à l'ouverture des plis sans que l'autorité contractante ne donne d'information sur ce fait. Aucune information n'est donnée aux candidats invités sur l'issue de la procédure.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'accusé de réception de la lettre d'invitation par le candidat H2O n'est pas joint au dossier ; - Les lettres d'invitation sont envoyées aux candidats à des dates différentes (le 15 et le 18 novembre) ; - Il est précisé dans le PV d'OP qu'une copie du PV sera remise aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics, sans la preuve de transmission desdits PV. - Aucune suite n'a été réservée à la procédure de passation du marché sans l'avis de la DCMP, en violation de l'article 65 du CMP.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à bien archiver les pièces de la procédure de passation des marchés ;- La SNPAD doit veiller à envoyer les lettres d'invitation aux mêmes dates ;- Veiller à l'application des articles 65 et 67.4 du CMP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.

DP n° C_DG_001
Contrat n° 03/2013/AMI
Mission d'assistance pour l'identification et l'évaluation des risques du PAD

Date des lettres d'invitation	08 avril 2013
Date d'ouverture des offres	25 avril 2013
Attributaire	OPTESIS , 4, Cité COMICO II VDN – Appt n°3, NINEA : 2461945 2 S 2
Date d'attribution	13 juin 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Date de souscription du marché	31 octobre 2013
Date d'approbation du marché	31 octobre 2013
Date de notification du marché	06 novembre 2013
Date d'enregistrement du marché	18 novembre 2013
Date de notification de l'OS de démarrage	Néant
Délai d'exécution	90 jours pour la mission et 60 jours pour l'accompagnement
Montant du marché	24 721 000 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	Néant

Les cabinets suivants ont été consultés dans la lettre d'invitation :

- ERNEST & YOUNG
- KPMG
- OPTESIS
- B&D CONSULTING
- KAMEX
- RACINE.

Seuls les cabinets KPMG et OPTESIS ont déposé des offres. La commission des marchés à l'ouverture des offres techniques et financières était composée de (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, et M. Bakary SANE, membres) et à l'attribution (Ely Manel DIOP, Président, Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, Bakary SANE et Amadou Tidiane DIAW, membres).

Rapporteur: Oumar SOW.

Le marché a été attribué à OPTESIS pour un montant de 24 721 000 F CFA TTC. Les prestations n'ont pas été exécutées et aucune information n'a été donnée par la SNPAD à ce sujet.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Seules les lettres d'invitation des cabinets RACINE, KAMEX et KPMG sont jointes au dossier ; - Non-respect des délais de convocation des membres de la commission des marchés, en violation de l'article 39 du CMP ; - La demande de propositions ne prévoit pas la production des pièces administratives par les candidats ;
------------------------	---

	<ul style="list-style-type: none"> - Il est noté l'absence de preuves de transmission des PV d'OP aux candidats pour les manifestations d'intérêt et les offres techniques conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics, sans la preuve de transmission desdits PV ; - Dans le rapport d'évaluation des offres techniques, les notes données aux candidats ne sont accompagnées d'aucun détail d'analyse les justifiant, en plus les évaluations individuelles des candidats ne sont pas précisés ; - Le procès-verbal d'attribution est signé le 13 juin 2013 et approuvé le 27 juin 2013, en violation de l'article 83.3 du CMP qui stipule que : « <i>la décision de l'autorité contractante relative à la proposition d'attribution doit intervenir dans les trois (3) jours ouvrables suivant la date de la décision de la commission des marchés ou de l'avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics</i> » ; - Le montant du marché dépasse l'estimation qui a été faite (10 000 000 F CFA TTC) de la mission ; - La lettre d'information au candidat perdant ne renseigne pas sur les motifs de non attribution du marché, - Aucun rapport n'est joint au dossier pour matérialiser l'exécution des prestations conformément à la clause V des Termes de référence.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à bien archiver les lettres d'invitation adressées aux candidats et les autres documents de passation des marchés ; - Veiller au respect des articles 39, 44, 67.4, 83.3 du CMP ; - Le rapport d'évaluation des offres doivent être bien détaillés pour permettre à la commission des marchés d'apporter des avis motivés sur les notes attribués aux différents candidats ; - Les besoins des marchés doivent être bien estimés conformément à l'article 6 du CMP ; - Les lettres d'informations doivent renseigner sur les motifs de non attribution.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

DP n° C_DG_019
Contrat n° 07/2014/C du 17 avril 2013
Réalisation du Schéma Directeur du Système d'Information

Date de lancement de la manifestation d'intérêt	14 mars 2013
Date de réception et d'ouverture des MI	02 avril 2013
Délai de préparation des MI	19 jours
Date d'examen du rapport d'évaluation de l'AMI	23 mai 2013
Date des lettres d'invitation	17 juin 2013
Date d'ouverture des offres techniques	18 juillet 2013
Délai de préparation des offres	31 jours
Date d'examen du rapport des propositions techniques	22 août 2013
Date d'ouverture des offres financières	29 août 2013
Date d'attribution provisoire	10 octobre 2013
Attributaire	ERNEST & YOUNG , 2 rue Emile Masson NANTES/FRANCE
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Date de souscription du marché	17 avril 2014
Date d'approbation du marché	17 avril 2014
Date de notification du marché	18 avril 2014
Date d'enregistrement du marché	15 mai 2014
Date de notification de l'OS de démarrage	Néant
Délai d'exécution	04 mois
Montant du marché	28 425 896 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	Néant

Les candidats suivants ont répondu à la manifestation d'intérêt lancée le 14 mars 2013 : SOLID, ISADE/CONSULTANTS ASSOCIES, GROUPEMENT SOTERCO/ADA CONSULTING, KPMG, AWA CONSULTING, ALINIS, INTELLIGENCE GROUP, JF SERVICES SAUARL, DELOITTE, INGEQUIP INGEIERIES/CA-DEM TECHNOLOGIES, FINITECH, STUDI INTERNATIONAL, PERFORMANCE MANAGEMENT, FTF SENEGAL, CRIMSON LOGIC, ABM TECHNOLOGIES, ORSIS GROUP SARL, T-GROUP SERVICES, GROUPEMENT FONDATION PORTS DE LAS PALMAS/PRODEVELOP SL ET SOFTR, GROUPE IDYAL SA, SEYSOO et GIE ERNEST ET YOUNG.

A la suite de l'évaluation de la manifestation d'intérêt, la liste restreinte composée des trois cabinets suivants a été retenue :

- ERNEST & YOUNG
- DELOITTE
- KPMG.

Seuls les cabinets ERNEST & YOUNG et KPMG ont déposé des offres. La commission des marchés à l'ouverture des offres techniques était composée de (M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Rokhaya SISSOKHO.

Les résultats de l'ouverture des offres financières des candidats ayant obtenu la note technique minimale requise :

- ERNEST & YOUNG : 28 425 896 F CFA TTC,
- KPMG : 29 000 000 F CFA TTC.

La commission d'ouverture des offres financières était composée de (M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL, M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

Le marché a été attribué au candidat ERNEST & YOUNG pour un montant de 28 425 896 F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Facture n° FR01300026176 du 31 juillet 2014 d'un montant de 14 316 261 F CFA TTC ;
- Les justificatifs des autres règlements ne sont pas joints au dossier.

Non conformités

- L'avis d'appel public à manifestation d'intérêt ne renseigne pas sur la date limite de dépôt des dossiers de candidature ;
- La demande de propositions ne prévoit pas la production des pièces administratives par les candidats et le PV d'ouverture des plis n'en fait pas état ;
- Il n'y a aucune preuve de la transmission des procès-verbaux d'ouverture des offres techniques et financières aux candidats soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;
- Il est mentionné au Tableau 2 du rapport d'évaluation des dossiers de candidature que la date limite de présentation des candidatures est le Jeudi 04 avril 2012 alors que l'ouverture des dites candidatures a eu lieu le 02 avril 2013 ;
- Au Tableau 2 : Processus de sélection du rapport d'évaluation des offres techniques (Point 2.13), il est mentionné que la date d'ouverture des propositions techniques par le comité d'évaluation est le 13 août 2013 alors que la date réelle est celle de remise des propositions (le 18 juillet 2013) ;
- Non-respect des délais de convocation des membres de la commission des marchés pour l'examen du rapport d'évaluation des offres techniques (20 août 2013 pour une réunion prévue le 22 août 2013), en violation de l'article 39 du CMP ;
- Pour l'évaluation du personnel clé proposé par les candidats dans leurs offres techniques, la commission d'évaluation s'est contentée de reconduire les résultats de la manifestation

	<p>d'intérêt sans pour autant prendre le soins de préciser que c'est le même personnel proposé par les candidats à la manifestation d'intérêt qui est reconduit dans les offres techniques. En tout état de cause, la commission d'évaluation doit systématiquement évaluer le personnel proposé pour les offres techniques des candidats ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des manifestations d'intérêt et des offres techniques ne sont accompagnées d'aucun commentaire pouvant permettre à la commission des marchés de statuer de façon objective sur la liste restreinte arrêtée ; - Au tableau 4 (point 4.2) du rapport d'évaluation des propositions financières, il est indiqué que l'ouverture des propositions financières en séance publique a eu lieu le 22 août 2013 alors qu'elle s'est tenue le 29 août 2013 ; - Les candidats à la manifestation d'intérêt ne sont pas informés des résultats de l'évaluation des dossiers ; - Le procès-verbal d'attribution est signé le 10 octobre 2013 et approuvé le 31 octobre 2013, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - La lettre d'information de non attribution du marché au candidat KPMG n'est pas joint au dossier ; - Les avis d'attribution provisoire et définitive ne sont pas publiés en violation des articles 83 et 85 du CMP, - Aucun rapport n'est joint au dossier pour matérialiser l'exécution des prestations conformément aux Termes de référence de la DP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des renseignements à porter sur les avis d'appel public à candidature notamment la date de dépôt des dossiers de candidature ; - Veiller à l'application des articles 39, 44 et 67.4, 83 et 85 du CMP ; - Les candidats à la manifestation d'intérêt doivent être informés des résultats de la procédure ; - Les rapports d'évaluation des dossiers de candidature de la manifestation d'intérêt et des offres techniques doivent être bien détaillés afin de permettre à la commission des marchés d'apprécier de façon objective les notes attribuées à chaque

	<p>candidat ;</p> <ul style="list-style-type: none">- Veiller à l'archivage des lettres d'information aux candidats sur l'attribution provisoire et aussi des rapports matérialisant l'exécution des prestations.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.

DP n° C_DG_071
Diagnostic des processus de facturation, de recouvrement, des ressources humaines et de la paie, des coopératives et politiques d'habitat

Date de lancement de la manifestation d'intérêt	Sans objet
Date de réception et d'ouverture des MI	Sans objet
Délai de préparation des MI	Sans objet
Date d'examen du rapport d'évaluation de l'AMI	Sans objet
Date des lettres d'invitation	1er octobre 2013
Date d'ouverture des offres techniques	15 octobre 2013 reportée au 21 octobre 2013
Délai de préparation des offres	20 jours
Date d'examen du rapport des propositions techniques	25 novembre 2013
Date d'ouverture des offres financières	28 novembre 2013
Date d'attribution provisoire	26 décembre 2013
Attributaire	KPMG , 83, Boulevard de la République
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Date de souscription du marché	08 mai 2013
Date d'approbation du marché	Non renseignée
Date de notification du marché	Non renseignée
Date d'enregistrement du marché	Non renseignée
Date de notification de l'OS de démarrage	Néant
Délai d'exécution	
Montant du marché	29 700 000 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	Néant

Les cabinets suivants ont été invités :

- CABINET AZIZ DIEYE
- CABINET MAMINA CAMARA
- KPMG
- ECO-AFRIQUE
- INNOV-ACTION
- KAMEX.

Seuls les candidats suivants ont déposé des offres : CABINET MAMINA CAMARA, Groupement KAMES AUDIT/CONSEILS – INNOV-ACTION, KPMG et ECO-AFRIQUE.

Les membres de la commission des marchés à l'ouverture des offres techniques sont : M. Ely Manel DIOP, Président, Messieurs Abdoul Aziz SY SEMBENE, Mbaye FALL et Amadou Tidiane DIAW, membres), Rapporteur : M. Oumar SOW.

A l'issue de l'évaluation des offres techniques, seuls les candidats CABINET MAMINA CAMARA et KPMG ont obtenu la note technique minimale requise.

A l'ouverture des offres financières, les membres de la commission des marchés étaient composés de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

Les résultats de l'ouverture des offres financières :

- CABINET MAMINA CAMARA : 18 939 000 F CFA TTC,
- KPMG : 31 986 000 F CFA TTC.

Les membres de la commission des marchés à l'attribution étaient composés de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Amadou Tidiane DIAW, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

Le marché a été attribué au cabinet KPMG pour un montant de : 31 913 100 F CFA TTC.

Non conformités

- Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;
- Les accusés de réception de CABINET AZIZ DIEYE et ECO-AFRIQUE ne sont pas joints au dossier ;
- Le délai de préparation des offres est de 20 jours en violation de l'article 63.2 du CMP qui stipule que : « *Dans les procédures d'appels d'offres ouverts, avec ou sans qualification, ou d'appel d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appels à la concurrence dans le cas d'appels d'offres nationaux* » ;
- Non-respect du délai de convocation des membre de la commission des marchés pour l'examen du rapport d'évaluation des propositions techniques, l'ouverture des propositions financières et l'examen du rapport d'évaluation des propositions financières, en violation de l'article 39 du CMP ;
- La demande de propositions ne prévoit pas la production des pièces administratives par les candidats et le PV d'ouverture des plis n'en fait pas état, en violation de l'article 44 du CMP ;
- La SNPAD a fait un additif à la DP (n°004562/PAD/CPM/DG du 15 octobre 2013) en modifiant le critère relatif à la Conformité du Plan de travail et de la méthode proposée, aux Termes de référence et en reportant la date d'ouverture des plis. Les preuves de la réception de cet additif par les candidats short-listés ne sont pas jointes au dossier. L'additif a été élaboré à la date qui était prévue pour le dépôt des propositions (voir lettre d'invitation n° 004408/PAD/CPM/DG du 1^{er} octobre 2013 contenue dans la DP). Sur cet additif, il est indiqué que la date initialement prévue pour le dépôt des offres est le 17 octobre 2013, ce qui est en totale contradiction avec la lettre d'invitation n°004408/PAD/CPM/DG du 1^{er} octobre 2013 dans laquelle il est bien mentionné la date du 15 octobre 2013 comme date de dépôt des propositions ;
- Les preuves de la transmission des procès-verbaux

	<p>d'ouverture des offres ne sont pas jointes au dossier, en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport d'évaluation des offres techniques n'est pas joint au dossier ; - Les preuves de restitution des offres financières des candidats n'ayant pas atteint la note technique minimale requise ne sont pas matérialisées dans le dossier ; - L'attribution provisoire est faite au-delà des 60 jours de délai de validité des propositions tel que prévu à la clause 5 des Données particulières de la DP. (Date d'ouverture des propositions techniques 21 octobre 2013 et date d'attribution 26 décembre 2013) ; - Le contrat joint au dossier et signé par les deux parties n'est ni approuvé, ni enregistré, ni notifié au titulaire du marché ; - Aucun rapport attestant l'exécution des prestations n'est joint au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à joindre au dossier les accusés de réception des lettres d'invitation des candidats ; - Le délai de préparation des offres (30) jours doivent être respecté conformément à l'article 63.2 du CMP ; - Veiller à l'application des articles 39, 44, 67.4, 83 et 85 du CMP ; - Les preuves de la réception des additifs par les candidats à l'appel d'offres doivent être bien archivées. Les additifs doivent être envoyés aux candidats avant la date prévue pour le dépôt des offres ; - Les dossiers de passation des offres doivent être bien archivés.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

DP n° C_DG_004
Etudes de faisabilité du projet de construction d'une plateforme de services à Fatick pour le corridor Dakar-Bamako

Date de lancement de la manifestation d'intérêt	14 mars 2013
Date de réception et d'ouverture des MI	02 avril 2013
Délai de préparation des MI	19 jours
Date d'examen du rapport d'évaluation de l'AMI	08 mai 2013
Date des lettres d'invitation	25 juin 2013
Date d'ouverture des offres techniques	25 juillet 2013
Délai de préparation des offres	30 jours
Date d'examen du rapport des propositions techniques	06 septembre 2013
Date d'ouverture des offres financières	12 septembre 2013
Date d'attribution provisoire	31 octobre 2013
Attributaire	OSCARE AFRIQUE
Date de publication de l'attribution provisoire	28 novembre 2013
Date de souscription du marché	Néant
Date d'approbation du marché	Néant
Date de notification du marché	Néant
Date d'enregistrement du marché	Néant
Date de notification de l'OS de démarrage	Néant
Délai d'exécution	Néant
Montant du marché	53 277 000 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	Néant

Les douze (12) candidats suivants ont répondu à la manifestation d'intérêt lancée le 14 mars 2013 : SENELABO.BTP, ARCHI TECHNICS, SATA AFRIQUE, Groupement NAUTILUS-MATILEV, SEAMAR Engineering/ROCHE Ltée, GROUPE CONSEIL, OSCARE AFRIQUE, GROUPEMENT SONED AFRIQUE/SAFEGE/ADK CONSULTING ENGINEERS SA, ARCHI ART, ROYAL HASKONING DHV, GROUPEMENT SGI INTERNATIONAL, SGI SENEGAL/AFRIC CONSULT/BUREAU GAUDILLAT SUARL, GROUPEMENT APAVE/TRANSECOR, GROUPE ITAMAX CABINET D'ETUDE.

A la suite de l'évaluation de la manifestation d'intérêt, la liste restreinte composée des six (06) cabinets suivants a été retenue :

- GROUPEMENT SETEC INTERNATIONAL/SETEC IA/SENELABO.BTP
- SATA AFRIQUE
- OSCARE AFRIQUE
- GROUPEMENT SONED AFRIQUE/SAFEGE/ADK CONSULTING
- ROYAL HASKONING DHV
- GROUPEMENT SGI INTERNATIONAL, SGI SENEGAL/AFRIC CONSULT/BUREAU GAUDILLAT SUARL.

La commission des marchés d'ouverture des manifestations d'intérêt était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW. La commission des marchés à l'examen du rapport d'évaluation des candidatures était

composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Boubacar SEYDI, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

Seuls les quatre (04) candidats suivants ont déposé des offres :

- GROUPEMENT SETEC INTERNATIONAL/SETEC IA/SENELABO.BTP
- SATA AFRIQUE
- OSCARE AFRIQUE
- GROUPEMENT SONED AFRIQUE/SAFEGE/ADK CONSULTING.

La commission des marchés à l'ouverture des offres techniques :

M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Rokhaya SISSOKHO.

Les résultats de l'évaluation des offres techniques :

- GROUPEMENT SETEC INTERNATIONAL/SETEC IA/SENELABO.BTP : 94/100
- SATA AFRIQUE : 89.5/100
- OSCARE AFRIQUE : 86.5/100
- GROUPEMENT SONED AFRIQUE/SAFEGE/ADK CONSULTING : 85/100.

La commission des marchés à l'examen du rapport d'évaluation des offres techniques :

M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

Les résultats de l'évaluation des offres financières :

- GROUPEMENT SETEC INTERNATIONAL/SETEC IA/SENELABO.BTP : 165 065 880 TTC
- SATA AFRIQUE : 119 397 083 F CFA TTC,
- OSCARE AFRIQUE : 53 277 000 F CFA TTC,
- GROUPEMENT SONED AFRIQUE/SAFEGE/ADK CONSULTING : 84 978 526 F CFA TTC.

La commission des marchés à l'ouverture des offres financières :

M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

La commission des marchés à l'examen du rapport d'évaluation des candidatures était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

Le marché est attribué à OSCAR Afrique pour un montant de 53 277 000 F CFA TTC.

Non conformités

- La demande de propositions ne prévoit pas la production des pièces administratives par les candidats et le PV d'ouverture des plis n'en fait pas état, en violation de l'article 44 du CMP ;
- Les procès-verbaux d'ouverture des offres ne sont pas transmis aux candidats soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;
- Non-respect des délais de convocation des membres de la commission des marchés pour l'ouverture des dossiers de

	<p>l'AMI (Lettre n°002119/PAD/CPM du 22 juillet 2013 pour une réunion du 25 juillet 2013) l'examen des propositions techniques (Lettre n°002324/PAD/CPM du 02 septembre 2013 pour une réunion du 05 septembre 2013) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les candidats ne sont pas informés des résultats de la manifestation d'intérêt ; - L'ouverture des offres financières prévue le 12 septembre à 9 h 30 minutes s'est déroulée à 11 h 10 minutes en violation de l'article 67.1 du CMP ; - Le rapport d'évaluation des offres techniques ne donne pas les détails de l'évaluation des critères de qualification des candidats ; - L'attribution provisoire est faite au-delà des 90 jours de délai de validité des propositions tel que prévu à la clause 6 de la Section 3. Données particulières de la DP. (Date d'ouverture des propositions techniques 25 juillet 2013 et date d'attribution 31 octobre 2013) ; - L'attribution provisoire est prononcée le 31 octobre 2013 alors que les candidats n'ont été informés que le 27 novembre 2013 et l'avis d'attribution provisoire publié le 28 novembre 2013, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - L'attribution définitive n'est pas publiée ; - La procédure de passation du marché est restée sans suite sans l'avis préalable de la DCMP, en violation de l'article 65 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'application des articles 39, 44, 65, 67.1, 67.4, 83 et 85 du CMP ; - Les candidats à la manifestation d'intérêt doivent être informés des résultats de la procédure ; - Les rapports d'évaluation des offres techniques doivent être détaillés pour permettre à la commission des marchés d'apprécier objectivement les notes attribuées aux candidats ; - La SNPAD doit veiller à l'attribution des marchés durant la période de validité des offres ou procéder à la prorogation du dit délai à son expiration.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

DP n° C_DG_039
Contrat n° 02/2013/AMI
Analyse environnementale initiale de la plateforme de services de Fatick

Date des lettres d'invitation	10 avril 2013
Date d'ouverture des offres techniques	25 avril 2013
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'examen du rapport des propositions techniques	16 mai 2013
Date d'ouverture des offres financières	30 mai 2013
Date d'attribution provisoire	13 juin 2013
Attributaire	HPR ANKH CONSULTANTS, Cité SONATEL, N° 23, Ouest Foire NINEA : 30754222Y2
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Date de souscription du marché	29 juillet 2013
Date d'approbation du marché	29 juillet 2013
Date de notification du marché	19 août 2013
Date d'enregistrement du marché	12 août 2013
Date de notification de l'OS de démarrage	02 septembre 2013
Délai d'exécution	45 jours
Montant du marché	26 255 000 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	Néant

Les candidats suivants ont été invités :

- PRESTIGE SA
- SYNERGIE ENVIRONNEMENT
- HPR ANKH CONSULTANTS
- MAXEN SARL
- TROPICA
- M. MBAYE MBENGUE FAYE.

Seuls les candidats PRESTIGE SA, SYNERGIE ENVIRONNEMENT, HPR ANKH CONSULTANTS et MAXEN SARL ont déposé une offre.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

A l'issue de l'évaluation des offres techniques, seuls les candidats PRESTIGE SA et HPR ANKH CONSULTANTS ont obtenu la note minimale requise pour l'ouverture des offres financières. La commission des marchés à l'examen des propositions techniques était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Boubacar SEYDI, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

La commission d'ouverture des offres financières était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

Les résultats de l'ouverture des offres financières :

- PRESTIGE SA : 29 500 000 F CFA TTC,
- HPR ANKH CONSULTANTS : 26 255 000 F CFA TTC.

Le marché a été attribué à HPR ANKH CONSULTANTS pour un montant de 26 255 000 F CFA TTC. La commission des marchés était composée de : M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

La négociation du contrat a eu lieu le 08 juillet 2013.

L'ordre de service de démarrage des travaux a été notifié le 02 septembre 2013 sous le numéro 000190.

Le PAD par courrier n° 004291/PAD/RE/CQHE/DG du 19 septembre 2013 a envoyé une lettre à la Directrice de l'Environnement et des Etablissements classés pour demander de requalifier l'étude afin de passer d'une Analyse Environnementale Initiale (AIC) à une Evaluation Environnementale Stratégique (EEC), nécessitant la revue des TDR. A cet effet, par lettre n°005472/PAD/RE/CQHE/DG du 30 décembre 2013, le PAD a accordé une suspension de délais au titulaire du marché, suite à sa demande.

- Transmission du Rapport d'orientation par BE n° 000203/PAD/CQHE du 11 septembre 2013 ;
- Transmission du Rapport provisoire le 21 mars 2014 ;
- Transmission du Rapport final le 29 septembre 2014.

Paiements :

- Facture n°022-09.2013 du 09 septembre 2013 d'un montant de 7 876 500 F CFA TTC (30% au dépôt du rapport d'orientation) ;
- Facture n°035-10.2013 du 14 octobre 2013 d'un montant de 13 127 500 F CFA (50% au dépôt du rapport provisoire et après validation par la PD)
- Facture n°024-09.2014 du 25 septembre 2014 d'un montant de 5 251 000 F CFA TTC (20% à la soumission du Rapport final).

Attestation de bonne exécution n°000246/PAD/RE/CQHE du 08 octobre 2014, délivrée par le PAD.

Non conformités

- Le délai de préparation des offres est de 15 jours en violation de l'article 63.2 du CMP qui stipule que : « *Dans les procédures d'appels d'offres ouverts, avec ou sans qualification, ou d'appel d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appels à la concurrence dans le cas d'appels d'offres nationaux* » ;
- Les accusés de réception des lettres d'invitation des candidats présélectionnés ne sont pas joints au dossier ;
- La demande de propositions ne prévoit pas la production des

	<p>pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les preuves de la transmission des procès-verbaux d'ouverture des offres techniques et financières ne sont pas jointes au dossier de passation reçu, en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ; - Non-respect des délais de convocation des membres de la commission des marchés pour l'ouverture des propositions techniques (Convocation n°001567/PAD/CPM du 22 avril 2013 pour une réunion du 25 avril 2013) et financières (Convocation n°001782/PAD/CPM du 27 mai 2013 pour une réunion du 30 mai 2013) ; - L'attribution provisoire a eu lieu le 13 juin 2013 et le procès-verbal d'attribution est approuvé le 27 juin 2013, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - L'attribution provisoire est prononcée le 13 juin 2013 et les notifications faites le 25 juin 2013 en violation de l'article 83.3 du CMP ; - Les autres candidats n'ayant pas obtenu la note technique minimale requise pour l'ouverture des offres financières ne sont pas informés des résultats de la demande de propositions et la preuve de la restitution de leurs offres financières n'est pas matérialisée ; - Les motifs de non attribution des candidats non retenus ne sont pas indiqués dans les lettres d'informations ; - L'attribution définitive n'est pas publiée ; - Les délais d'exécution ont été suspendus par lettre en lieu et place d'un ordre de service.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à joindre au dossier les accusés de réception des lettres d'invitation des candidats ; - Veiller à l'application des articles 39, 44, 63.2, 67.4, 83 et 85 du CMP ; - Les candidats n'ayant pas obtenu la note technique minimale requise doivent être informés des résultats de la demande de propositions et leurs propositions financières restituées ; - La SNPAD doit veiller à renseigner les lettres d'information

	des motifs de non attribution ; - La suspension des délais d'exécution doit être faite par ordre de service.
Commentaires de l'AC	- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.

DP n° C_DG_010

Contrat n° C2000/13 du 29 octobre 2013**Accompagnement pour l'extension et l'amélioration du système de management qualité-hygiène-sécurité et environnement du PAD**

Date de lancement de la manifestation d'intérêt	Les 23 et 24 février 2013
1 ^{ère} date de réception et d'ouverture des MI	14 mars 2013
Délai de préparation des MI	19 jours
Date d'examen du rapport d'évaluation de l'AMI	16 avril 2013
Date d'ouverture d'un nouveau délai	
2 ^{ème} date de réception et d'ouverture des MI	23 mai 2013
Date d'examen du rapport d'évaluation de l'AMI	13 juin 2013
Date des lettres d'invitation	25 juin 2013
Date d'ouverture des offres techniques	25 juillet 2013
Délai de préparation des offres	30 jours
Date d'examen du rapport des propositions techniques	07 août 2013
Date d'ouverture des offres financières	14 août 2013
Date d'attribution provisoire	29 août 2013
Attributaire	Cabinet QUALITEC mcs , 157 B&D Sacré Cœur III VDN Extension
Date de publication de l'attribution provisoire	Le Soleil des 14 et 15 septembre 2013
Date de souscription du marché	2 octobre 2013
Date d'approbation du marché	15 octobre 2013
Date de notification du marché	12 novembre 2013
Date d'enregistrement du marché	13 novembre 2013
Date de notification de l'OS de démarrage	19 novembre 2013
Délai d'exécution	14 mois
Montant du marché	71 242 500 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	Néant

Un premier avis à manifestation d'intérêt a été publié les 23 et 24 février 2013. A l'ouverture des manifestations d'intérêt le 14 mars 2013, les candidats suivants ont déposé des dossiers :

- AFRIQUE EMERGENCE CONSEIL (AEC) SUARL ;
- GROUPE WOLRDLEADERSHIP 2000 (GROUP WLD 2000) ;
- ENGINEERING ENVIRONNEMENT SERVICES (EES SARL)
- SOLUQUA CONSEIL SENEGAL.

A l'analyse des manifestations d'intérêt à la date du 16 avril 2013, seul le candidat SOLUQUA CONSEIL SENEGAL avait obtenu une note supérieure à 70 points sur 100. A cet effet, un nouveau délai a été ouvert par publication d'un avis dans le Soleil du 02 mai 2013. A la réception des nouvelles candidatures à la date du 23 juillet 2013, les candidats des QUALITEC mcs et AFRIQUE MANAGEMENT CONSEIL ont déposé des candidatures.

A la suite de l'évaluation des manifestations d'intérêt, les candidats suivants ont obtenu des notes supérieures à 70 points sur 100 :

- QUALITEC mcs ;
- SOLUQUA CONSEIL SENEGAL
- AFRIQUE MANAGEMENT CONSEIL.

Le marché a été attribué au cabinet QUALITEC mcs pour un montant de 71 242 500 F CFA TTC.

Les paiements :

- Facture n° 1333 du 10/11/2013 : 7 124 250 F CFA,
- Facture n° 1333 du 20/11/2013 : 7 124 250 F CFA,
- Facture n° 1401 du 06/01/2014 : 21 372 750 F CFA,
- Facture n° 1415 du 28/05/2014 : 17 810 625 F CFA,
- Facture n° 1432 du 24/11/2014 : 17 810 625 F CFA,
- Facture n° 1511 du 27/03/2015 : 7 124 250 F CFA.

Le montant total facturée est de 78 366 750 F CFA TTC alors que le montant du marché est de 71 242 500 F CFA TTC. Aucun élément n'est donné pour justifier le dépassement du montant du marché de 7 124 250 F CFA TTC.

Non conformités

- Les accusés de réception des lettres d'invitation des candidats présélectionnés ne sont pas joints au dossier ;
- La demande de propositions ne prévoit pas la production des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP ;
- Les procès-verbaux d'ouverture des offres ne sont pas transmis aux candidats soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;
- Non-respect des délais de convocation des membres de la commission des marchés pour l'ouverture des manifestations d'intérêt (Convocation n° 000306/CPM/DG du 12 mars 2013 pour une réunion du 14 mars 2013 et Convocation n°002119/PAD/CPM du 22 juillet 2013 pour une réunion du 25 juillet 2013) et ouverture des demandes de propositions (Convocation n°002241/PAD/CPM du 12 août 2013 pour une réunion du 14 août 2013) ;
- Les autres candidats n'ayant pas obtenu la note minimale requise pour l'ouverture des offres financières ne sont pas informés des résultats de la demande de propositions ;
- L'attribution provisoire a eu lieu le 29 août 2013 et la notification aux candidats le 13 septembre 2013, en violation de l'article 83.3 du CMP ;
- L'attribution définitive n'est pas publiée.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à joindre au dossier les accusés de réception des lettres d'invitation des candidats ;- Veiller à l'application des articles 39, 44, 67.4, 83.3 et 85 du CMP ;- Les candidats n'ayant pas obtenu la note technique minimale requise doivent être informés des résultats de la demande de propositions et leurs offres financières restituées.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.

DP n° C_DG_013
Contrat n° C1814/13 du 03 octobre 2013
Audit environnemental des installations du PAD

Date de lancement de la manifestation d'intérêt	Les 23 et 24 février 2013
Date de réception et d'ouverture des MI	14 mars 2013
Délai de préparation des MI	19 jours
Date d'examen du rapport d'évaluation de l'AMI	16 avril 2013
Date des lettres d'invitation	08 mai 2013
Date d'ouverture des offres techniques	13 juin 2013
Délai de préparation des offres	36 jours
Date d'examen du rapport des propositions techniques	13 juin 2013
Date d'ouverture des offres financières	25 juillet 2013
Date d'attribution provisoire	07 août 2013
Attributaire	HPR ANKH CONSULTANTS , Cité SONATEL, N° 23, Ouest Foire NINEA : 30754222Y2
Date de publication de l'attribution provisoire	11 septembre 2013
Date de souscription du marché	12 septembre 2013
Date d'approbation du marché	27 septembre 2013
Date de notification du marché	10 octobre 2013
Date d'enregistrement du marché	10 octobre 2013
Date de notification de l'OS de démarrage	19 novembre 2013
Délai d'exécution	10 semaines
Montant du marché	59 611 830 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	28 novembre 2013

L'avis à manifestation d'intérêt a été publié dans le journal « Le Soleil » des 23 et 24 février 2013. A l'ouverture des manifestations d'intérêt le 14 mars 2013, les candidats suivants ont déposé un dossier :

- INGENIERIA IDOM INTERNATIONAL SA ;
- IDEA CONSULT ;
- PRESTIGE CABINET CONSEIL ;
- CABINET EDE INTERNATIONAL ;
- ENGINEERING ENVIRONNEMENT SERVICES (EES SARL) ;
- HPR ANKH CONSULTANTS ;
- GROUPE SOTERCO ;
- GROUPE WOLRDLEADERSHIP 2000 (GROUP WLD 2000).

La commission des marchés d'ouverture et d'examen des manifestations d'intérêt était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

A l'analyse des manifestations d'intérêt à la date du 16 avril 2013, seuls les trois (03) candidats suivants ont obtenu une note supérieure à 70 points sur 100 et des lettres d'invitation leur ont été envoyées à la date du 08 mai 2013 :

- CABINET EDE INTERNATIONAL,
- ENGINEERING ENVIRONNEMENT SERVICES (EES SARL),
- HPR ANKH CONSULTANTS.

La commission des marchés à l'ouverture des offres techniques était composée de : M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

A l'ouverture des propositions techniques le 13 juin 2013, seuls deux (2) candidats suivants ont répondu : ENGINEERING ENVIRONNEMENT SERVICES (EES SARL) et HPR ANKH CONSULTANTS.

Les résultats de l'évaluation des offres techniques par la commission des marchés composée de M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW, sont :

- HPR ANKH CONSULTANTS : 90/100
- ENGINEERING ENVIRONNEMENT SERVICES (EES SARL) : 79,5/100.

Les résultats de l'ouverture des offres financières par la commission des marchés composée de M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Rokhaya SISSOKHO, sont :

- HPR ANKH CONSULTANTS : 56 611 830 F CFA TTC,
- ENGINEERING ENVIRONNEMENT SERVICES (EES SARL) : 88 479 940 F CFA TTC.

Le marché a été attribué au cabinet HPR ANKH CONSULTANTS pour un montant de 59 611 830 F CFA TTC par la commission des marchés composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membres), Rapporteur : Rokhaya SISSOKHO.

Les paiements :

- Facture n°036-10.2013 du 23 octobre 2013 : 11 922 366 F CFA TTC (20% d'avance de démarrage cautionnée),
- Facture n°030-12.2013 du 30 décembre 2013 : 11 922 366 F CFA TTC (20% à la validation par le PAD du rapport d'étape)
- Facture n°011-04-2014 du 18 avril 2014 : 23 844 732 F CFA TTC (40% à la validation du rapport provisoire par le PAD).

Non conformités

- Les accusés de réception des lettres d'invitation des candidats présélectionnés ne sont pas joints au dossier ;
- La demande de propositions ne prévoit pas la production des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP ;
- Les procès-verbaux d'ouverture des offres ne sont pas transmis aux candidats soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect des délais de convocation des membres de la commission des marchés pour l'ouverture des manifestations d'intérêt (Convocation n° 000306/CPM/DG du 12 mars 2013 pour une réunion du 14 mars 2013 et Convocation n°002119/PAD/CPM du 22 juillet 2013 pour une réunion du 25 juillet 2013) et ouverture des demandes de propositions (Convocation n°002241/PAD/CPM du 12 août 2013 pour une réunion du 14 août 2013) ; - Les candidats non retenus à l'issue de l'analyse des manifestations d'intérêt ne sont pas informés du rejet de leur candidature ; - L'attribution provisoire a été prononcée le 07 août 2013 et la publication le 11 septembre 2013, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - Les autres candidats n'ayant pas obtenu la note minimale requise pour l'ouverture des offres financières ne sont pas informés des résultats de la demande de propositions ; - La notification du marché est faite le 10 octobre 2013 et la publication de l'attribution définitive le 28 novembre 2013, en violation de l'article 85 du CMP ; - La garantie de bonne exécution n'est pas fournie en violation de l'arrêté 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'application des articles 39, 44, 67.1, 67.4, 83, 85 et 112 du CMP ; - Les candidats à la manifestation d'intérêt doivent être informés des résultats de la procédure ; - Les candidats n'ayant pas obtenu la note technique minimale requise doivent être informés des résultats de la demande de propositions et leurs offres financières restituées.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° F_DG_129	
CONTRAT N° 01/2013/Cdu 16 avril 2013 : Fourniture de plaques réfléctorisées au PAD	
Date d'invitation	20 février 2013
Date de dépôt des offres	07 mars 2013
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	14 mars 2013
Attributaire	QUALI PLAQUES SARL NINEA : 004156718 2C2 Adresse : Route de Colobane en face Service des mines
Montant du marché en F CFA TTC	11 044 000 F CFA TTC
Date du contrat	16 avril 2013
Date d'approbation du marché	16 avril 2013
Date de notification du marché	19 avril 2013
Date d'enregistrement du marché	18 avril 2013
Date du PV de réception	30 avril 2013
Délai d'exécution	10 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - QUALI PLAQUES, - SERITEC, - Altercom, - VISION 24, - TOUBA PLAQUES.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture de plaques réfléctorisées au PAD. Parmi les cinq (04) candidats invités, les quatre (04) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • QUALI PLAQUES : 11 040 000 F CFA ; • SERITEC : 18 500 000 F CFA ; • VISION 24 : 9 910 000 F CFA ; • TOUBA PLAQUES : 11 400 000 F CFA. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Bakary SNAE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>C'est la même commission qui a siégé pour l'attribution du marché.</p> <p>Le marché est attribué à QUALIPLAQUES pour un montant de 11 040 000 F CFA TTC.</p> <p>Les paiements effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture n° 002010 du 25 avril 2013 d'un montant de 11 044 800 F CFA TTC par virement bancaire n° 8317 Crédit du Sénégal. 	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission ; - Le rapport d'évaluation mentionne que l'offre du soumissionnaire VISION 24 n'a pas respecté la description technique sans préciser les éléments de non-conformité opposés au candidat VISION 24 qui a pourtant proposé l'offre la moins disante à l'ouverture des plis ; - L'attestation de service fait du soumissionnaire QUALIPLAQUES a fait l'objet de compléments après la séance d'ouverture des plis. Les lettres de demande de compléments de dossier et de réponse du candidat ne sont pas jointes au dossier ; - Non-respect des délais de convocation pour l'examen du rapport d'évaluation des offres (date de convocation le 12 mars 2013 pour une séance au 14 mars 2013), en violation de l'article 39 du CMP sur les délais de convocations aux réunions de la commission des marchés ; - L'attribution provisoire a eu lieu le 14 mars 2013 et le procès-verbal approuvé le 03 avril 2014 en violation de l'article 83.3. du CMP ; - Les lettres d'information des candidats non retenus sont archivés mais sans la preuve de réception et les motifs de non attribution du marché ; - Les lettres d'information de l'attribution ont été émises le 08 avril 2013, soit quinze (15) jours après la séance d'attribution qui s'est tenue le 14 mars 2013 en violation de l'article 83.3 du CMP ; - Il est noté une incohérence entre la date de notification du marché (19 avril 2013) et la date d'enregistrement (18 avril 2013).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ; - Veiller à respecter les dispositions des articles 39, 44, 67.4, 70 et 83 du CMP ; - La Cellule de passation des marchés doit être plus vigilante sur la cohérence des dates de la procédure de passation des marchés ;

	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à bien archiver les dossiers de la procédure de passation des marchés.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.

DRP N° F _DG_040	
CONTRAT N° 03/2013/C : Acquisition de matériels de plongée	
Date d'invitation	18 mars 2013
Date de dépôt des offres	02 avril 2013
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	02 mai 2013
Attributaire	COMPAGNIE DE COMMERCE ET DE SERVICES (CCS) , Scat Urbam n° S-09-B Grand Yoff, NINEA : 0494443 2 R 2
Montant du marché en F CFA TTC	4 058 439 F CFA TTC
Date du contrat	15 mai 2013
Date d'approbation du marché	24 mai 2013
Date de notification du marché	28 mai 2013
Date d'enregistrement du marché	26 juin 2013
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	Sept (07) semaines
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - SOGEPORT, - SOFIDIS, - CCS, - Tous Travaux Sous-Marins (TTSM), - SOMIM, - Transafricaine de Travaux et Services, - Centre de la Mer.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture de matériels de plongée. Sur les sept (07) candidats sélectionnés, seuls deux (02) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Centre de la Mer : 5 297 020 F CFA TTC, • CCS: 4 058 439 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SNAE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>La commission des marchés à l'attribution : M. Mbaye FALL, Président, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Boubacar SEYDI et M. Bakary SNAE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 4 058 439 F CFA TTC.</p> <p>Le marché a fait l'objet de résiliation.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de

	soumission ; <ul style="list-style-type: none"> - La lettre de notification au candidat non retenu ne précise pas les motifs de non attribution du marché ; - Délai d'un (01) mois entre l'ouverture des plis et l'attribution.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du CMP ; - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP. - Veiller à l'information des candidats non retenus des motifs de non attribution ; - Veiller au respect des dispositions de l'article 83.3 du CMP sur le délai de la décision de l'autorité contractante relative à la proposition d'attribution.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

DRP N° F_DG_094	
CONTRAT N° 06/20131/C : Fourniture de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD	
Date de lancement	Le Soleil du 21 mars 2013
Date de dépôt des offres	02 avril 2013
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	08 mai 2013
Attributaire	SESAM INFORMATICS , NINEA : 26526852T2, Adresse : Cité COMICO 3 VDN 11764
Montant du marché en F CFA TTC	13 355 122 F CFA TTC
Date du contrat	17 juin 2013
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	17 juin 2013
Date d'enregistrement du marché	19 juin 2013
Date du PV de réception provisoire	15 novembre 2013
Délai d'exécution	Deux (02) semaines
<p>Il s'agit d'un marché d'acquisition de licences pour le renouvellement de la solution de filtrage d'URL (WEBSense) du PAD. Un avis de Demande de Renseignements et de Prix a été lancé dans le journal Le Soleil du 21 mars 2013. Trois (03) candidats ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NEUROTECH : 17 371 550 F CFA TTC • ETS ABDOULAYE THIAW : 22 535 200 F CFA TTC • SESAM INFORMATICS : 13 355 122 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Boubacar SEYDI, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 13 355 122 F CFA TTC.</p> <p>Les paiements effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture n° 2013-0256 d'un montant de 13 355 122 F CFA TTC, réglée par virement bancaire n° 4799 Crédit du Sénégal. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives ; - Délai long entre la date d'ouverture des plis (le 02 avril 2013) et la date d'attribution (le 08 mai 2013), en violation de l'article 70 du CMP ;

	<ul style="list-style-type: none"> - La notification du marché (le 03 juin 2013) est faite au-delà du délai requis après la date d'attribution (le 08 mai 2013) ; - Le rapport d'évaluation est très sommaire ; - Dans le rapport d'évaluation, il est indiqué que la durée de validité des offres est de 90 jours alors qu'elle est de 60 jours dans le dossier de DRP ; - Les lettres de notification de non attribution jointes au dossier ne précisent pas les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants. En plus, il n'existe pas de preuves de réception de ces lettres par les candidats ; - Le marché est signé le 17 juin 2013, soit plus de 60 jours après la date de réception des soumissions, en violation de l'article 16 des Instructions aux Candidats du cahier des charges ; - Les justificatifs de règlement et le procès-verbal de réception ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 44 ; - Les rapports d'évaluation des offres doivent être mieux détaillés ; - Veiller à la réception des lettres d'information de non attribution aux candidats concernés et inclure les motifs de non attribution ; - Veiller à la cohérence entre les informations contenues dans le dossier de DRP et celles du rapport d'évaluation ; - Veiller au respect des 60 jours prévus dans les cahiers de charge entre la réception des offres et la signature du marché ; - Veiller au bon archivage des procès-verbaux de réception et les justificatifs de paiement des marchés.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

DRP N° F_DG_105
CONTRAT N° 09/2013/C
Acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT

Date d'invitation	16 avril 2013
Date de dépôt des offres	02 mai 2013
Délai de préparation des offres	16 jours
Date d'attribution	30 mai 2013
Attributaire	CFAO TECHNOLOGIES , NINEA : 00 93 394 2G3103, Sotrac Mermoz
Montant du marché en F CFA TTC	29 757 749 F CFA TTC
Date du contrat	1 ^{er} juillet 2013
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	09 juillet 2013
Date d'enregistrement du marché	04 juillet 2013
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	Six (06) semaines
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - SERIACOM Groupe Sénégal, - ORANGE BUSINESS SERVICES, - ERUPSY - CFAO TECHNOLOGIES, - NEUROTECH, - BULL SENEGAL SARL.

Il s'agit d'un marché d'acquisition d'une solution de sauvegarde et de restauration (robot et logiciel) de l'infrastructure du PORT. Parmi les cinq (5) candidats invités, un seul a soumissionné :

- CFAO TECHNOLOGIES : 29 757 749 F CFA TTC.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SY SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membres, Rapporteur : Oumar SOW.

Le marché est attribué au seul soumissionnaire ayant répondu à la consultation, pour un montant de 29 757 749 F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Facture n° 6502086 du 28 novembre 2013 d'un montant de 29 757 749 F CFA TTC réglée par virement CBAO n° 005041.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché ; - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives en violation de l'article 44 du CMP ; - La convocation à la séance d'attribution datée du 27 mai 2014 pour une réunion au 30 mai 2013, en violation de l'article 39 du CMP ; - Absence de preuves de transmission du PV d'ouverture des plis au soumissionnaire ; - Il est mentionné dans le rapport d'évaluation que les tableaux I (Identification) et II (Déroulement de l'appel d'offres) sont sans objet alors qu'ils doivent être renseignés ; - Le marché est attribué le 30 mai 2013, soit plus de 15 jours après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP ; - Le titulaire n'a pas fourni la garantie de bonne exécution et aucune retenue n'a été opérée sur les paiements, en violation de l'arrêté 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ; - Veiller au respect des dispositions des articles 39, 44, 67.4 et 70 du CMP ; - Veiller à bien renseigner les rapports d'évaluation ; - La garantie de bonne exécution doit être constituée conformément à l'arrêté 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 112 du CMP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

DRP N° F_DG_020	
CONTRAT N°23/2011/C : Acquisition d'un logiciel de navigation maritime	
Date de publication	Le Soleil du 18 juillet 2013
Date de dépôt des offres	29 juillet 2013
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'attribution	07 août 2013
Attributaire	SAREDICA , 11, Bd Djily MBAYE x Rue Caillé, NINEA : 0031774 2 G 2
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	8 213 886 F CFA TTC
Date du contrat	16 septembre 2013
Date d'approbation du marché	16 septembre 2013
Date de notification du marché	17 septembre 2013
Date d'enregistrement du marché	19 septembre 2013
Date du PV de réception provisoire (Date de livraison des fournitures)	06 février 2014
Délai d'exécution	06 semaines
Liste des candidats	<ul style="list-style-type: none"> - FINETECH, - Estim Action SARL, - TITAN AFRIC S.A., - FIBRES ET RESEAUX, - SOFNOR Technologies, - NGOM & FRERES SARL, - SERIACOM SENEGAL, - HOMEVIEW SENEGAL S.A, - SAREDICA.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture relative à l'acquisition d'un logiciel de navigation maritime. Parmi les neuf (09) sociétés ayant acheté le dossier de consultation, cinq (05) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • TITAN AFRIC S.A. : 12 567 000 F CFA TTC, • NGOM & FRERES SARL : 18 797 400 F CFA TTC, • SAREDICA : 8 213 886 F CFA TTC, • SOFNOR Technologies : 11 816 550 F CFA TTC, • Estim Action SARL : 8 544 063 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Mbaye FALL, M. Abdoul Aziz SEMBENE et M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL, Mouhamed Gorgui Seyni POUYE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur : Rokhayé SISSOKHO.</p>	

Le marché est attribué au soumissionnaire SAREDICA qui a proposé l'offre la moins disante pour un montant de 8 213 886 F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Facture n° F14T0097 du 21/01/2014 d'un montant de 8 213 886 F CFA TTC réglée à hauteur de 7 753 908 F CFA par virement bancaire CDS n° 0107 .

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats ; - Une visite des lieux a été organisée le 25 juillet 2013 avec la présence de quatre (04) candidats sur les neuf (09) ayant acheté le dossier de consultation. Le mail d'information du 23 juillet 2013 relative à cette visite n'a pas été envoyé à tous les candidats, ce qui est en porte à faux avec le critère d'équité entre les candidats qui doit régir la procédure de passation des marchés ; - Il n'y a pas de preuves de transmission du P.V. d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à la consultation en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Les lettres d'information ne précisent pas l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants ; - Seules les lettres d'information de non attribution de TITAN AFRI, SOFNOR et NGOM et FRERES sont jointes au dossier sans les accusés de réception,
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 44 ; - La SNPAD doit veiller à l'égalité dans l'information de tous les candidats durant la procédure de passation du marché ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Les lettres d'information aux candidats perdants doivent être mieux renseignées avec les motifs de rejet des offres ; les preuves de réception des dites lettres par les candidats doivent être archivées.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

Appréciation du Cabinet	- Voir tableau 1.
DRP N° F_DG_146	
CONTRAT N°24/2013/C : Fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG	
Date d'invitation	29 août 2013
Date de dépôt des offres	12 septembre 2013
Délai de préparation des offres	14 jours
Date d'attribution	10 octobre 2013
Attributaire	INTERNATIONAL DE FOURNITURE ET D'EQUIPEMENT (I.F.E.) NINEA : 004689503 2A2, Adresse : 88, Avenue Lamine GUEYE
Montant du marché en F CFA TTC	15 600 000 F CFA H TVA et HD
Date du contrat	27 novembre 2013
Date d'approbation du marché	27 novembre 2013
Date de notification du marché	27 novembre 2013
Date d'enregistrement du marché	6 décembre 2013
Date du PV de réception provisoire	Non renseigné
Délai d'exécution	30 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - CODEX SA ; - IMPACT ENTREPRISE, - SENEGALAISE D'ETUDES ET D'ENERGIE GENERALE, - DELTA MARINE INDUSTRIES, - INTERNATIONAL DE FOURNITURE ET D'EQUIPEMENT, - HYDROLA, - ADEMAT.
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de quatre (04) pompes GILKES pour les chaloupes de la LMDG. Sur les sept (07) candidats sélectionnés, seuls quatre (04) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • IFE : 15 600 000 HT et HD, • DELTA MARINE INDUSTRIES : 29 420 980 HT et HD, • IMPACT ENTREPRISE : 23 400 000 HT et HD, • CODEX SA : 26 891 063 HT et HD. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Amadou Tidiane DIAW et M. Bakary SANE membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL, M. Amadou Tidiane DIAW et M. Bakary SANE membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 15 600 000 HT et HD.</p> <p>Les paiements effectués :</p>	

- Facture n° 4 du 15/01/2014 d'un montant de 15 600 000 F CFA, réglée par virement n° 04957 Crédit du Sénégal.

Non conformités

- Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP;
- Il n'y a pas de preuve de la réception de la lettre d'invitation au candidat ADEMAT ;
- Il n'y a pas de preuve de transmission des procès-verbaux d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à la consultation, en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Non-respect des délais de convocation pour l'examen du rapport d'évaluation des offres (date de convocation le 07 octobre 2013 pour une séance au 10 octobre 2013), en violation de l'article 39 du CMP ;
- L'ouverture des plis a eu lieu le 12 septembre 2013 et l'attribution provisoire le 10 octobre 2015, soit plus de 15 jours en violation de l'article 70 du CMP ;
- Le procès-verbal d'attribution provisoire établi le 10 octobre 2013 n'a été approuvé par la PRM que le 31 octobre 2013, en violation de l'article 83 du CMP, sur le délai de la décision de l'autorité contractante relative à la proposition d'attribution ;
- La notification d'attribution provisoire a été faite le 05 novembre 2013 par lettre n°004744/PAD/CPM/DG soit vingt-six (26) jours après la séance d'attribution qui s'est tenue le 10 octobre 2013 et approuvé par la PRM le 31 octobre 2013 ;
- Seules les lettres de notification de non attribution du marché aux candidats CODEX et DMI sont jointes au dossier. Les lettres d'information ne précisent pas l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants. Ceci est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel ;
- La signature du marché est faite au-delà des 60 jours prévus à la Clause 16.1 des Instructions aux candidats de la DRP ;
- Les justificatifs de la réception du matériel ne sont pas jointes au dossier ;
- Les pièces de règlement ne sont pas jointes au dossier.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à respecter les dispositions des articles 39, 44, 67.4, 70 et 83 du CMP ; - Les accusés de réception des lettres d'invitation doivent être bien archivés ; - Veiller à respecter la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ; - Veiller à préciser dans les lettres d'information aux candidats, le nom de l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants. - Veiller au respect du délai de 60 jours prévus à la clause 16.1 entre la réception des offres et la signature du marché ; - Veiller à bien archiver les procès-verbaux de réception et les justificatifs de règlement.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

DRP N° T_DG_062	
CONTRAT N° 17/2031/C du 15 octobre 2013 : Réhabilitation du réseau courant ondulé du PAD	
Date d'invitation	31 juillet 2013
Date de dépôt des offres	14 août 2013
Délai de préparation des offres	14 jours
Date d'attribution	06 septembre 2013
Attributaire	NEW ENERGY WEST AFRICA , NINEA : 004502276 2V2, Adresse : Villa n°6, Rue 51 Mermoz
Montant du marché en F CFA TTC	29 815 650 F CFA TTC
Date du contrat	15 octobre 2013
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	28 octobre 2013
Date d'enregistrement du marché	22 octobre 2013
Date du PV de réception provisoire	Non renseigné
Délai d'exécution	30 jours
Entreprises consultées	<ul style="list-style-type: none"> - NEW AFRICA ENERGY, - CFAO TECHNOLOGIES, - CASIS FROID, - MATFORCE, - EQUIP PLUS, - SENEIGU, - SALQUE ENERGY & INDUSTRIE, - PANAF.
<p>Il s'agit d'un marché pour la réhabilitation du réseau courant ondulé. Seuls trois (03) sur les huit (10) candidats invités ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NEW ENERGY WEST AFRICA : 29 815 650 F CFA TTC • SALQUE ENERGY & INDUSTRIE : 21 259 470 F CFA TTC • SEINEGU : 43 629 305 F CFA TTC. <p>Le marché est attribué à NEW ENERGY WEST AFRICA pour un montant de 29 815 650 F CFA TTC.</p> <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW et M. Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>Les paiements effectués : Facture n° F1101-013 du 19/11/2013 d'un montant de 29 815 650 F CFA TTC pour un montant de règlement de 23 776 718 F CFA, réglée par virement Crédit du Sénégal n° 8526.</p>	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats ; - Non-respect des délais de convocation pour l'ouverture des plis (date de convocation le 12 août 2013 pour une séance au 14 août 2013) et aussi pour l'examen du rapport d'évaluation des offres (date de convocation le 02 septembre 2013 pour une séance au 05 septembre 2013), en violation de l'article 39 du CMP sur les délais de convocations aux réunions de la commission des marchés ; - L'ouverture des plis a eu lieu le 14 août 2013 et l'attribution provisoire le 06 septembre 2013, soit plus de 15 jours en violation de l'article 70 du CMP ; - Les lettres d'information ne précisent pas l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants ; - La notification d'attribution provisoire aux candidats a été faite le 20 septembre 2013 par lettre n°004309/PAD/CPM/DG soit quinze (15) jours après la séance d'attribution qui s'est tenue le 06 septembre 2013 en violation de l'article 83.3 du CMP ; - Il est noté une incohérence entre la date de notification du marché (28 octobre 2013) et la date d'enregistrement (22 octobre 2013).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à respecter les dispositions des articles 39, 44, 67.4, 70 et 83 du CMP ; - La Cellule de passation des marchés doit être plus vigilante sur la cohérence des dates de la procédure de passation des marchés.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.

DRP N° F_DG_108	
CONTRAT N° 22/2013/C du 21 novembre 2013 : Acquisition de téléphones portables	
Date d'invitation	09 septembre 2013
Date de dépôt des offres	26 septembre 2013
Délai de préparation des offres	17 jours
Date d'attribution	21 octobre 2013
Attributaire	LYKMA GROUP , Avenue HASSAN II, NINEA : 2479641 2 B 2
Montant du marché en F CFA TTC	18 832 800 F CFA TTC
Date du contrat	21 novembre 2013
Date d'approbation du marché	21 novembre 2013
Date de notification du marché	22 novembre 2013
Date d'enregistrement du marché	03 décembre 2013
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	7 jours
Mode d'appel d'offres	DRP
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture relatif à l'acquisition de téléphones portables. Cinq (05) candidats ont soumissionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SOCIETE SENEGALAISE DE COMMERCE GENERAL ET DE PRESTATION (SSCG) : 27 715 000 F CFA TTC • LYKMA GROUP : 18 832 800 F CFA TTC • DIGITAL ELECTRONICS : 17 490 000 F CFA TTC • NDOUCOUMANE PORTABLES: 16 706 500 F CFA TTC • SECOMDIS : 24 100 320 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW et M. Mbaye FALL et M. Bakary SNAE, membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>Le marché est attribué à LYKMA GROUP pour un montant de 18 832 800 F CFA TTC.</p> <p>Les paiements effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture n° A03/12/2013 (Avance) : 7 980 000 F CFA H TVA, soit 9 416 400 F CFA TTC, réglé par virement bancaire n° 8841 Crédit du Sénégal. - Facture n° B03/12/2013 (Solde) : 7 980 000 F CFA H TVA, soit 9 416 400 F CFA TTC, réglée à hauteur de 7 744 590 F CFA H TVA par virement bancaire n° 08882 Crédit du Sénégal. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de validité des offres dans le cahier des charges est de 90 jours et celui dans l'avis d'appel public de 60 jours, - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces

	<p>administratives,</p> <ul style="list-style-type: none">- Seules les lettres de notification de non attribution du marché à SSCG, NDOUCOUMANE PORTABLES et SECOMDIS sont jointes au dossier. Ces lettres ne précisent pas les motifs de la non attribution du marché à ces candidats.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Harmoniser le délai de validité des offres entre le cahier de charges et l'avis d'appel public ;- Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP sur la fourniture des pièces administratives ;- Veiller à l'archivage des lettres d'information aux candidats non retenus et à la prise en compte des motifs de non attribution dans ces lettres.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.

DRP N° T_DG_037
CONTRAT N° 08/2013/C : Travaux de réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD

Date d'invitation	15 mars 2013
Date de dépôt des offres	26 mars 2013
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'attribution	02 mai 2013
Attributaire	INGECO , NINEA : 2552215 2C3, Adresse : Point E, Rue 3 x Boulevard de l'Est
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	17 053 761 F CFA TTC
Date du contrat	27 juin 2013
Date d'approbation du marché	27 juin 2013
Date de notification du marché	27 juin 2013
Date d'enregistrement du marché	18 juillet 2013
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	45 jours
Entreprises consultées	<ul style="list-style-type: none"> - Entreprise DA ROSA, - Entreprise DIANATOUL MAKHWA, - EDPE, - INGECO, - PANAFRICAINNE d'Entreprises, - ATLAS LTD, - CERSO BTP.

Il s'agit d'un marché de travaux concernant la réhabilitation du château d'eau du môle 4 du PAD. Parmi les sept (07) sociétés ayant acheté le cahier de charges, les cinq (05) suivantes ont soumissionné :

- Entreprise DA ROSA : 23 615 465 F CFA TTC ;
- PANAFRICAINNE d'Entreprises : 19 804 051 F CFA TTC ;
- Entreprise DIANATOUL MAKHWA : 19 316 624 F CFA TTC ;
- CERSO BTP : 24 680 556 F CFA TTC;
- INGECO: 17 053 762 F CFA TTC.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Mbaye FALL, Président, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Boubacar SEYDI et M. Bakary SANE, membres), Rapporteur : Oumar SOW.

Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 17 053 762 F CFA TTC.

Avenant :

L'objet est le changement de numéro de domiciliation bancaire.

- Date de souscription de l'avenant : 12 mai 2013
- Date d'enregistrement : Non enregistré
- Date d'approbation : Non renseigné.
- Montant : Sans incidence financière.

Les paiements effectués :

Récapitulatif des travaux effectués et certifiés par le DIS et le DSTA d'un montant de 17 053 761 F CFA TTC.

- Facture n° 14/F 14 d'un montant de 12 746 964 F CFA, réglée par virement bancaire n° 9910 Crédit du Sénégal.

Non conformités

- Le cahier des charges ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives ;
- L'ouverture des plis prévue le 26 mars 2013 a eu lieu le 28 mars 2013, en violation de l'article 67.1 du CMP qui stipule que : « *A l'expiration des date et heure limites de dépôt des offres, la commission des marchés est chargée de procéder à l'ouverture des plis. Seuls peuvent être ouverts les plis reçus au plus tard aux date et heure limites de dépôt des offres* » ;
- Il n'existe pas de preuves de la transmission du P.V. d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à la consultation en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Les lettres d'information ne précisent pas l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants ;
- L'ouverture des plis a eu lieu le 28 mars 2013 et l'attribution provisoire le 02 mai 2013, soit plus de 15 jours en violation de l'article 70 du CMP ;
- L'ouverture des plis a eu lieu le 28 mars 2013 et le contrat signé le 27 juin 2013, soit plus de 60 jours en violation des dispositions de l'article IC.37 des IC ;
- La SNPAD a signé un avenant avec INGECO au-delà des délais d'exécution contractuels du marché. En effet, une mise en demeure a été notifiée à l'entreprise le 04 septembre 2013 pour retard dans l'exécution des travaux. Par lettre n° 000741/PAD/CPM/DG du 06 mars 2014, le PAD demandait à l'entreprise INGECO de fournir des compléments de dossiers pour le changement de domiciliation bancaire. Le 12 février 2014, INGECO avait demandé au PAD de procéder directement au règlement des factures au titre du marché, à l'entreprise UTL SERVICES avec qui il a signé le 27 novembre 2013, un contrat de sous-traitance pour un montant de 15 053 761. La lettre de INGECO du 28 avril 2014 demandait au Port de payer

	<p>directement au sous-traitant, la somme de 15 053 761 F CFA TTC. La SNPAD a signé un avenant avec INGECO à la date du 12 mai 2013 avec comme objet, le changement de domiciliation bancaire pour le compte de UTL SERVICES. L'avenant n'est pas enregistré.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD a accepté la sous-traitance par l'entreprise titulaire de la totalité du marché à UTL SERVICES en violation de l'article 48 du CMP qui stipule que : « <i>Le titulaire d'un marché public de travaux ou d'un marché public de service peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché jusqu'à concurrence de 40% de son montant, ...</i> » ; - La SNPAD ne s'est pas conformée aux modalités de sous-traitance prévues à l'article 49 du CMP ; - Les travaux ont été exécutés hors délais alors que les pénalités de retard ne sont pas appliquées, en violation de l'article 9 du contrat (Pour un délai d'exécution des travaux de quarante-cinq (45) jours avec un ordre de service de démarrage notifié le 1^{er} août 2013, la réception provisoire a été prononcée le 18 janvier 2014) ; - Un procès-verbal de réception provisoire signé par le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement est joint au dossier. en lieu et place d'un procès-verbal signé par une commission de réception dument constituée.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 44 ; - La SNPAD doit se conformer aux dispositions de l'article 67.1 du CMP relatives à l'ouverture des plis ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Les lettres d'information aux candidats perdants doivent être mieux renseignées avec les motifs de rejet des offres - La SNPAD doit se conformer aux dispositions de l'article 70 du CMP ; - Dans un souci de réduire les délais de passation des marchés, la SNPAD doit prendre ses dispositions pour contractualiser avec les titulaires de marché dans les soixante (60) jours prévus dans le cahier des charges ;

	<ul style="list-style-type: none">- Les dispositions des articles 48 et 49 relatives aux avenants doivent être respectées ;- Les pénalités de retard doivent être appliquées comme prévues à l'article 9 du contrat ;- La réception provisoire doit être prononcée par la commission désignée à cet effet.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.

DRP N° T_DG_025	
CONTRAT N° 01/2014/C : Travaux de réhabilitation du Phare des Almadies	
Date de lancement	07 novembre 2013
Date de dépôt des offres	21 novembre 2013
Délai de préparation des offres	14 jours
Date d'attribution	12 décembre 2013
Attributaire	CENTRE DE LA MER , Km 4, Route des Hydrocarbures, NINEA : 2243731 2 A 2
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	19 989 200 F CFA TTC
Date du contrat	09 janvier 2013
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	13 janvier 2014
Date d'enregistrement du marché	15 janvier 2014
Date du PV de réception provisoire	30 avril 2014
Délai d'exécution	45 jours
Entreprises consultées	<ul style="list-style-type: none"> - EIFFAGE, - SOMIM, - TTSM, - TTS, - CENTRE DE LA MER, - SITRA, - GENERALE DE TRAVAUX ET D'ENTREPRISE.
<p>Il s'agit d'un marché de travaux concernant la réhabilitation du Phare des Almadies. Parmi les sept (07) entreprises ayant acheté le dossier, seules quatre (04) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CENTRE DE LA MER : 19 989 200 F CFA TTC ; • TTS : 49 621 061 F CFA TTC ; • TTSM : 33 925 000 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Gallo SAMBE, Président, M. Ely Manel DIOP, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Amadou Tidiane DIAW, M. Mbaye FALL, M. Bakary SANE et M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Ely Manel DIOP, Président, M. Abdoul Aziz SEMBENE, M. Mbaye FALL et M. Amadou Tidiane DIAW, membres, Rapporteur : Oumar SOW.</p> <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 19 989 200 F CFA TTC.</p> <p>Ordres de service n° 0002 et 0003 en date du 21 février 2014 et du 19 mai 2014 d'arrêt des travaux de 10 jours pour cause de perturbations météorologiques (Délai d'exécution 45 jours à partir du 17 février 2014) ; Le PAD avait reçu auparavant les justificatifs météorologiques</p>	

prouvant le retard dans la mobilisation du chantier après la date de notification. Pour l'OS N° 0002, c'est suite à une météo exceptionnelle enregistrée (voir CR de réunion de chantier n°4 du 1^{er} avril 2014).

La réception provisoire des travaux a eu lieu le 30 avril 2014 et celle de levée des réserves, le 14 mai 2014.

Les paiements effectués :

- Facture n° 12/2014 du 19/05/2014 d'un montant de 19 989 200 F CFA TTC avec un règlement à hauteur de 15 680 680 F CFA par virement bancaire n° 9748 CDS.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier des charges ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives ; - Une note d'informations n°000419/PAD/CPM du 11 novembre invitait les candidats à une visite des lieux. Cependant, les justificatifs de la transmission de note à tous les candidats ne sont pas joints au dossier. Seules les entreprises TTSM, TTS, CENTRE DE LA MER, GTE et EIFFAGE étaient représentées ; - Les convocations aux séances d'ouverture des plis (date du 19 novembre 2013 pour une réunion du 21 novembre 2013) et d'attribution (date du 09 décembre 2013 pour une réunion du 12 décembre 2013), en violation de l'article 39 du CMP ; - Il n'existe pas de preuves de la transmission du P.V. d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à la consultation en violation de l'article 67.4 du CMP ; - L'estimation du coût des travaux (6 000 000 F CFA) est très faible par rapport aux montants des soumissions ; - Les lettres d'information ne précisent pas l'attributaire, le montant de l'attribution ainsi que les motifs de la non attribution du marché aux candidats perdants ; - L'ordre de service n° 0003 en date du 19 mai 2014 d'arrêt des travaux de 10 jours pour cause de perturbations météorologiques a été notifié après la réception des travaux le 14 mai 2014. Ceci présage une régularisation des délais d'exécution des travaux.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 44 ; - La SNPAD doit veiller à l'égalité dans l'information de tous les candidats durant la procédure de passation du marché ; - Veiller au respect de l'article 39 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par</i>

	<p><i>les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats » ;</i></p> <ul style="list-style-type: none">- Les marchés doivent faire l'objet d'une bonne estimation conformément à l'article 5.1 du CMP ;- Les lettres d'information aux candidats perdants doivent être mieux renseignées avec les motifs de rejet des offres- Les ordres de service de suspension de délais doivent être notifiés avant la fin des travaux.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Voir tableau 1.

MARCHE PASSE PAR ENTENTE DIRECTE Marché n° T0990/13 du 02/07/2013	
Travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle « la SIGNARE »	
Attributaire	GROUPEMENT ARCHITECTURE DECORATION DESIGN
Montant du marché	43 093 076 F CFA TTC
Date de souscription du marché	26/06/2013
Date d'approbation du marché	26/06/2013
Date de notification du marché	05/07/2013
Date d'enregistrement du marché	08/07/2013
Délai d'exécution	10 jours
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché pour les travaux de restauration, d'aménagement et de décoration de la vedette présidentielle « la SIGNARE ». La SNPAD a obtenu l'avis de non objection de la DCMP par lettre n° 002812/MEF/DCMP/39 du 29 mai 2013.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le procès-verbal de réception des travaux n'est pas joint au dossier ; - Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD doit veiller à bien archiver les documents de passation des marchés.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Voir tableau 1.